

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 2479

[C - 97/27535]

17 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon concernant les aides à l'agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement agricole, modifiée par les lois des 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu le décret de la Communauté française du 10 juillet 1984 sur la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 29 février 1988 relatif à la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1951 fixant la délimitation des régions agricoles du Royaume, modifié par les arrêtés royaux des 15 juillet 1952, 8 mars 1968 et 15 février 1974;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 1961 portant règlement général du Fonds d'Investissement agricole, modifié par les arrêtés royaux des 3 janvier 1979, 5 août 1982 et 3 janvier 1984;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 1994 modifiant les arrêtés royaux des 25 octobre 1990, 19 août 1991, 19 août 1992 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 1994 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 1994 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture;

Vu la directive 75/268/CEE du Conseil du 28 avril 1975 sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées;

Vu la directive 75/269/CEE du Conseil du 28 avril 1975 relative à la liste communautaire des zones agricoles défavorisées au sens de la directive 75/268/CEE (Belgique);

Vu la directive 80/666/CEE du Conseil du 24 juin 1980 modifiant la directive 75/268/CEE sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées;

Vu le règlement CEE/866/90 du Conseil du 29 mars 1990 concernant l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles;

Vu le règlement CEE/2328/91 du Conseil du 15 juillet 1991 concernant l'amélioration de l'efficacité des structures de l'agriculture;

Vu le règlement CEE/3887/92 de la Commission du 23 décembre 1992 définissant les modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, notamment l'article 11;

Vu le règlement CEE/870/93 de la Commission du 14 avril 1993 modifiant le règlement CEE/2328/91 du Conseil en ce qui concerne l'ajustement de certains montants fixés en écus suite à la modification des taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune.

Vu le règlement CEE/3669/93 du Conseil du 22 décembre 1993 modifiant les règlements CEE/2328/91, 866/90, 1360/78, 1035/72 et 449/69 en vue d'accélérer l'adaptation des structures de production, de transformation et de commercialisation dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune;

Vu la décision 94/173/CEE de la Commission du 22 mars 1994 relative à l'établissement des critères de choix à retenir pour les investissements concernant l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles et sylvicoles et abrogeant la décision 90/342/CEE;

Vu le règlement CEE/2631/94 de la Commission du 28 octobre 1994 modifiant le règlement CEE/2328/91 du Conseil en ce qui concerne certains montants fixés en écus suite à la modification des taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu le règlement CEE/2843/94 du 21 novembre 1994 modifiant les règlements CEE/2328/91 et CEE/866/90 en vue d'accélérer l'adaptation des structures de production, de transformation et de commercialisation dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu le règlement (CE) n° 950/97 du Conseil, du 20 mai 1997, concernant l'amélioration de l'efficacité des structures de l'agriculture;

Vu le règlement (CE) n° 951/97 du Conseil, du 20 mai 1997, concernant l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles;

Vu le protocole d'accord entre les Régions et le Ministère fédéral de l'Agriculture relatif aux matières agricoles régionalisées, conformément à la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiées par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif d'adapter sans retard la réglementation en vigueur en matière d'aides aux investissements et à l'installation en agriculture compte tenu des modifications structurelles des exploitations et de leurs charges;

Considérant que des mesures doivent être prises sans retard afin de mettre en exécution les options politiques wallonnes en réponse à la crise de l'agriculture;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

TITRE Ier. — Dispositions communes

CHAPITRE Ier. - Définitions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. le Ministre : le Ministre du Gouvernement wallon chargé de l'agriculture;
2. l'Administration : la Direction générale de l'agriculture du Ministère de la Région wallonne;
3. Exploitant agricole : la personne physique ou morale qui s'adonne à la production agricole, horticole ou d'élevage et qui exerce cette activité à titre principal, ou à titre partiel comme défini au point 6 ci-après; les bénéficiaires des aides doivent avoir leur siège d'exploitation en Région wallonne, toutefois lorsqu'il s'agit d'aides relatives à des investissements immeubles, la situation du bien en Région wallonne suffit pour y accéder;
4. L'activité à titre principal s'entend par rapport à la personne physique, qui a la responsabilité de l'administration et de la gestion d'une exploitation agricole, horticole ou d'élevage qui obtient de son exploitation un revenu égal ou supérieur à 50 % de son revenu global et qui consacre aux activités extérieures à l'exploitation moins de 50 % de la durée totale de son travail;
5. La personne morale, exploitant agricole : la personne morale dont les statuts indiquent comme objet l'exploitation agricole, horticole ou d'élevage et la commercialisation des produits provenant de cette exploitation et qui remplit en outre l'une des conditions suivantes :
 - 1° être constituée sous une des formes visées au Code de commerce, livre I, titre IX, section I, article 2 et satisfaire aux conditions suivantes :
 - a) les actions ou les parts doivent être nominatives;
 - b) les actions ou les parts de la société doivent appartenir pour au moins la moitié d'entre elles aux administrateurs ou gérants;
 - c) les administrateurs ou gérants doivent être désignés parmi les associés;
 - d) les administrateurs ou gérants de la société doivent consacrer plus de 50 % de leur temps à l'activité agricole dans la société et retirer de cette activité plus de 50 % de leur revenu global;
 - 2° être constituée sous la forme d'une Société Agricole, telle que visée par la loi du 12 juillet 1979.
6. L'activité à titre partiel s'entend par rapport aux exploitants agricoles, tirant au moins 50 % de leur revenu global des activités agricoles, forestières, touristiques, pédagogiques, artisanales ou bien des activités d'entretien de l'espace naturel bénéficiant d'aides publiques, exercées sur leur exploitation, sans toutefois que la part du revenu provenant directement de l'activité agricole sur l'exploitation soit inférieure à 25 % du revenu global de l'exploitant, et sans que le temps de travail consacré à des activités exercées en dehors de l'exploitation ne dépasse la moitié du temps de travail total de l'exploitant.
7. Société Coopérative de transformation et commercialisation : la société coopérative, constituée conformément au Code de Commerce, livre I, titre IX, section I, article 2 et qui répond en outre aux conditions suivantes :
 - a) l'objet de la société doit se rattacher principalement à l'agriculture, l'horticulture ou à l'élevage et être destiné à favoriser l'amélioration et la rationalisation du traitement, de la transformation ou de la commercialisation des produits agricoles;
 - b) la majorité des coopérateurs de la société doivent exercer la profession d'agriculteur, d'horticulteur ou d'éleveur;
 - c) les statuts doivent prévoir qu'aux assemblées générales tout associé dispose d'au moins une voix et que le nombre de voix dont un associé dispose est limité au maximum à un cinquième des voix attachées aux parts représentées;
 - d) le dividende annuel ne peut dépasser le pourcentage défini par le Conseil national de la Coopération.
8. La société « coopérative d'utilisation de matériel agricole » en abrégé « CUMA » : la société coopérative constituée conformément au code de Commerce, livre I, titre IX, section I, article 2 dont l'objet social doit se rattacher principalement, dans l'exploitation de ses membres, à l'agriculture, l'horticulture ou à l'élevage, et plus particulièrement à l'utilisation en commun du matériel agricole nécessaire à la réalisation de ses objectifs, et qui remplit en outre les conditions b) à d) énumérées au point 7 ci-avant.
9. Investissements : les opérations qui consistent à acquérir, construire, établir, accroître, rénover ou améliorer, au profit des personnes physiques ou morales bénéficiaires des aides décrites ci-après, des biens de nature durable, tels le sol, les bâtiments et améliorations, l'équipement, les installations, les machines, les outils, le matériel et le bétail, ainsi que les cultures en croissance et les arrière-engrais.
10. Garantie publique : la garantie de la Région wallonne peut être attachée au remboursement en capital, intérêts et accessoires des prêts consentis aux personnes physiques et morales visées dans cet article, points 3 à 8, et en vue de la réalisation des opérations mentionnées au point 9 ci-avant, pour autant que le prêt soit accordé par un organisme de crédit public ou privé agréé à cette fin. La garantie publique complète les sûretés constituées par le demandeur de crédit, et ne peut couvrir plus de 75 % du crédit consenti. Le paiement de la subvention-intérêt est suspendu dès lors qu'il est fait appel à l'exécution de la garantie.

11. Unité de Travail Humain, en abrégé U.T.H. : 1 800 heures de travail par année, prestées par un exploitant agricole.

12. Le Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole, en abrégé « F.E.O.G.A. » tel qu'institué par la C.E.E., et dont le cofinancement au titre des aides des chapitres III A, XII à XV du présent arrêté est prévu conformément à l'article 5, § 2, point b) et à l'article 11 du règlement CEE/2052/88.

13. Association Agricole : association qui a pour but de promouvoir l'information et la vulgarisation afin d'assurer dans son environnement, le progrès technique, économique et social des exploitations agricoles et le bien-être des populations rurales.

14. Les régions défavorisées sont :

- a) les régions agricoles entières suivantes : Haute Ardenne, Famenne, Fagnes, Ardenne, Région jurassique;
- b) la partie de la région herbagère liégeoise composée :
 - des entités communales d'Aywaille, Ferrières, Jalhay, Lierneux, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Theux, Trois-Ponts, Vielsalm;
 - des territoires suivants :
 - * le territoire de la commune de Verviers qui faisait partie des communes de Polleur et Theux avant le 1^{er} janvier 1977;
 - * le territoire de la commune d'Esneux qui faisait partie de la commune de Dolembreux avant le 1^{er} janvier 1977;
 - * le territoire situé au sud de la Vesdre, des communes de Baelen, Eupen et Raeren;
 - * pour la commune de Comblain-au-Pont, la partie de la commune située entre l'Ourthe et l'Amblève et la zone agricole du plan de secteur faisant partie de la section de Poulseur.
 - * pour la commune d'Esneux, les zones agricoles du plan de secteur de Liège, situées sur la rive droite de l'Ourthe et faisant partie des sections d'Esneux et de Tilff;
 - * pour la commune de Chaudfontaine, les zones agricoles du plan de secteur de Liège faisant partie des sections de Beaufays et de Chaudfontaine;
 - * pour la commune de Trooz, les zones agricoles du projet du plan de secteur de Liège faisant partie des sections de Trooz, de Forêt, de Nessonvaux et de Fraipont;
 - * pour la commune d'Olne, la zone agricole du projet du plan de secteur de Liège située au sud d'une ligne représentée d'ouest en est par le ruisseau de Saint-Hadelin, puis la route se dirigeant vers Olne par les « six chemins », puis d'Olne le chemin se dirigeant vers l'intersection des communes de Xhendelesse et Soiron;
 - * pour la commune de Pepinster, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Soiron, Wegnez et Pepinster;
 - * pour la commune de Verviers, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Lambermont, Ensival, Heusy, Stembert et Petit-Rechain;
 - * pour la commune de Dison, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Dison et Andrimont;
 - * pour la commune de Limbourg, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Limbourg, Goé et Bilstain au sud de la route de Villers;
 - * pour la commune de Baelen, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers comprenant la partie des sections de Baelen et Membach située au sud de la route Eupen-Limbourg et au nord de celle-ci la zone agricole limitée par le chemin allant du lieu-dit « Au Calvaire » jusque Baelen (Houtem, Les Forges et Medal).

CHAPITRE II. — *Qualification professionnelle et aptitudes*

Art. 2. La qualification professionnelle suffisante est prouvée lorsque l'exploitant agricole remplit l'une des conditions ci-dessous :

- posséder le diplôme ou le certificat homologué ou délivré par un Jury d'Etat, d'enseignement secondaire supérieur, ou le certificat de qualification de la 6^{ème} année de l'enseignement secondaire, d'une subdivision agricole, horticole ou apparentée;
- posséder le diplôme d'enseignement supérieur, de type court ou long, d'une orientation agricole et horticole ou apparentée;
- posséder le diplôme d'agrégé pour l'enseignement secondaire inférieur, section agricole et horticulture;
- posséder le diplôme d'ingénieur agronome ou d'ingénieur chimiste et des industries agricoles; d'ingénieur chimiste et des bio-industries ou de docteur en médecine vétérinaire;
- posséder les titres équivalents à un des diplômes ou certificats repris ci-dessus;
- posséder une expérience pratique d'au moins 2 ans assortie de :
 - soit le diplôme ou le certificat homologué ou délivré par un Jury d'Etat, d'enseignement secondaire supérieur;
 - soit le diplôme de l'enseignement supérieur du type court ou du type long ou les diplômes d'enseignement universitaire, autres que ceux visés ci-avant de même que les diplômes et les certificats de qualification délivrés après 4 années au minimum de l'enseignement secondaire, d'une subdivision agricole, horticole ou apparentée;
 - soit un titre équivalent à un de ces certificats d'études.
- posséder une expérience pratique d'au moins 3 ans assortie d'un certificat de formation post-scolaire agricole;
- posséder une expérience pratique d'au moins 5 ans.

Art. 3. La capacité professionnelle minimale de première installation est prouvée lorsque l'exploitant agricole remplit une des conditions énumérées ci-dessous :- posséder le diplôme ou le certificat homologué ou délivré par un Jury d'Etat d'enseignement secondaire supérieur, ainsi que le certificat de qualification de la 6ème année de l'enseignement secondaire, d'une subdivision agricole, horticole ou apparentée, le diplôme de l'enseignement supérieur agricole du type court ou du type long, le diplôme d'agrégé pour l'enseignement secondaire inférieur, section agriculture et horticulture, et le diplôme d'ingénieur agronome ou d'ingénieur chimiste et des industries agricoles ou d'ingénieur chimiste et des bio-industries ou de docteur en médecine vétérinaire, ou un titre équivalent à un de ces diplômes ou certificats;- posséder une expérience pratique d'au moins 2 ans assortie d'un diplôme de l'enseignement supérieur du type court ou type long ou d'un diplôme de l'enseignement universitaire, autres que ceux visés ci-dessus ou les titres équivalents à un de ces diplômes ou certificats;- posséder une expérience pratique d'au moins 2 ans assortie :

- soit d'un diplôme ou certificat homologué ou délivré par un Jury d'Etat d'enseignement secondaire supérieur, autres que ceux visés ci-avant;

- soit un certificat de qualification délivré après 4 années minimum de l'enseignement secondaire, d'une subdivision agricole, horticole ou apparentée;

- soit d'un titre équivalent à un de ces diplômes ou certificats visés ci-dessus;

et à condition que le porteur de ces diplômes ou certificats ait reçu une formation postscolaire agricole du type B ou possède le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone.- posséder une expérience pratique d'au moins trois ans assortie :

- soit d'un certificat d'étude de formation postscolaire agricole du type B;

- soit d'un certificat d'étude de formation professionnelle d'au moins 150 heures.

- soit du certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone.

Art. 4. Lors de l'octroi d'une des aides prévues aux chapitres III à VIII du présent arrêté, il sera exigé de l'exploitant agricole qu'il tienne une comptabilité de gestion auprès de personnes physiques ou morales agrées.

Cette comptabilité comportera :

- l'établissement d'un inventaire annuel d'ouverture et de clôture;

- l'enregistrement systématique et régulier, au cours de l'exercice comptable, des divers mouvements en nature et espèces concernant l'exploitation.

Elle aboutira à la présentation annuelle :

- d'une description des caractéristiques générales de l'exploitation, notamment des facteurs de production mis en oeuvre;

- d'un bilan (actif et passif) et d'un compte d'exploitation (charges et produit) détaillés;

- des éléments nécessaires à l'appréciation de l'efficacité de la gestion de l'exploitation dans son ensemble, ainsi que de la rentabilité des principales spéculations.

CHAPITRE III. — Aides aux investissements dans les exploitations agricoles

Section 1. — Aides bénéficiant d'un cofinancement communautaire du F.E.O.G.A

Art. 5. Peut bénéficier de ce type d'aide, l'exploitant agricole justifiant de la qualification professionnelle suffisante telle que visée à l'article 2 et dont le revenu de travail par UTH, avant investissement, n'est pas supérieur à 120% du revenu de référence visé à l'article 9.

L'exploitant agricole établit pour son exploitation un plan d'amélioration matérielle; ce plan doit démontrer que les investissements sont justifiés du point de vue de la situation de l'exploitation et de son économie et que sa réalisation conduit à une amélioration durable de cette situation.

Toutefois, lorsque le revenu du travail par UTH à l'origine du plan est inférieur à 85% du revenu de référence, l'exploitant agricole peut présenter un plan d'amélioration prévoyant une amélioration correspondant au moins à 10% de ce revenu et ce, pour autant qu'avec cela le revenu de référence soit atteint à concurrence de 75% pour au moins une UTH.

L'exploitant agricole dont le revenu du travail par UTH est inférieur au revenu de référence peut également présenter un plan d'amélioration en vue de préserver le niveau de son revenu, pour autant que les investissements envisagés soient justifiés au point de vue de la situation de l'exploitation et que la réalisation du plan soit nécessaire au maintien du revenu du travail par UTH.

Le nombre de plans d'amélioration par bénéficiaire est limité à trois pendant une période de 6 ans et cela dans les limites des prêts définies à l'article 10.

Art. 6. Les aides aux exploitants agricoles dont les demandes ont été acceptées et les plans d'amélioration approuvés sont :

1. la subvention-intérêt accordée aux investissements nécessaires à la réalisation du plan d'amélioration, à l'exclusion toutefois des dépenses dues à l'achat de terres ou de cheptel vif porcin et avicole ainsi qu'à celui de veaux de boucherie; pour l'achat de cheptel vif, seule peut entrer en ligne de compte la première acquisition prévue par le plan d'amélioration;

2. la garantie publique.

La valeur de ces aides ne peut dépasser au total 35% du montant de l'investissement subsidiable pour les biens immeubles et 20% pour les autres types d'investissement;

Art. 7. Les aides visées à l'article 6 peuvent porter sur des investissements relatifs à :

a) l'amélioration qualitative et la reconversion de la production, en fonction des besoins du marché et, le cas échéant, en vue de l'adaptation aux normes de qualité communautaires;

b) la diversification des activités sur l'exploitation, notamment par des activités touristiques, pédagogiques et artisanales, et la fabrication et la vente directe de produits de la ferme;

c) l'adaptation de l'exploitation en vue d'une réduction des coûts de production et de la réalisation d'économies d'énergie;

- d) l'amélioration des conditions de vie et de travail;
- e) l'amélioration des conditions d'hygiène des élevages ainsi que le respect des normes communautaires en matière de bien-être des animaux ou, à défaut, des normes fédérales jusqu'à l'adoption des normes communautaires;
- f) la protection et l'amélioration de l'environnement.

Art. 8. § 1^{er}. Secteur laitier

Les aides visées à l'article 6 ne peuvent être accordées pour des investissements dans le secteur de la production laitière ayant pour effet un dépassement de la quantité de référence déterminée en vertu de la réglementation relative au prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, sauf si une quantité de référence supplémentaire a été préalablement accordée conformément à l'article 4, paragraphe 1^{er} point c) du règlement (CEE) n° 857/84 du Conseil, du 31 mars 1984, portant règles générales pour l'application du prélèvement visé à l'article 5 *quater* du règlement (CEE) n° 804/68 dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1630/91, ou obtenue par un transfert selon l'article 7, paragraphe 1^{er} de ce dernier.

Dans ce cas, les aides ne sont accordées que si l'investissement ne porte pas le nombre de vaches laitières à plus de 50 par UTH et à plus de 80 par exploitation ou ne conduise pas à augmenter de plus de 15% le nombre des vaches laitières lorsque l'exploitation dispose de plus de 1,6 UTH.

§2. Secteur porcin

L'octroi des aides pour des investissements tels que visés à l'article 1^{er}, 9, de cet arrêté, ayant pour effet d'augmenter le nombre places de porcs, est exclu.

Pour le calcul du nombre de places, il y a lieu de considérer qu'une truie d'élevage correspond à 6,5 porcs sevrés d'engraissement.

Lorsqu'un plan d'amélioration prévoit un investissement dans le secteur de la production porcine, l'octroi des aides visées à l'alinéa précédent pour cet investissement est subordonné à la condition qu'après l'exécution du plan, au moins l'équivalent de 35% de la quantité d'aliments consommés par les porcs puisse être produit par l'exploitation.

§ 3. Secteur viande bovine

Les aides visées à l'article 6 qui sont octroyées pour des investissements concernant le secteur de production de viande bovine, à l'exception des aides visant la protection de l'environnement ainsi que l'hygiène des élevages et le bien-être des animaux lorsqu'il n'y a pas d'augmentation des capacités, sont limitées aux élevages dont la densité de bovins à viande ne dépasse pas, dans la dernière année du plan, trois, deux et demi et deux unités de gros bétail (UGB) par hectare de superficie fourragère consacrée à l'alimentation de ces bovins pour les plans se terminant respectivement en 1994, 1995 et 1996 ou plus tard. Les limites de 2,5 et 2 UGB par hectare ne s'appliquent qu'aux demandes introduites à partir du 1^{er} janvier 1994. Chaque taureau, vache ou autre bovin de plus de 2 ans représente 1 UGB et chaque bovin de 6 mois à 2 ans représente 0,6 UGB.

§ 4. Secteur oeufs et volaille

L'octroi des aides visées à l'article 6 dans le secteur des oeufs et de la volaille est exclu, à l'exception des aides visant la protection de l'environnement ainsi que l'hygiène des élevages et le bien-être des animaux lorsqu'il n'y a pas d'augmentation des capacités.

Art. 9. Le revenu de référence ne peut dépasser le salaire brut moyen des travailleurs non agricoles. Le Ministre arrête, chaque année, le revenu de référence à prendre en considération.

Art. 10. La subvention-intérêt porte sur la totalité des prêts justifiés sauf sur la partie qui serait supérieure à 90.000 Ecus par UTH et 180.000 Ecus par exploitation.

La subvention-intérêt est de 5%; le taux d'intérêt restant à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à 3%; à cette fin, les subventions-intérêts sont réduites s'il y a lieu.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises à l'annexe.

Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés de l'emprunt sans que les maxima d'intervention autorisés par le Règlement (CEE) 2328/91 tel que modifié, et codifié par le règlement (CEE) 950/97, ne soient dépassés.

Art. 11. L'exploitant agricole qui désire bénéficier des aides communautaires introduit auprès de l'un des organismes de crédit agréés, une demande en vue de l'obtention d'un prêt.

L'Administration procède avec l'exploitant agricole, à :

- la description de la situation de l'exploitation au début et au terme du plan d'amélioration, établie sur la base d'un budget;
- l'indication des mesures et notamment les investissements à mettre en oeuvre pour atteindre les résultats recherchés.

Art. 12. Lorsque le plan d'amélioration concerne plusieurs exploitations qui s'associent, et qu'au moins deux tiers des membres de l'association répondent aux définitions des articles 1^{er} (3. à 6.) et 2 du présent arrêté, les plafonds financiers prévus à l'article 10 peuvent être majorés.

Les exploitations associées doivent produire un contrat d'association, signé par toutes les parties en cause, lesquelles s'engagent solidairement. Ce contrat définit en outre les modes d'association, ainsi que les spéculations concernées; ces exploitations membres doivent être financièrement et techniquement impliquées dans les spéculations faisant l'objet de l'association; la durée de l'association doit être au moins égale à la durée de la subvention et ne peut être inférieure à 6 ans.

Les nombres plafonds de bétail ou les montants visés aux articles 8 et 10 peuvent être multipliés par le nombre d'exploitations impliquées dans l'association. Le plafond relatif au nombre de vaches ne peut cependant dépasser 200; la subvention-intérêt ne peut porter sur la partie du montant qui excède quatre fois les montants figurant à l'article 10 en ce compris les montants pris en compte pour les aides accordées aux exploitations de l'association.

Art. 13. Lorsque l'exploitant agricole ne fait pas appel aux organismes de crédit agréés, et finance par fonds propres des opérations figurant dans l'article 7 dans le respect des dispositions sectorielles de l'article 8, et dans les limites des montants déterminés à l'article 10, l'aide est accordée sous forme d'une prime en capital; cette prime est équivalente à l'aide cumulée en subvention-intérêt, calculée suivant les modalités définies à l'article 10; la prime est payable à raison de 50 % la première année et de 25 % chacune des 2 années suivantes, ceci à concurrence des montants justifiés par des documents probants.

L'Administration procède avec l'exploitant agricole, à :

- la description de la situation de l'exploitation au début et au terme du plan d'amélioration, établie sur la base d'un budget;
- l'indication des mesures et notamment les investissements à mettre en œuvre pour atteindre les résultats recherchés;
- la vérification que l'appel aux fonds propres ne mette pas en péril l'équilibre financier de l'exploitation agricole.

Section 2. — Aides régionales complémentaires aux aides cofinancées par le F.E.O.G.A.

Art. 14. L'exploitant agricole bénéficiant des aides communautaires hormis celui visé aux articles 12 et 13, peut bénéficier d'aides régionales complémentaires aux investissements.

Ces aides ne sont octroyées que sur la partie du prêt supérieure à 90.000 Ecus par UTH et 180.000 Ecus par exploitation sans toutefois que le montant total subsidié puisse dépasser 360.000 Ecus par UTH et 720.000 Ecus par exploitation tenant compte des montants subsidiés conformément aux articles 5 à 11.

Ces aides ne sont autorisées que lorsque l'investissement concerné porte sur la construction de bâtiments d'exploitation, la transplantation de bâtiments d'une exploitation effectuée dans l'intérêt public, suite à un renon légal ou justifié par des prescriptions environnementales, sur des travaux d'amélioration foncière ou des investissements destinés à la protection et à l'amélioration de l'environnement, ces aides comportent les mesures reprises à l'article 6 et sont accordées aux conditions stipulées aux articles 5 à 11.

La subvention-intérêt est de 5% maximum; le taux d'intérêt restant à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à 3%; la subvention-intérêt est réduite s'il y a lieu.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe.

CHAPITRE IV. — Aides à l'installation des exploitants agricoles

Section 1. — Aides bénéficiant d'un cofinancement communautaire du F.E.O.G.A.

Art. 15. Les exploitants agricoles qui justifient de la capacité professionnelle minimale de première installation, telle que visée à l'article 3, et qui bénéficient des aides aux investissements visés au chapitre III, section 1, peuvent obtenir une prime égale au quart du volume de l'aide prévue à l'article 6, alinéa 1^{er}, lorsqu'ils sont âgés de moins de 40 ans à l'introduction de leur dossier.

Les personnes physiques doivent être considérées, depuis 5 ans maximum, comme exploitant agricole indépendant auprès de l'Administration des contributions directes du Ministère des Finances.

Pour les personnes morales, le(s) gérant(s) ou administrateur(s) doivent être considérés, au moment du dépôt de la demande, comme « indépendant » auprès de l'Administration des contributions directes du Ministère des Finances depuis cinq ans maximum; la prime est calculée au prorata du pourcentage dans le capital des gérants ou administrateurs qui répondent à cette condition.

Art. 16. Les aides prévues à l'article 17 sont réservées à l'installation d'un exploitant agricole, celui-ci s'installant sur une exploitation agricole en qualité de chef d'exploitation ou commençant, après son installation à titre secondaire, à exercer son activité à titre principal.

L'installation en qualité de chef d'exploitation d'une personne physique est prouvée par son affiliation au statut social des chefs d'exploitation indépendants.

La personne physique doit apporter la preuve de sa capacité professionnelle minimale de première installation telle que définie à l'article 3 dans un délai maximal de deux ans après l'installation. Elle ne peut avoir atteint l'âge de 40 ans à l'introduction du dossier.

Pour les personnes morales, cette condition se vérifie dans le chef d'un administrateur ou gérants. La personne morale doit apporter la preuve que ses administrateur ou gérant possédaient la capacité minimale de première installation au moment de sa constitution. Au moment de l'introduction du dossier, cet administrateur ou gérant ne peut avoir atteint l'âge de 40 ans.

Les aides ne sont octroyées qu'aux exploitants agricoles dont l'exploitation nécessitera dans un délai maximal de 2 ans après l'installation un volume de travail équivalent à au moins une UTH.

Art. 17. Les aides prévues sont :

1° la subvention-intérêt, accordée aux investissements nécessaires à l'installation; la subvention est de 5% maximum; le taux d'intérêt à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à 3%; à cette fin la subvention-intérêt est réduite s'il y a lieu.

2° la garantie publique.

La valeur capitalisée des aides ne peut dépasser 30.000 Ecus.

Les investissements d'installation pris en compte sont :

- la reprise ou l'achat de cheptel vif et de matériel;
- la reprise de stocks pour un maximum de 500.000 FB par exploitation;
- l'indemnisation d'arrière-engrais pour un maximum de 10.000 FB/ha;
- l'indemnisation des avances aux cultures existantes pour un maximum de 30.000 FB/ha.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe.

Section 2. — Aides régionales complémentaires aux aides cofinancées par le F.E.O.G.A.

Art. 18. L'exploitant agricole bénéficiant des aides communautaires prévues à l'article 17 peut bénéficier des aides régionales complémentaires suivantes :

1° Une prime en capital de 240.000 FB;

2° La subvention-intérêt sur la fraction du prêt subsidié excédant le montant fixé et n'excédant pas 12.500.000 FB, que l'installation soit prévue en une ou plusieurs phases; la subvention est de 5 % maximum, le taux d'intérêt à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à 3 %; à cette fin la subvention-intérêt est réduite s'il y a lieu;

3° la garantie publique.

Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés de l'emprunt.

La valeur de ces aides régionales complémentaires ne peut dépasser au total 35 % du montant de l'investissement subsidié.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe.

Art. 19. Lorsque l'exploitant agricole ne peut bénéficier des aides prévues aux articles 17 et 18 uniquement parce qu'il a dépassé l'âge de 40 ans au dépôt de la demande, il peut bénéficier des aides suivantes :

1° la subvention-intérêt : elle est de 5% maximum sur le montant du prêt destiné à couvrir les charges découlant de l'installation n'excédant pas 6.500.000 FB. Elle est de 3% maximum sur le montant du prêt compris entre 6.500.000 FB et 12.500.000 FB, que l'installation soit prévue en une ou plusieurs phases. Le taux d'intérêt à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à 3 %; à cette fin la subvention-intérêt est réduite s'il y a lieu;

2° la garantie publique.

La valeur de ces aides régionales ne peut dépasser au total 35 % de l'investissement subsidié.

Les investissements d'installation pris en compte sont ceux repris à l'article 17, dernier alinéa. Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés de l'emprunt.

La durée de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe.

Art. 20. L'exploitant agricole, qui désire bénéficier des aides prévues aux articles 17, 18 ou 19 introduit auprès d'un des établissements de crédit agréés, une demande en vue de l'obtention d'un prêt.

L'Administration établit le budget avec l'exploitant agricole. Ce budget doit démontrer qu'après l'opération envisagée, l'exploitation sera rentable, c'est-à-dire atteindre le revenu seuil régionalisé de l'année de l'installation.

Ce dernier est fixé annuellement par région agricole par le Ministre, et est au maximum égal au revenu de référence.

CHAPITRE V. — Aides régionales à l'achat, à la rénovation et à la réfection des bâtiments professionnels existants

Art. 21. L'exploitant agricole à titre principal justifiant de la qualification professionnelle suffisante telle que visée à l'article 2 peut bénéficier des aides régionales suivantes :

1° la subvention-intérêt : elle est de 5% maximum; le taux restant à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à moins de 3% l'an; elle peut porter sur un montant maximum équivalent à 90.000 Ecus/UTH et 180.000 Ecus/exploitation par période de six ans pour l'achat des bâtiments professionnels existants de l'exploitation.

Cette aide peut également s'étendre aux travaux de rénovation et de réfection indispensables à la poursuite des activités professionnelles. Par rénovation, il y a lieu d'entendre l'adaptation des bâtiments existants aux conditions actuelles de gestion technique dans le respect des prescriptions urbanistiques. Par réfection, il y a lieu d'entendre la remise à neuf, sans modification structurelle, des bâtiments existants, en vue de leur réhabilitation après dommages encourus.

2° la garantie publique.

Les aides accordées ne sont pas cumulables avec tout autre prime, subside ou indemnité. La valeur de ces aides ne peut en aucun cas dépasser 25 % du montant de l'investissement immobilier subsidiable.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe. Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés de l'emprunt.

Art. 22. L'exploitant agricole qui désire bénéficier des aides prévues au présent chapitre introduit auprès d'un des établissements de crédit agréés une demande en vue de l'obtention d'un prêt.

L'Administration procède avec l'exploitant agricole à la description de la situation de l'exploitation au terme des investissements envisagés; ceux-ci doivent être économiquement justifiés et ne peuvent conduire à une augmentation de la production de l'exploitation.

CHAPITRE VI

Aides régionales aux investissements relatifs au bien-être des animaux et en faveur de la lutte contre les maladies infectieuses

Section 1. — Bien-être des animaux

Art. 23. Par investissement concernant le bien-être des animaux, il y a lieu de comprendre les investissements se rapportant au logement, ainsi qu'à la ventilation ou à l'isolation des bâtiments destinés à ces mêmes animaux.

Art. 24. L'exploitant agricole justifiant de la qualification professionnelle suffisante telle que visée à l'article 2 peut bénéficier des aides régionales suivantes :

1. La subvention-intérêt : cette subvention est de 5% maximum; le taux restant à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieure à 3%; elle peut porter sur un montant maximum de 60.000 Ecus par exploitation, pour des opérations en faveur du respect des normes communautaires en matière de bien-être des animaux ou, à défaut, des normes fédérales jusqu'à l'adoption des normes communautaires;

2. La garantie publique.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe.

La valeur de ces aides ne pourra en aucun cas dépasser 35% du montant de l'investissement subsidiable pour les biens immobiliers et 20% pour les biens meubles.

Section 2. — Lutte contre les maladies infectieuses du bétail

Art. 25. L'exploitant agricole justifiant de la qualification professionnelle suffisante telle que visée à l'article 2 peut bénéficier des aides prévues à l'article suivant à condition qu'il s'agisse d'achat de bétail pour cause de repeuplement, soit :

1° suite au stamping out du cheptel dans le cadre de la lutte contre la brucellose bovine;

2° suite à l'épuration pour cause de tuberculose bovine, d'au moins 30% du cheptel;

3° suite à l'éradication de la fièvre aphteuse, de la leucose bovine enzootique, de l'encéphalite spongiforme bovine, de la fièvre aphteuse porcine, de la peste porcine, de la maladie d'Aujeszky et de la peste aviaire.

Art. 26. Ces aides sont :

1) la subvention-intérêt; elle est de 5% maximum, le taux d'intérêt restant à la charge du bénéficiaire ne pouvant être inférieur à 3% lors de la première occurrence de la maladie dans l'exploitation du demandeur; le taux d'intérêt restant à la charge du bénéficiaire est de 5 % dans les autres cas; le montant maximum de l'emprunt sur lequel porte l'aide est fixé à 30 % du coût total du repeuplement sans dépasser 90.000 écus par UTH et 180.000 écus par exploitation.

2) la garantie publique.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe.

Art. 27. L'exploitant agricole qui désire bénéficier des aides prévues au présent chapitre introduit auprès d'un des établissements de crédit agréés par le Ministre une demande en vue de l'obtention d'un prêt.

Pour les aides prévues dans la section 1 du présent chapitre, l'Administration procède avec l'exploitant agricole à la description de la situation de l'exploitation au terme des investissements envisagés; ceux-ci doivent être économiquement justifiés et ne peuvent conduire à une augmentation de la production de l'exploitation.

Pour les aides prévues dans la section 2 du présent chapitre, cette demande sera appuyée par :

- une copie de l'ordre d'abattage;
- une attestation établie par l'Inspecteur vétérinaire compétent du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture mentionnant, outre l'identité et l'adresse complète :

- * le nombre de bêtes avant abattage, le nombre de bêtes abattues, ainsi que la date des abattages.

- * le coefficient de réfaction appliqué aux indemnités accordées par le Ministre des Classes Moyennes et de l'Agriculture.

- * son avis sur les aspects réglementaires d'un éventuel repeuplement du cheptel.

Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés de l'emprunt.

La valeur de la subvention ne pourra en aucun cas dépasser 20% du montant de l'investissement subsidiable.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe.

CHAPITRE VII. — *Aides régionales pour les investissements visant à la protection et à l'amélioration de l'environnement*

Art. 28. L'exploitant agricole, justifiant de la qualification professionnelle suffisante telle que visée à l'article 2, peut bénéficier d'aides spécifiques pour les investissements suivants, visant à la protection et à l'amélioration de l'environnement :

- l'installation de traitement ou de citernes de stockage pour lisier ou purin et fumières, y compris le pompage et le mixage de lisier et la couverture de ces citernes;

- l'installation de systèmes de récupération des jus de silos;

- l'installation de systèmes de récupération ou de traitement des eaux usées;

- la construction de silos-couloirs en matériaux durs, lorsqu'ils viennent en remplacement de silos taupinières et sont construits conformément aux normes environnementales en vigueur;

- l'installation de systèmes de filtrage de l'air de ventilation des bâtiments d'hébergement des animaux ainsi que leurs dispositifs de ventilation à air mélangé;

- l'achat d'appareils de désherbage non chimiques ou de toute autre intervention concourant à la protection de la qualité de l'environnement;

- l'achat de dispositifs de nettoyage pour pulvérisateurs et emballages de pesticides, ainsi que des investissements visant à améliorer l'efficacité des pulvérisations, de même que l'acquisition de pulvérisateurs incluant les dispositifs ci-avant;

- les investissements dans des systèmes d'observation et d'avertissement dans le cadre de la lutte intégrée.

Art. 29. Les aides accordées pour les investissements définis ci-dessus sont :

1. La subvention-intérêt : elle est de 5%; le taux restant à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à 3%; elle peut porter sur un montant de 90.000 Ecus/UTH, et de 180.000 Ecus maximum par exploitation, par période de 6 années consécutives;

2. La garantie publique.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe.

Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous forme d'amortissements différés.

La valeur de ces aides ne peut en aucun cas dépasser 35% du montant de l'investissement subsidiable pour les biens immeubles et 20% pour les biens meubles.

Art. 30. L'exploitant agricole qui désire bénéficier des aides prévues au présent chapitre introduit auprès d'un des établissements de crédit agréés une demande en vue de l'obtention d'un prêt.

L'investissement envisagé doit être économiquement justifié et ne doit pas conduire à une augmentation de la production de l'exploitation.

L'Administration procède avec l'exploitant agricole à la description de la situation de l'exploitation au terme des investissements envisagés.

Art. 31. Lorsque l'exploitant agricole ne fait pas appel aux organismes de crédit agréés, et finance par fonds propres des opérations figurant dans l'article 28 pour un montant de 100.000 FB minimum, il peut prétendre à une aide sous forme de prime en capital. Cette prime, d'un maximum de 300.000 FB est fixée à 20% de l'investissement justifié hors TVA pour les biens meubles et à 35 % pour les biens immeubles. La demande relative à cette prime doit être introduite au plus tard dans les 2 ans après le début des travaux.

CHAPITRE VIII. — *Aides régionales pour les investissements visant l'hygiène des denrées alimentaires - Normes HACCP*

Art. 32. L'exploitant agricole, justifiant de qualification professionnelle suffisante telle que visée à l'article 2, peut bénéficier d'aides spécifiques pour les investissements visant l'amélioration de l'hygiène des denrées alimentaires.

Il s'agit des investissements nécessaires pour rendre l'exploitation agricole conforme aux normes communautaires dans le cadre de la production artisanale au sein de l'exploitation, notamment dans le cadre de l'application de la directive 93/43 CEE.

Art. 33. Les aides accordées pour les investissements définis ci-dessus sont :

1. la subvention-intérêt est de 5%; le taux d'intérêt restant à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à 3%; elle peut porter sur un montant de 50.000 écus/UTH, et de 100.000 écus maximum par exploitation, par période de 6 années consécutives;

2. la garantie publique.

La valeur des aides ne peut dépasser en aucun cas 26,25 % du montant de l'investissement subsidiable pour les biens immeubles et 15% pour les biens meubles.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe.

Art. 34. L'exploitant qui désire bénéficier des aides prévues au présent chapitre introduit auprès d'un des établissements de crédit agréés une demande en vue de l'obtention d'un prêt.

L'investissement envisagé doit être économiquement justifié et ne doit pas conduire à une augmentation de la production de l'exploitation. L'administration procède avec l'exploitant agricole à la description de la situation de l'exploitation au terme des investissements envisagés.

Art. 35. Lorsque l'exploitant agricole ne fait pas appel aux organismes de crédit agréés, et finance par fonds propres des opérations figurant dans l'article 32 pour un montant de

100.000 FB minimum, il peut prétendre à une aide sous forme de prime en capital. Cette prime, d'un maximum de 200.000 FB est fixée à 15 % de l'investissement justifié hors TVA pour les biens meubles et à 25 % pour les biens immeubles. La demande relative à cette prime doit être introduite au plus tard dans les 2 ans après le début des travaux.

CHAPITRE IX. — *Mesures régionales en faveur des exploitations en difficultés financières*

Art. 36. L'exploitant agricole, qui apporte la preuve qu'il éprouve des difficultés financières suite à des cas de force majeure, peut bénéficier des aides régionales suivantes :

1° une prolongation de la subvention-intérêt et de la garantie pour un ou des prêts bénéficiant déjà de ces aides, ou une prime en capital récupérable ou à fonds perdus;

2° une subvention-intérêt et la garantie sur un crédit de soudure.

Le Ministre, en accord avec le Ministre du budget, fixe les conditions d'application de ces aides, les durées de la subvention-intérêt et de la garantie ainsi que les minima et maxima d'investissement à prendre en considération. Il détermine les cas et la mesure dans lesquelles l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés.

CHAPITRE X. — *Aides régionales aux CUMA*

Art. 37. Les CUMA peuvent bénéficier d'aides spécifiques pour les investissements :

- en matériel, soit lié à des spéculations particulières, soit nécessaire au transport, à la traction, à la manutention ou au stockage.

- en biens immeubles, à la condition qu'il s'agisse d'immeubles servant à abriter le matériel appartenant à la CUMA, et qu'il soient érigés sur un fond appartenant à la CUMA ou dont celle-ci a la jouissance pour une durée au moins égale à celle de la garantie publique.

Les limites sectorielles contenues dans le règlement CEE 2328/91 tel que modifié, et codifié par le règlement (CEE) 950/97, sont d'application.

L'utilisation collective doit pouvoir être vérifiée à tout moment. Les investissements pris en considération, de même que la demande de crédit s'y rapportant, doivent porter sur un montant de 250.000 frs minimum par agriculteur, de 180.000 écus maximum par agriculteur membre de la CUMA et de 720.000 écus maximum par CUMA et par période de 6 années consécutives.

Art. 38. Les aides sont :

1. la subvention-intérêt : elle est de 5% maximum, le taux d'intérêt restant à charge du bénéficiaire ne pouvant être inférieur à 3%; à cette fin, la subvention est réduite s'il y lieu.

2. la garantie publique.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe.

La valeur de ces aides ne pourra en aucun cas dépasser 26,25 % du montant de l'investissement immobilier et 15 % pour les autres types d'investissement.

Art. 39. La CUMA qui désire bénéficier des aides prévues introduit auprès d'un des organismes de crédit agréés une demande en vue de l'obtention d'un prêt. L'Administration recueillera auprès de ladite société les informations nécessaires, et établira un dossier démontrant la rentabilité de l'investissement.

CHAPITRE XI. — *Aides aux coopératives de transformation et commercialisation*

Art. 40. Les coopératives de transformation et commercialisation peuvent bénéficier d'aides spécifiques pour les investissements en vue de la réalisation de leur objet social. Ces aides concernent tant les biens meubles qu'immeubles. L'utilisation collective doit pouvoir être vérifiée à tout moment.

L'investissement justifié, de même que la demande de crédit s'y rapportant doivent porter sur un montant de 250.000 Frs minimum et de 360.000 Ecus maximum, par agriculteur membre de la coopérative et par période de 6 années consécutives.

Les investissements pris en considération doivent répondre à au moins un des critères suivants :

- a) contribuer à l'orientation de la production en fonction de l'évolution prévisible des marchés ou favoriser l'émergence de nouveaux débouchés pour la production agricole, en facilitant notamment la production et la commercialisation de nouveaux produits ou de produits de qualité, y compris ceux issus de l'agriculture biologique;
- b) être de nature à décharger les mécanismes d'intervention des organisations communes de marché en répondant à un besoin d'amélioration des structures à long terme;
- c) se situer dans des régions qui éprouvent des difficultés particulières d'adaptation aux conséquences économiques de l'évolution de la situation sur les marchés ou bénéficier à ces régions;
- d) contribuer à l'amélioration ou à la rationalisation des circuits de commercialisation ou du processus de transformation des produits agricoles;
- e) contribuer à l'amélioration de la qualité, de la présentation et du conditionnement des produits ou contribuer au meilleur emploi des sous-produits, notamment par le recyclage des déchets;
- f) contribuer à l'adaptation des secteurs qui sont concernés par les nouvelles situations découlant de la réforme de la politique agricole commune;
- g) contribuer à faciliter l'adoption de nouvelles technologies axées sur la protection de l'environnement;
- h) encourager la mise en oeuvre de l'amélioration et du contrôle de la qualité ainsi que des conditions sanitaires.

Ils doivent en outre répondre aux critères de choix définis dans la décision 94/173/CEE de la Commission du 22 mars 1994.

Art. 41. Les aides sont :

1. la subvention-intérêt : elle est de 5% maximum, le taux d'intérêt restant à charge du bénéficiaire ne peut être inférieur à 3%; à cet fin, la subvention est réduite s'il y a lieu.
2. la garantie publique.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe.

Art. 42. La société coopérative de transformation et commercialisation qui désire bénéficier des aides prévues introduit auprès d'un des établissements de crédit agréés par le Ministre une demande en vue de l'obtention d'un prêt. Cette demande doit être accompagnée des trois derniers comptes annuels ou, s'il échet, des prévisions annuelles.

L'Administration recueillera auprès de ladite société les informations nécessaires et établira un dossier démontrant la rentabilité de l'investissement.

CHAPITRE XII. — Aides de démarrage aux groupements

Art. 43. § 1^{er}. Une aide de démarrage est accordée à des groupements reconnus ayant pour but :

- l'entraide entre exploitations pouvant bénéficier des aides reprises aux chapitres III à VII, y compris pour l'utilisation de nouvelles technologies et de pratiques visant la protection et l'amélioration de l'environnement et le maintien de l'espace naturel;
- l'introduction de pratiques agricoles alternatives;
- une utilisation en commun plus rationnelle des moyens de production agricoles;
- une exploitation en commun.

Cette aide de démarrage est destinée à contribuer à couvrir les coûts de gestion pendant les 5 premières années après la création des groupements sus-mentionnés.

§ 2. Les fédérations de groupements peuvent bénéficier de l'aide de démarrage dans les mêmes conditions que celles prévues pour les groupements eux-mêmes.

Toutefois, l'octroi d'une aide de démarrage à une fédération ne peut avoir pour effet qu'un groupement bénéficie plus d'une fois de l'aide prévue au § 1^{er}.

Art. 44. Pour pouvoir être aidé, le groupement ou la fédération doit comporter au moins trois membres exploitants agricoles, ne peut être dissous avant la sixième année et doit être constitué soit :

1. sous la forme d'une société coopérative de transformation et commercialisation;
2. sous la forme d'une CUMA;
3. sous la forme d'une association agricole, ayant opté pour la personnalité juridique;
4. sous la forme d'une Société Agricole qui a comme objet l'exploitation en commun.

Art. 45. Le groupement ou la fédération de groupements doit apporter la preuve que la coopération est socialement ou économiquement justifiée.

Art. 46. Au moment de la demande, le groupement ou la fédération de groupements soumet ses statuts et un état prévisionnel des dépenses et des recettes, accompagné de leur éventuelle justification.

Art. 47. L'aide de démarrage est destinée à contribuer à couvrir les coûts de gestion.

On entend par coûts de gestion ceux qui découlent d'opérations qui, par nature, n'apportent pas de valeur ajoutée aux exploitations des agriculteurs intéressés, en ce compris les frais inhérents à la gestion de main-d'œuvre et du matériel requis par l'objet social.

L'aide de démarrage ne peut dépasser annuellement le total des coûts de gestion réellement justifiés de la première année d'activité; elle ne peut dépasser 50 % du budget global du groupement ou de la fédération de groupements.

Les cotisations annuelles, payées par les membres du groupement ou de la fédération de groupements, doivent être au moins égales à 25 % de l'aide de démarrage, et ce durant 3 années au moins.

L'aide de démarrage est de 22.500 Ecus par groupement ou fédération de groupements; cette aide est payée à raison de 50 % la première année et de 25 % à la fin de chacune des 2 années suivantes.

TITRE II. — Aides spécifiques aux régions défavorisées**CHAPITRE XIII. — Primes spéciales à l'investissement et à l'installation en régions défavorisées**

Art. 48. Les primes spéciales à l'investissement et à l'installation en régions défavorisées sont réservées aux bénéficiaires dont l'exploitation comporte au moins 40% de la superficie agricole utilisée dans les régions défavorisées telles que définies à l'article 1, 14 du présent arrêté.

Art. 49. Les bénéficiaires des aides prévues au Chapitre III du présent arrêté peuvent obtenir une prime égale à l'équivalent de 2/5 de l'aide accordée en subvention-intérêt, étant entendu qu'elle ne peut dépasser 10% de l'investissement subsidié.

Le cumul de la prime et de la subvention-intérêt ne peut avoir pour effet de diminuer l'intérêt à charge du bénéficiaire à moins de 2 %.

Art. 50. Les exploitants agricoles bénéficiaires des aides prévues à l'article 18 du présent arrêté reçoivent un supplément de 40.000 FB par rapport à la prime régionale.

La valeur des aides régionales complémentaires ne peut dépasser au total 35 % du montant de l'investissement subsidié.

CHAPITRE XIV. — Indemnités compensatoires

Art. 51. Une indemnité compensatoire annuelle est octroyée aux exploitants agricoles dont l'exploitation comporte au moins 40% de la superficie agricole utilisée dans les régions défavorisées.

Art. 52. L'octroi de l'indemnité est subordonné aux conditions suivantes :

1. l'exploitant agricole doit introduire une demande;
2. la superficie agricole utilisée située dans les régions défavorisées doit être au moins de 3 ha;
3. le demandeur ou, dans le cas d'une personne morale, les administrateurs ou gérants ne peuvent avoir atteint l'âge de 65 ans ou bénéficier d'une pension de retraite ou de préretraite avant le 1^{er} janvier de l'année qui suit la demande;
4. le demandeur doit s'engager à poursuivre l'activité agricole durant cinq ans à compter du premier paiement d'une indemnité compensatoire. L'exploitant peut être libéré de cet engagement lorsque lui-même ou, dans le cas d'une personne morale, les administrateurs ou gérants perçoivent une pension de retraite ou de préretraite, il est libéré de cet engagement lorsqu'il cesse l'activité et si l'exploitation continue des surfaces concernées est assurée; il l'est également en cas de force majeure.

Au cas où le bénéficiaire ne respecte pas son engagement sans en être libéré, il est tenu de restituer toutes les indemnités perçues;

5. l'exploitation du demandeur ne peut, au cours de l'année de la demande, faire l'objet des mesures d'interdiction de la commercialisation visées à l'article 55bis de l'arrêté royal du 6 décembre 1978 relatif à la lutte contre la brucellose bovine.

Art. 53. Le montant de l'indemnisation est calculé en multipliant par 3.500 FB le nombre d'Unités Gros Bétail (UGB). L'indemnité accordée ne peut cependant dépasser 4.900 FB par hectare de superficie fourragère de l'exploitation et 70.000 FB par demandeur.

Lorsque l'exploitation n'est pas entièrement située dans les régions défavorisées, le montant total de l'indemnité est obtenu en multipliant le montant calculé conformément aux dispositions de l'alinéa précédent par un coefficient égal au rapport entre la superficie agricole utilisée située dans les régions défavorisées et la superficie agricole totale utilisée.

Art. 54. Le nombre d'Unités Gros Bétail est obtenu en multipliant les nombres de bovins, chevaux agricoles, brebis et chèvres déclarés sur le formulaire de demande par les coefficients suivants :

- Bovins de 6 mois à 2 ans : **0,6**
- Vaches pour la traite, à concurrence de 20 au maximum, autres bovins de 2 ans et plus, chevaux agricoles de plus de 6 mois : **1**
- Brebis et chèvres de 1 an et plus : **0,15**

Art. 55. Le demandeur doit introduire sa demande, entre le 15 mai et le 1^{er} juillet, auprès de l'Administration Communale de son domicile ou de son siège social qui certifie comme étant exacts les renseignements relatifs à l'identité du demandeur.

Art. 56. L'Administration communale adresse, en un seul envoi, les demandes d'aide introduites par les exploitants agricoles de sa commune avant le 15 juillet à l'Administration.

CHAPITRE XV. — Aides aux groupements fourragers**Section 1. — Définition**

Art. 57. Le Ministre reconnaît les groupements fourragers lorsqu'ils sont constitués sous une des formes prévues à l'article 40 du présent arrêté, ou sous la forme d'une association de fait dont la convention prévoit la responsabilité solidaire des membres.

Ces groupements doivent avoir pour objet principalement la production fourragère ainsi que l'aménagement et l'équipement des pâturages exploités en commun, et répondre en outre aux conditions suivantes :

- a) être composés d'au moins trois membres exploitants agricoles, et exploiter au moins 40% de la superficie utilisée dans les régions défavorisées; la superficie utilisée du groupement doit s'élever à au moins 3 ha par membre;
- b) garantir une durée d'activité de cinq ans au moins;
- c) les membres d'un groupement sans personnalité juridique doivent participer au financement des achats de matériel proportionnellement aux superficies de cultures fourragères faisant partie de leur exploitation et devant être traitées par le matériel acquis;
- d) tenir une comptabilité de gestion, telle que définie à l'article 4.

Section 2. — Aides aux Investissements

Art. 58. Les investissements admissibles à la présente aide sont :

1. semoir de précision pour le maïs et autres cultures fourragères;
2. distributeur d'engrais, tonneau à lisier, épandeur à fumier, matériel de compostage;
3. pulvérisateur de produits phytopharmaceutiques;
4. faucheuse-conditionneuse et autre matériel de récolte de toute culture fourragère en vue de l'ensilage ou du fanage;
5. remorque autochargeuse de fourrage;
6. matériel de manutention pour le chargement, le déchargement, l'engrangement et l'ensilage de fourrages grossiers ainsi que leur distribution;
7. séchoir artificiel de fourrages;
8. matériel pour la mise en état de cultures fourragères et le réensemencement des prairies; ramasseuse ou broyeuse de cailloux;
9. matériel pour l'installation collective de clôtures et de points d'eau;
10. matériel pour l'entretien des haies.

Art. 59. L'aide est une prime en capital égale à 25% du prix d'acquisition du matériel, non compris la taxe à la valeur ajoutée. Cette aide n'est accordée que si le prix d'acquisition du matériel investi dans le cadre du groupement est au moins de 100.000 FB non compris la taxe à la valeur ajoutée.

Le montant de l'aide ne peut dépasser 150.000 écus par investissement collectif, 750 écus par hectare de pâturage amélioré et 7.300 écus par hectare irrigué.

Art. 60. Les demandes de reconnaissance et de l'obtention de l'aide sont adressées à l'Administration.

Elles doivent comporter un règlement d'utilisation en commun du matériel faisant l'objet de la demande.

Art. 61. L'aide est payée :

- en cas d'un groupement ayant la personnalité juridique, aux administrateurs ou gérants mandatés à cet effet;
- en cas d'un groupement sans personnalité juridique, directement aux membres, proportionnellement à la part supportée dans le financement du matériel faisant l'objet de l'aide.

Art. 62. 1. Le groupement n'est plus reconnu à partir de la date où, par suite de la défection d'un ou de plusieurs membres, leur nombre devient inférieur à 3, ou lorsqu'il ne satisfait plus aux conditions d'association requises, visées à l'art. 57.

2. Il n'y a toutefois pas de perte de reconnaissance quand la défection d'un des trois membres restants est le fait d'un cas de force majeure, ou lorsque l'intéressé cesse l'activité agricole dans les conditions prévues par le régime communautaire de préretraite, visé par le Règlement CEE/2079/92, ou lorsque l'intéressé cesse l'activité agricole et que le repreneur adhère au groupement.

Art. 63. Si cette perte de reconnaissance a lieu dans les cinq années d'activité du groupement, le remboursement des aides financières reçues sera exigé de la part de tous les membres du groupement dissous.

Ce remboursement sera calculé au prorata des années restant à courir pour que le groupement atteigne le terme de cinq ans. Il n'y a toutefois pas de remboursement en cas de réadhésion du ou des membres restants non défaillants d'un groupement dissous à un autre groupement reconnu.

Art. 64. Quelle que soit la durée du groupement, l'agriculteur qui quitte le groupement ou se soustrait à ses obligations de membre, est tenu de rembourser les aides financières reçues, sauf en cas de force majeure visée ou en cas de remplacement par un tiers qui reprend les obligations du membre défaillant et en perçoit les avantages reçus.

Section 3. — Aide au fonctionnement

Art. 65. Une aide de démarrage est allouée forfaitairement aux groupements fourragers, afin de couvrir les frais de gestion engendrés par la tenue de comptabilité.

Cette aide est payée pendant 5 ans aux personnes physiques ou morales agréées pour tenir leur comptabilité de gestion. Le montant annuel est de 50.000 FB indexés par groupement de 3 exploitants agricoles; il est augmenté de 6.000 FB indexés par an et par membre supplémentaire jusqu'à un maximum de 5 membres.

L'indexation se calcule en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Cette aide ne peut être cumulée à celle prévue à l'article 43.

TITRE III. — Dispositions générales et finales

Art. 66. Pour les chapitres III à VIII, l'investissement minimum justifié de même que le montant du prêt doivent être de 250.000FB minimum; le même montant minimum est d'application pour la prise en considération de demandes de révision entraînant une augmentation des aides octroyées.

Pour les mêmes chapitres, aucune aide n'est accordée lorsque l'exploitation agricole compte un nombre d'UTH supérieur à 12.

Lorsque les régimes sont cofinancés par le FEOGA et la garantie accordée pour des investissements supérieurs à 1,5 millions d'écus, la Région notifie sa décision à la Commission de l'Union européenne.

Art. 67. L'exploitant agricole qui désire bénéficier des aides prévues au présent arrêté doit s'engager à ne pas solliciter ou avoir sollicité d'autres aides, sous forme de subvention-intérêt, subside ou prime quelconque pour les investissements visés aux chapitres III à VIII du présent arrêté qui aurait comme effet un dépassement du niveau des aides fixées par le règlement CEE/2328/91 tel que modifié et codifié par le règlement CEE/950/97.

En ce qui concerne les demandes d'aides relatives au tourisme à la ferme, celles-ci ne seront examinées par l'administration que lorsque le demandeur aura apporté la preuve de sa reconnaissance par le Commissariat Général au Tourisme et fourni la copie de la décision d'octroi des aides que celui-ci organise.

Art. 68. Les demandes introduites sont honorées jusqu'à épuisement de l'autorisation d'engagement disponible.

Toutefois, lorsque le volume des engagements nécessaires pour honorer les demandes visées à l'alinéa 1^{er} du présent article pendant une période de douze mois dépasse l'autorisation d'engagement précitée, la subvention-intérêt visée par le présent arrêté sera réduite en fonction du volume des engagements indispensables pour honorer ces demandes.

La réduction est appliquée en priorité aux aides régionales, elle porte sur le montant de la tranche de crédit subsidiée. Elle s'applique également au calcul en équivalent subvention-intérêt de la prime capital.

Dans cette hypothèse, le Ministre arrête pour l'année concernée, avec l'accord du Ministre du Budget, les modalités de calcul de la réduction précitée.

Art. 69. L'introduction du dossier est effective à la date de l'accusé de réception rédigé par l'Administration indiquant que le dossier est complet. Le Ministre détermine, par type d'investissement, les conditions requises pour qu'un dossier soit considéré comme complet.

Art. 70. Sans préjudice de circonstance concrète à prendre en considération dans les cas individuels, le Ministre admet les cas de force majeure suivants :

- a) le décès de l'exploitant;
- b) l'incapacité professionnelle de longue durée de l'exploitant;
- c) l'expropriation d'une partie importante de la surface agricole de l'exploitation gérée par l'exploitant si cette expropriation n'était pas prévisible le jour du dépôt de la demande;
- d) une catastrophe naturelle grave qui affecte de façon importante la surface agricole de l'exploitation;
- e) la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation destinés à l'élevage;
- f) une épizootie touchant tout ou partie du cheptel de l'exploitant.

Art. 71. En dispositions transitoires pour l'application du présent arrêté :

1° demeurent agréés, les organismes de crédit agréés à ce jour en application de la loi précitée du 15 février 1961 et de l'arrêté royal du 25 octobre 1990;

2° sont agréées, les personnes physiques et morales agréées à ce jour pour la tenue des comptabilités de gestion, en application de l'arrêté royal du 21 mars 1986 relatif à l'octroi de subventions pour encourager la tenue de comptabilités de gestion agricoles ou horticoles et favoriser le développement de groupes de gestion.

Art. 72. Le présent arrêté abroge, en ce qui concerne la Région wallonne :

- les arrêtés royaux des 25 octobre 1990, 19 août 1991 et 19 août 1992, concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture;
- l'arrêté royal du 6 décembre 1990 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture dans les régions défavorisées;
- les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juin 1994, 29 septembre et 17 novembre 1994 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture;
- l'arrêté ministériel du 4 septembre 1990 octroyant aux agriculteurs des régions défavorisées une indemnité compensatoire annuelle des handicaps naturels permanents;
- l'arrêté ministériel du 12 octobre 1990 octroyant une aide aux investissements collectifs pour la production des fourrages dans les régions défavorisées.

Art. 73. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

La première période budgétaire d'application du présent arrêté débute le 1^{er} juillet de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur, elle termine en conséquence la période d'introduction des dossiers de l'année précédente au 30 juin.

Art. 74. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ANNEXE

Investissement	Durée Subvent. Intérêt (max)	Durée Garantie (max)	Conditions
Chap. III : Aides aux investissements dans les exploitations agricoles Transplantation des bâtiments d'exploitation	18	10	Construction ou achat
Construction ou amélioration des bâtiments, y compris leur équipement.	15	10 ou 15 (1)	
Améliorations foncières	18	10	
Achat de matériel	7	10	
Achat d'animaux	5	10	
Achat de bâtiments non occupés par le demandeur avant l'achat	15	10 ou 15 (1)	Occupation réelle
Plantations	15	10	Pommiers, poiriers, pêchers : uniquement replantation de surfaces arrachées
Reprise ultérieure d'exploitation	9	10	Reprise de cheptel vif ou de matériel lors de reprise simultanée de terres.
Activités touristiques pédagogiques et artisanales	15	10	Uniquement investissements immeubles
Fabrication et vente directe de produits à la ferme - matériel - investissements immeubles	7 15	10 10	
Chap. IV : Aides à l'installation des exploitants agricoles Première installation sur exploitation existante (demande introduite dans l'année) - montant cofinancé par le FEOGA - intervention régionale	15* 10*	15** 15**	- Reprise de terres, bétail, matériel, récoltes, stocks, sur base d'inventaire réel. - Achat de bâtiments, à concurrence du solde du montant cofinancé par le FEOGA.
Chap. V : Aides régionales à l'achat, la rénovation, la réfection de bâtiments professionnels existants Achat de bâtiments occupés par le demandeur Travaux de rénovation ou de réfection	9 9	10 ou 15 (1) 10	
Chap. VI : Aides régionales aux investissements relatifs au bien-être des animaux et la lutte contre les maladies infectieuses Investissements immeubles concernant le bien-être des animaux	9	10	
Brucellose bovine	9***	10	minimum 3 % à charge minimum 5 % à charge
Tuberculose bovine et autres maladies	5	10	

Investissement	Durée Subvent. Intérêt (max)	Durée Garantie (max)	Conditions
Chap. VII Aides régionales pour les investissements visant à la protection et à l'amélioration de l'environnement Investissements immeubles Matériel	9 7	10 10	
Chap. VIII Aides régionales pour les investissements visant l'hygiène des denrées alimentaires Investissements immeubles Matériel	9 5	10 10	
Chap. X Aides régionales aux CUMA Matériel	7	10	
Immeubles	10	10	Achats ou construction
Chap. XI Aides régionales aux Coopératives de transformation et commercialisation Matériel	7	10	
Immeubles	10	10	Achats ou construction

(1) La durée de la garantie est portée à 15 ans lors de la première installation.

*10 ou 15 ans maximum dont éventuellement 1 année d'amortissement différés.

**15 ans plus éventuellement maximum 1 année d'amortissements différés.

***9 ans maximum dont éventuellement 2 années d'amortissements différés.

Namur, le 17 juillet 1997.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 2479

[C — 97/27535]

17. JULI 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Beihilfen in der Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner abgeänderten Fassung vom 8. August 1988, des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, und des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 10. Juli 1984 über die berufliche Aus- und Weiterbildung von in der Landwirtschaft arbeitenden Personen;

Aufgrund des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 29. Februar 1988 zur beruflichen Aus- und Weiterbildung von in der Landwirtschaft arbeitenden Personen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Februar 1951 zur Festlegung der Grenzen der landwirtschaftlichen Gebiete des Königreichs, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 15. Juli 1952, 8. März 1968 und 15. Februar 1974;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 1961 über die allgemeine Ordnung des Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. Januar 1979, 5. August 1982 und 3. Januar 1984;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. September 1994 zur Abänderung der Königlichen Erlasse vom 25. Oktober 1990, 19. August 1991, 19. August 1992 und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 1994 über die Unterstützungen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 1994 über die Unterstützungen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft;

Aufgrund der Richtlinie 75/268/EWG des Rates vom 28. April 1975 über die Landwirtschaft in Berggebieten und in bestimmten benachteiligten Gebieten;

Aufgrund der Richtlinie 75/269/EWG des Rates vom 28. April 1975 betreffend das Gemeinschaftsverzeichnis der benachteiligten Gebiete im Sinne der Richtlinie 75/268/EWG (Belgien);

Aufgrund der Richtlinie 80/666/EWG des Rates vom 24. Juni 1980 zur Änderung der Richtlinie 75/268/EWG über die Landwirtschaft in Berggebieten und in bestimmten benachteiligten Gebieten;

Aufgrund der Verordnung EWG/866/90 des Rates vom 29. März 1990 zur Verbesserung der Verarbeitungs- und Vermarktungsbedingungen landwirtschaftlicher Erzeugnisse;

Aufgrund der Verordnung EWG/2328/91 des Rates vom 15. Juli 1991 über die Verbesserung der Effizienz in der Agrarstruktur;

Aufgrund der Verordnung EWG/3887/92 der Kommission vom 23. Dezember 1992 mit Durchführungsbestimmungen zum integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen;

Aufgrund der Verordnung EWG/870/93 der Kommission vom 14. April 1993 zur Änderung der Verordnung EWG/2328/91 des Rates hinsichtlich der Anpassung bestimmter in ECU festgesetzter Beträge aufgrund der Änderung der im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik anzuwendenden Umrechnungskurse;

Aufgrund der Verordnung EWG/3669/93 des Rates vom 22. Dezember 1993 zur Änderung der Verordnungen EWG/2328/91, EWG/866/90, EWG/1360/78, EWG/1035/72 und EWG/449/69 zur beschleunigten Anpassung der Produktions-, Verarbeitungs- und Vermarktungsstrukturen im Rahmen der Reform der gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Entscheidung 94/173/EWG der Kommission vom 22. März 1994 zur Festlegung der Auswahlkriterien für Investitionen zur Verbesserung der Verarbeitungs- und Vermarktungsbedingungen für land- und forstwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Entscheidung 90/342/EWG;

Aufgrund der Verordnung EWG/2631/94 der Kommission vom 28. Oktober 1994 zur Änderung der Verordnung EWG/2328/91 des Rates hinsichtlich der Anpassung bestimmter in ECU festgesetzter Beträge aufgrund der Änderung der im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik anzuwendenden Umrechnungskurse.

Aufgrund der Verordnung EWG/2843/94 vom 21. November 1994 zur Änderung der Verordnungen EWG/2328/91 und EWG/866/90 zur beschleunigten Anpassung der Produktions-, Verarbeitungs- und Vermarktungsstrukturen im Rahmen der Reform der gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 950/97 des Rates vom 20. Mai 1997 über die Verbesserung der Effizienz in der Agrarstruktur;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 951/97 des Rates vom 20. Mai 1997 zur Verbesserung der Verarbeitungs- und Vermarktungsbedingungen landwirtschaftlicher Erzeugnisse;

Aufgrund des Protokolls des Abkommens zwischen den Regionen und dem föderalen Ministerium der Landwirtschaft über die an die Regionen übertragenen Zuständigkeitsbereiche in der Landwirtschaft, gemäß dem Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der Zustimmung des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es unerlässlich ist, die auf dem Gebiet der Beihilfen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft gültigen Rechtsbestimmungen unverzüglich an die strukturellen Änderungen der Betriebe und deren Lasten anzupassen;

In der Erwägung, daß diese Maßnahmen unverzüglich zu treffen sind, um die politischen Entscheidungen in der Wallonie zur Bekämpfung der Krise in der Landwirtschaft umzusetzen;
Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

TITEL I. — GEMEINSAME BESTIMMUNGEN

KAPITEL I. — *Allgemeine Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1. Der Minister: der mit der Landwirtschaft beauftragte Minister der Wallonischen Regierung;
2. Die Verwaltung: die Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;
3. Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber: die natürliche oder juristische Person, die Erzeugnisse aus Landwirtschaft, Gartenbau oder Zucht produziert und diese Tätigkeit entweder hauptberuflich ausübt, oder nebenberuflich, gemäß der unter dem nachstehenden Punkt 6 angeführten Definition; der Betriebssitz der Beihilfeempfänger muß in der Wallonischen Region gelegen sein. Handelt es sich um Beihilfen für Investitionen, die Immobilien betreffen, reicht es aus, daß das betreffende Gut in der Wallonischen Region gelegen ist;
4. Der Begriff der hauptberuflichen Tätigkeit bezieht sich auf die natürliche Person, die für die Geschäftsführung und die Verwaltung eines landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Betriebs oder eines Zuchtbetriebs verantwortlich zeichnet und dabei ein Einkommen bezieht, das mindestens 50% ihres Gesamteinkommens darstellt und die den Tätigkeiten außerhalb dieses Betriebs weniger als 50% ihrer gesamten Arbeitszeit widmet;
5. Die juristische Person als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber: die juristische Person, deren Satzungen als Gesellschaftszweck den landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Betrieb oder die Zucht vermerken, sowie die Vermarktung der Erzeugnisse dieses Betriebs, wobei zudem eine der nachfolgenden Bedingungen erfüllt werden muß:
 - 1° unter einer der im Handelsgesetzbuch, Buch I, Titel IX, Abschnitt I, Artikel 2 angeführten Formen gegründet worden sein und die folgenden Bedingungen erfüllen:
 - a) die Aktien oder Anteile müssen namentlich gezeichnet sein;
 - b) die Aktien oder Anteile der Gesellschaft müssen mindestens zur Hälfte den Geschäftsführern oder Verwaltern gehören;
 - c) die Geschäftsführer oder Verwalter müssen unter den Gesellschaftern bezeichnet werden;
 - d) die Geschäftsführer oder Verwalter der Gesellschaft müssen mehr als 50% ihrer Arbeitszeit einer landwirtschaftlichen Tätigkeit in der Gesellschaft widmen und aus dieser Tätigkeit mehr als 50% ihres Gesamteinkommens beziehen;
 - 2° unter der Form einer Landwirtschaftlichen Gesellschaft gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1979 gegründet worden sein.
6. Der Begriff der nebenberuflichen Tätigkeit bezieht sich auf jene landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die mindestens 50% ihres Einkommens aus landwirtschaftlichen, forstwirtschaftlichen oder pädagogischen Aktivitäten, aus dem Fremdenverkehr oder dem Handwerk oder aus Aktivitäten zum Unterhalt der Umwelt, für die öffentliche Hilfen gewährt werden, beziehen, wobei alle diese Aktivitäten in ihrem Betrieb ausgeübt werden, und ohne daß der Anteil ihres Einkommens, der direkt durch die landwirtschaftliche Aktivität in ihrem Betrieb entsteht, unter 25% des gesamten Einkommens liegen darf, und ohne daß die außerhalb des Betriebs ausgeübten Tätigkeiten mehr als die Hälfte der gesamten Arbeitszeit des Betriebsinhabers in Anspruch nehmen dürfen.
7. Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung: die gemäß dem Handelsgesetzbuch, Buch I, Titel IX, Abschnitt I, Artikel 2 gegründete Genossenschaft, die zudem folgende Bedingungen erfüllt:
 - a) der Gesellschaftszweck hat sich hauptsächlich auf die Landwirtschaft, den Gartenbau oder die Zucht zu beziehen und muß dazu dienen, die Verbesserung und die Rationalisierung der Behandlung, der Verarbeitung oder der Vermarktung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse zu fördern;
 - b) die Mehrheit der Gesellschafter der Genossenschaft muß den Beruf eines Landwirts, eines Gärtners oder eines Züchters ausüben;
 - c) in den Satzungen muß festgelegt sein, daß bei den Hauptversammlungen jeder Teilhaber mindestens über eine Stimme verfügt, und daß die Anzahl der Stimmen pro Teilhaber auf höchstens ein Fünftel der an die vertretenen Anteile gebundenen Stimmen begrenzt ist;
 - d) die jährlich ausgezahlte Dividende darf den vom Nationalen Rat für die Kooperation festgelegten Prozentsatz nicht überschreiten;
8. Die Gerätenutzungsgenossenschaft: die gemäß dem Handelsgesetzbuch, Buch I, Titel IX, Abschnitt I, Artikel 2 gegründete Genossenschaft, deren Gesellschaftszweck, was den Betrieb der Mitglieder betrifft, sich hauptsächlich auf die Landwirtschaft, den Gartenbau oder die Zucht beziehen muß, insbesondere auf die gemeinsame Nutzung der zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks notwendigen landwirtschaftlichen Gerätschaften, und die außerdem die in Punkt 7., b) bis d) angeführten Bedingungen erfüllt.
9. Investitionen: der Ankauf, der Bau, die Einrichtung, der Zuwachs, die Erneuerung oder Verbesserung zugunsten der natürlichen oder juristischen Personen, die in den Genuß der nachstehend beschriebenen Beihilfen gelangen, von Gütern dauerhafter Natur wie der Boden, die Gebäude und deren Verbesserung, die Ausrüstung, die Einrichtungen, die Maschinen und das Werkzeug, die Gerätschaften und der Viehbestand sowie die wachsenden Kulturen und der Nacheffekt der Düngung.
10. öffentliche Bürgschaft: die Bürgschaft der Wallonischen Region kann an die aus Kapital, Zinsen und Nebenkosten bestehende Rückzahlung der den im vorliegenden Artikel, Punkt 3 bis 8, genannten natürlichen und juristischen Personen gewährten Darlehen gebunden sein, und dies zur Verwirklichung der im vorerwähnten Punkt 9 angeführten Operationen, unter der Bedingung, daß das Darlehen durch eine zu diesem Zweck anerkannte öffentliche oder private Kreditanstalt gewährt wird. Die öffentliche Bürgschaft vervollständigt die durch den Antragsteller gelieferten Bürgschaften und darf höchstens 75% des gewährten Darlehens abdecken. Die Zahlung der Zinssubvention wird aufgehoben, sobald die Bürgschaft in Anspruch genommen wird.
11. Arbeitskräfteeinheit, kurz AKE: von einem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber geleistete 1.800 Arbeitsstunden pro Jahr.

12. der Europäische Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft, kurz EAGFL, eingerichtet durch die EWG, und dessen Kofinanzierung im Rahmen der in den Kapiteln III A, XII bis XV des vorliegenden Erlasses angeführten Beihilfen gemäß Artikel 5, § 2, Punkt *b*) und Artikel 11 der Verordnung EWG/2052/88 vorgesehen ist.

13. die Landwirtschaftliche Vereinigung: die Vereinigung, deren Ziel darin besteht, die Information und die Aufklärung zu fördern, um in ihrem Umfeld den technischen, wirtschaftlichen und sozialen Fortschritt der landwirtschaftlichen Betriebe und das Wohlbefinden der ländlichen Bevölkerung zu gewährleisten.

14. Bei den benachteiligten Gebieten handelt es sich um:

a) die gesamten nachfolgenden landwirtschaftlichen Gebiete: Hochardennen, Famenne, Venn, Ardennen, Juragebiet;

b) den Teil des Lütticher Weidegebietes, bestehend aus:

den Gemeinden Aywaille, Ferrières, Jalhay, Lierneux, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Theux, Trois-Ponts, Vielsalm;

- den folgenden Gebieten:

* das Gebiet der Gemeinde Verviers, das vor dem 1. Januar 1977 den Gemeinden Polleur und Theux angehörte;

* das Gebiet der Gemeinde Esneux, das vor dem 1. Januar 1977 der Gemeinde Dolembreux angehörte;

* das Gebiet südlich der Weser der Gemeinden Baelen, Eupen und Raeren;

* für die Gemeinde Comblain-au-Pont, das zwischen der Ourthe und der Amel gelegene Gebiet der Gemeinde sowie die landwirtschaftliche Zone des Sektorenplans, die dem Abschnitt von Poulseur angehört;

* für die Gemeinde Esneux, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Lüttich, auf dem rechten Ufer der Ourthe gelegen und zu den Abschnitten von Esneux und Tilff gehörend;

* für die Gemeinde Chaudfontaine, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Lüttich, die zu den Abschnitten von Beaufays und Chaudfontaine gehören;

* für die Gemeinde Trooz, die landwirtschaftlichen Zonen des Entwurfs des Sektorenplans von Lüttich, die zu den Abschnitten Trooz, Forêt, Nessonvaux und Fraipont gehören;

* für die Gemeinde Olne, die landwirtschaftliche Zone des Entwurfs des Sektorenplans von Lüttich, gelegen südlich einer Linie, die von Westen nach Osten verläuft, gebildet durch den Bach von Saint-Hadelin, anschließend durch die Straße nach Olne, über die "six chemins", dann von Olne über den Weg Richtung Schnittpunkt der Gemeinden Xhendelesse und Soiron;

* für die Gemeinde Pepinster, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Soiron, Wegnez und Pepinster gehören;

* für die Gemeinde Verviers, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Lambermont, Ensival, Heusy, Stembert und Petit-Rechain gehören;

* für die Gemeinde Dison, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Dison und Andrimont gehören;

* für die Gemeinde Limbourg, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Limbourg, Goé und Bilstain südlich der Straße nach Villers gehören;

für die Gemeinde Baelen, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, einschließlich des Teils der Abschnitte von Baelen und Membach, südlich von der Straße Eupen-Limbourg gelegen sowie nördlich dieser Straße die landwirtschaftliche Zone, abgegrenzt durch den Weg, der vom Ort genannt "Au Calvaire" bis nach Baelen (Houtem, Les Forges und Medal) verläuft.

KAPITEL II. — Berufliche Qualifikation und Fähigkeiten

Art. 2 - Die ausreichende berufliche Qualifikation ist erwiesen, wenn der landwirtschaftliche Betriebsinhaber eine der nachfolgenden Bedingungen erfüllt:

- Inhaber des anerkannten oder durch den Zentralprüfungsausschuß ausgestellten Abschlußzeugnisses oder Zertifikats der Oberstufe des Sekundarunterrichts sein, oder des Qualifikationszertifikats der 6. Klasse des Sekundarunterrichts einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder ähnlichen Abteilung;

- Inhaber des Abschlußzeugnisses des Universitäts- oder Hochschulwesens des kurzen oder langen Studienganges in einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder ähnlichen Abteilung sein;

- Inhaber des Lehrbefähigungszeugnisses für die Unterstufe des Sekundarunterrichts, Abteilung Landwirtschaft und Gartenbau sein;

- Diplom-Agraringenieur oder Diplomingenieur für Chemie und Agrarindustrien sein; Diplomingenieur für Chemie und Bio-Industrien oder Doktor der Veterinärmedizin sein;

- Inhaber eines Diploms oder Abschlußzeugnisses sein, daß den vorerwähnten gleichgestellt werden kann;

- eine Berufserfahrung von wenigstens zwei Jahren besitzen in Verbindung mit:

entweder dem anerkannten oder durch den Zentralprüfungsausschuß ausgestellten Abschlußzeugnis oder Zertifikat der Oberstufe des Sekundarunterrichts;

oder dem Diplom des Hochschulwesens kurzen oder langen Studiengangs oder den Universitätsdiplomen, mit Ausnahme der vorerwähnten Diplome, sowie den Qualifikationsdiplomen oder -abschlußzeugnissen, die nach wenigstens vier in einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder ähnlichen Abteilung des Sekundarunterrichts abgeschlossenen Jahren ausgestellt wurden;

oder einem Diplom oder Abschlußzeugnis, das den vorerwähnten gleichgestellt werden kann.

- eine Berufserfahrung von wenigstens drei Jahren besitzen in Verbindung mit dem Abschlußzeugnis einer postschulischen Ausbildung im Bereich Landwirtschaft;

- eine Berufserfahrung von wenigstens fünf Jahren besitzen.

Art. 3 - Das Mindestmaß an beruflichen Fähigkeiten bei der ersten Einrichtung ist erwiesen, wenn der landwirtschaftliche Betriebsinhaber eine der nachfolgenden Bedingungen erfüllt:

- er ist Inhaber des anerkannten oder durch den Zentralprüfungsausschuß ausgestellten Abschlußzeugnisses oder Zertifikats der Oberstufe des Sekundarunterrichts sowie des Qualifikationszertifikats der 6. Klasse des Sekundarunterrichts einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder ähnlichen Abteilung, des Abschlußzeugnisses des landwirtschaftlichen Universitäts- oder Hochschulwesens des kurzen oder langen Studienganges, des Lehrbefähigungszeugnisses für die Unterstufe des Sekundarunterrichts, Abteilung Landwirtschaft und Gartenbau und des Diploms eines Agraringenieurs, oder eines Ingenieurs für Chemie und Agrarindustrien, oder eines Ingenieurs für Chemie und Bio-Industrien oder eines Doktors der Veterinärmedizin oder Inhaber eines Diploms oder Abschlußzeugnisses, das den vorerwähnten gleichgestellt werden kann;

- er besitzt eine Berufserfahrung von wenigstens zwei Jahren in Verbindung mit dem Abschlußzeugnis des Hochschulwesens des kurzen oder langen Studienganges oder einem Universitätsdiplom, mit Ausnahme der vorerwähnten Diplome, oder aber einem Diplom oder Abschlußzeugnis, das den vorerwähnten gleichgestellt werden kann;

- er besitzt eine Berufserfahrung von wenigstens zwei Jahren in Verbindung mit:

- entweder dem anerkannten oder durch den Zentralprüfungsausschuß ausgestellten Abschlußzeugnis oder Zertifikat des Sekundarunterrichts, mit Ausnahme der vorerwähnten;

- oder einem nach wenigstens vier in einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder ähnlichen Abteilung des Sekundarunterrichts abgeschlossenen Jahren ausgestellten Qualifikationszertifikat;

- oder einem Diplom oder Abschlußzeugnis, das den vorerwähnten gleichgestellt werden kann;

und unter der Bedingung, daß der Inhaber dieser Diplome oder Abschlußzeugnisse eine post-schulische landwirtschaftliche Ausbildung des Typs B abgelegt hat oder das von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestellte Ausbildungszertifikat als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber besitzt.

- er besitzt eine Berufserfahrung von wenigstens drei Jahren in Verbindung mit:

- entweder dem Abschlußzeugnis der post-schulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B;

- oder dem Abschlußzeugnis einer Berufsausbildung von wenigstens 150 Unterrichtsstunden.

- oder dem von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestellten Ausbildungszertifikat als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber.

Art. 4 - Bei der Bewilligung einer der in den Kapiteln III bis VIII des vorliegenden Erlasses angeführten Beihilfen, wird von dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber verlangt, daß er bei anerkannten natürlichen oder juristischen Personen eine Betriebsbuchhaltung führt.

Diese Buchhaltung umfaßt:

- die jährliche Erstellung einer Eröffnungs- und einer Schlußbestandsaufnahme;

- die systematische und regelmäßige Eintragung aller den Betrieb betreffenden Sach- und Barbewegungen während des Rechnungsjahres;

Sie führt zur jährlichen Vorlage:

- einer Beschreibung der allgemeinen Merkmale des Betriebs, insbesondere der eingesetzten Produktionsmittel;

- einer ausführlichen Bilanz (der Aktiva und Passiva) und einer ausführlichen Betriebsrechnung (Lasten und Erträge);

- der erforderlichen Unterlagen zur Beurteilung der Effizienz der gesamten Betriebsführung sowie der Wirtschaftlichkeit der wichtigsten Betriebstätigkeiten.

KAPITEL III. — *Beihilfen für Investitionen in landwirtschaftlichen Betrieben*

Abschnitt 1. — Beihilfen, für die eine gemeinschaftliche Kofinanzierung des EAGFL gewährt wird

Art. 5 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der die in Artikel 2 festgelegte ausreichende berufliche Qualifikation aufweist und dessen Arbeitseinkommen pro AKE vor der Investition nicht über 120 % des in Artikel 9 angeführten Referenzeinkommens liegt, kann in den Genuß dieser Art Beihilfen gelangen.

Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber legt für seinen Betrieb einen Betriebsverbesserungsplan vor; dieser Plan muß nachweisen, daß die Investitionen vom Standpunkt der Situation des Betriebs und seiner Wirtschaft aus gerechtfertigt sind und seine Durchführung eine dauerhafte Verbesserung dieser Situation zur Folge hat.

Liegt das Arbeitseinkommen pro AKE bei der Ausarbeitung des Plans unter 85% des Referenzeinkommens, kann der landwirtschaftliche Betriebsinhaber einen Betriebsverbesserungsplan vorlegen, der eine Verbesserung vorsieht, die wenigstens 10 % dieses Einkommens entspricht und dies unter der Bedingung, daß dabei 75% des Referenzeinkommens für wenigstens eine AKE erreicht werden.

Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, dessen Arbeitseinkommen pro AKE unter dem Referenzeinkommen liegt, kann ebenfalls einen Verbesserungsplan vorlegen, um sein Einkommen zu sichern, insofern die geplanten Investitionen vom Standpunkt der Situation des Betriebs aus gerechtfertigt sind und die Durchführung des Plans zur Sicherung des Arbeitseinkommens pro AKE notwendig ist.

Die Anzahl der Betriebsverbesserungspläne pro Beihilfeempfänger wird für einen Zeitraum von sechs Jahren auf drei beschränkt und dies in den Grenzen der in Artikel 10 definierten Darlehen.

Art. 6 - Die Beihilfen für die landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, deren Anträgen stattgegeben wurde, und deren Betriebsverbesserungspläne genehmigt wurden, sind:

1. die Zinssubvention für die zur Durchführung des Betriebsverbesserungsplans notwendigen Investitionen, mit Ausnahme der Aufwendungen für den Kauf von Land, lebenden Schweinen, Geflügel und Schlachtkälbern; beim Kauf von Vieh kann nur die im Betriebsverbesserungsplan vorgesehene Erstbeschaffung berücksichtigt werden;

2. die öffentliche Bürgschaft.

Der Wert dieser Beihilfen ist auf insgesamt 35% des bezuschußbaren Investitionsbetrags für Immobilien und 20 % für alle übrigen Investitionen begrenzt;

Art. 7 - Die in Artikel 6 angeführten Beihilfen können sich auf Investitionen beziehen für:

- a) die qualitative Verbesserung und Umstellung der Erzeugung nach Maßgabe der Marktbedürfnisse und ggf. zwecks Anpassung an die gemeinschaftlichen Qualitätsnormen;
- b) die Diversifizierung der Tätigkeiten des Betriebs, insbesondere durch touristische, pädagogische und handwerkliche Tätigkeiten sowie die Herstellung von Agrarerzeugnissen und ihren Direktverkauf am Bauernhof;
- c) die Anpassung des Betriebs, mit dem Ziel, die Produktionskosten zu senken und Energieeinsparungen zu bewirken;
- d) die Verbesserung der Lebens- und Arbeitsbedingungen;
- e) die Verbesserung der Hygienebedingungen in der Tierhaltung und die Einhaltung der Gemeinschaftsnormen für den Tierschutz oder aber, in Ermangelung solcher Normen, der entsprechenden föderalen Normen bis zum Erlaß von Gemeinschaftsnormen;
- f) den Schutz und die Verbesserung der Umwelt.

Art. 8 - §1 Der Milchsektor

Die in Artikel 6 angeführten Beihilfen dürfen nicht für Investitionen im Bereich der Milcherzeugung gewährt werden, die zu einer Überschreitung der nach der Regelung für die Zusatzabgabe für Milch und Milcherzeugnisse festgesetzten Referenzmenge führen, es sei denn, daß zuvor nach Artikel 4, Absatz 1, Buchstabe c) der Verordnung (EWG) Nr. 857/84 des Rates vom 31. März 1984 über die Grundregeln für die Anwendung der Abgabe gemäß Artikel 5c der Verordnung (EWG) Nr. 804/68 im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1630/91, eine zusätzliche Referenzmenge gewährt wurde oder sich eine solche Menge durch eine Übertragung gemäß Artikel 7, Absatz 1 der genannten Verordnung ergeben hat.

In diesem Falle werden die Beihilfen nur unter der Bedingung gewährt, daß durch die Investition die Anzahl der Milchkühe nicht auf über 50 je AKE und auf über 80 je Betrieb heraufgesetzt wird, oder daß sie nicht dazu führt, die Zahl der Milchkühe um mehr als 15 % zu erhöhen, wenn der Betrieb über mehr als 1,6 AKE verfügt.

§2 Die Schweineproduktion

Für die in Artikel 1, 9 dies vorliegenden Erlasses genannten Investitionen, die zu einer Erhöhung der Schweineplätze führen, dürfen keine Beihilfen gewährt werden.

Für die Berechnung der Schweineplätze ist zu berücksichtigen, daß eine Zuchtsau 6,5 Mastschweinen entspricht.

Sieht ein Betriebsverbesserungsplan eine Investition für die Schweinehaltung vor, so unterliegt die Gewährung der im vorangehenden Absatz angeführten Beihilfen für diese Investition der Bedingung, daß nach Durchführung des Plans mindestens eine Äquivalenzmenge von 35% der von den Schweinen verbrauchten Futtermenge vom Betrieb hergestellt werden kann.

§3 Die Rindfleischerzeugung

Die in Artikel 6 angeführten Beihilfen für Investitionen im Bereich der Rindfleischerzeugung, mit Ausnahme der Beihilfen im Bereich des Umweltschutzes, der Hygienebedingungen in der Tierhaltung und des Tierschutzes, die nicht mit einer Ausweitung der Produktionskapazität verbunden sind, werden nur für Tierhaltungen gewährt, bei denen die Anzahl von Fleischrindern je Hektar für die Ernährung dieser Rinder benötigter Gesamtfutteranbaufläche im letzten Jahr des Planzeitraums folgenden Wert (in Großvieheinheiten) nicht übersteigt: 3 GVE, 2,5 GVE bzw. 2 GVE je Hektar für die Planzeiträume, die 1994, 1995 bzw. 1996 und später enden. Die Obergrenze von 2,5 und 2 GVE je Hektar wird jedoch nur auf die ab dem 1. Januar 1994 eingereichten Anträge angewandt. Jeder Stier, jede Kuh oder jedes sonstige Rind von mehr als zwei Jahren entspricht 1 GVE und jedes Rind von 6 Monaten bis zwei Jahren entspricht 0,6 GVE.

§4 Der Eier- und Geflügelsektor

Die Gewährung der in Artikel 6 angeführten Beihilfen für Investitionen im Bereich der Eier- und Geflügelproduktion ist untersagt, mit Ausnahme der Beihilfen im Bereich des Umweltschutzes, der Hygienebedingungen in der Tierhaltung und des Tierschutzes, die nicht mit einer Erhöhung der Produktionskapazität verbunden sind.

Art. 9 - Das Referenzeinkommen darf den durchschnittlichen Bruttolohn des außerlandwirtschaftlichen Arbeitnehmers nicht übersteigen. Der Minister legt jedes Jahr das zu berücksichtigende Referenzeinkommen fest.

Art. 10 - Die Zinssubvention bezieht sich auf den Gesamtbetrag der begründeten Darlehen, mit Ausnahme des Anteils, der 90.000 ECU pro AKE und 180.000 ECU pro Betrieb übersteigt. Die Zinssubvention beträgt 5 %; der zu Lasten des Beihilfempfängers verbleibende Zinssatz darf in keinem Fall unter 3% liegen; ggf. werden die Zinssubventionen daher verringert.

Die Dauer der Zinssubvention sowie der Bürgschaft ist der Anlage zu entnehmen. Der Minister legt fest, in welchen Fällen und in welchem Maße die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann, ohne daß die durch die Verordnung (EWG) 2328/91, abgeändert und kodifiziert durch die Verordnung (EWG) 950/97, erlaubten Grenzbeträge der Beihilfen übertroffen werden.

Art. 11 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der in den Genuß gemeinschaftlicher Beihilfen gelangen möchte, reicht bei einer der anerkannten Kreditanstalten einen Antrag auf ein Darlehen ein.

Die Verwaltung vollzieht gemeinsam mit dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber:

- die Beschreibung der Ausgangssituation und die Beschreibung der Situation nach Durchführung des Verbesserungsplans, bei der von einem Kostenvoranschlag ausgegangen wird;
- die Angabe der Maßnahmen, insbesondere der geplanten Investitionen, um die gewünschten Ziele zu erreichen.

Art. 12 - Betrifft der Betriebsverbesserungsplan mehrere Betriebe, die sich zusammenschließen, und erfüllen mindestens zwei Drittel der Mitglieder der angeschlossenen Betriebe die Definitionen der Artikel 1, 3. bis 6. und 2 des vorliegenden Erlasses, können die in Artikel 10 festgelegten Grenzbeträge erhöht werden.

Die zusammengeschlossenen Betriebe sind verpflichtet, einen Vereinigungsvertrag vorzulegen, unterzeichnet von allen beteiligten Parteien, die sich solidarisch verpflichten. Dieser Vertrag legt des weiteren die Gesellschaftsform sowie die betreffenden Betriebstätigkeiten fest; die angeschlossenen Betriebe müssen finanziell und technisch an den Betriebstätigkeiten, die den Gesellschaftszweck der Vereinigung bilden, beteiligt sein; die Dauer der Vereinigung muß mindestens dem Subventionszeitraum entsprechen und muß zudem mindestens sechs Jahre betragen.

Die Höchstbeträge für das Vieh oder die in den Artikeln 8 und 10 angeführten Beträge können mit der Zahl der Betriebe, die Mitglieder des zusammen-geschlossenen Betriebs sind, multipliziert werden. Die Anzahl der Kühe darf jedoch 200 nicht überschreiten; die Zinssubvention darf sich nicht auf den Anteil des Betrags beziehen, der die in Artikel 10 angeführten Beträge um mehr als ein Vierfaches übersteigt, einschließlich der für die Beihilfen für zusammen-geschlossenen Betriebe berücksichtigten Beträge.

Art. 13 - Wendet der landwirtschaftliche Betriebsinhaber sich nicht an anerkannte Kreditanstalten und finanziert er die in Artikel 7 angeführten Operationen über Eigenmittel unter Beachtung der sektorenbezogenen Bestimmungen von Artikel 8 und im Rahmen der in Artikel 10 festgelegten Beträge, wird die Beihilfe in Form einer Kapitalprämie gewährt; der Betrag dieser Prämie entspricht dem Betrag der gesamten in der Form von Zinssubventionen gewährten Beihilfe, die gemäß den in Artikel 10 festgelegten Bestimmungen berechnet wurde; die Prämie wird zu 50 % im ersten Jahr und zu jeweils 25 % in jedem der beiden folgenden Jahren ausgezahlt, und zwar bis zu den unter Vorlage von Belegen gerechtfertigten Beträgen.

Die Verwaltung vollzieht gemeinsam mit dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber:

- die Beschreibung der Ausgangssituation und die Beschreibung der Situation nach Durchführung des Verbesserungsplans, bei der von einem Kostenvoranschlag ausgegangen wird;
- die Angabe der Maßnahmen, insbesondere der geplanten Investitionen, um die gewünschten Ziele zu erreichen;
- die Überprüfung, daß der Einsatz von Eigenmitteln das finanzielle Gleichgewicht des landwirtschaftlichen Betriebs nicht gefährdet.

Abschnitt 2. — Zusätzlich zu den durch den EAGFL kofinanzierten Beihilfen gewährte regionale Beihilfen

Art. 14 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der gemeinschaftliche Beihilfen erhält, mit Ausnahme der in den Artikeln 12 und 13 angeführten Beihilfen, kann in den Genuß von zusätzlichen regionalen Investitionsbeihilfen gelangen.

Diese Beihilfen werden nur auf den Teil des Darlehens gewährt, der 90.000 ECU je AKE und 180.000 ECU je Betrieb übersteigt, ohne daß dabei jedoch der subventionierte Gesamtbetrag 360.000 ECU je AKE und 720.000 ECU je Betrieb übersteigen darf, wobei die gemäß den Artikeln 5 bis 11 subventionierten Beträge zu berücksichtigen sind.

Diese Beihilfen werden nur genehmigt, wenn die betreffende Investition den Bau von Betriebsgebäuden oder die im öffentlichen Interesse durchgeführte Aussiedlung von Betriebsgebäuden - im Anschluß an eine gesetzliche Kündigung eines Mietvertrags oder durch umwelttechnische Vorschriften gerechtfertigt - betrifft, oder sich auf Bodenverbesserungsarbeiten bezieht oder aber auf Investitionen zum Schutz und zur Verbesserung der Umwelt. Diese Beihilfen integrieren die in Artikel 6 angeführten Maßnahmen und werden zu den in den Artikeln 5 bis 11 festgelegten Bedingungen gewährt.

Die Zinssubvention beträgt maximal 5 %; der zu Lasten des Beihilfeempfängers verbleibende Zinssatz darf in keinem Fall unter 3 % liegen; ggf. wird die Zinssubvention daher verringert.

Die Dauer der Zinssubvention sowie der Bürgschaft ist der Anlage zu entnehmen.

KAPITEL IV. - Beihilfen für die Niederlassung der landwirtschaftlichen Betriebsinhaber

Abschnitt 1. — Beihilfen, für die eine gemeinschaftliche Kofinanzierung des EAGFL gewährt wird

Art. 15 - Den landwirtschaftlichen Betriebsinhabern, die das in Artikel 3 festgelegte Mindestmaß an beruflichen Fähigkeiten für eine Ersteiniederlassung nachweisen und die in den Genuß der in Kapitel III, Abschnitt 1 angeführten Investitionsbeihilfen gelangen, kann eine Prämie gewährt werden, die höchstens 25 % der in Artikel 6, Absatz 1 genannten Beihilfe entspricht, wenn sie beim Einreichen ihres Antrags das Alter von vierzig Jahren nicht erreicht haben.

Die natürlichen Personen müssen seit höchstens fünf Jahren bei der Verwaltung der Direkten Steuern des Finanzministeriums als selbstständige Betriebsinhaber geführt werden.

Handelt es sich um juristische Personen, müssen der (die) Verwalter oder Geschäftsführer zum Zeitpunkt des Einreichens ihres Antrags seit höchstens fünf Jahren bei der Verwaltung der Direkten Steuern des Finanzministeriums als "Selbstständige" geführt werden; die Prämie wird verhältnismäßig zum dem Prozentsatz des Kapitals der Verwalter oder Geschäftsführer, die diese Bedingung erfüllen, berechnet.

Art. 16 - Die in Artikel 17 angeführten Beihilfen werden ausschließlich für die Niederlassung eines Landwirts gewährt, der sich in einem landwirtschaftlichen Betrieb als Betriebsinhaber niederläßt oder der nach seiner Niederlassung als Nebenerwerbslandwirt damit beginnt, die landwirtschaftliche Tätigkeit als Hauptberuf zu betreiben.

Die Niederlassung einer natürlichen Person als Betriebsinhaber wird durch ihren Anschluß an das sozialrechtliche Statut der selbstständigen Betriebsinhaber belegt.

Die natürliche Person hat innerhalb von zwei Jahren nach der Niederlassung nachzuweisen, daß sie über das in Artikel 3 festgelegte Mindestmaß an beruflichen Fähigkeiten für eine Ersteiniederlassung verfügt. Sie darf beim Einreichen ihres Antrags das Alter von vierzig Jahren nicht erreicht haben.

Handelt es sich um juristische Personen, wird diese Bedingung bei einem Verwalter oder Geschäftsführer überprüft. Die juristische Person muß nachweisen, daß ihre Verwalter oder Geschäftsführer zum Zeitpunkt der Gesellschaftsgründung über die für eine Ersteiniederlassung ausreichende Fähigkeiten verfügen. Der betreffende Verwalter oder Geschäftsführer darf beim Einreichen des Antrags das Alter von vierzig Jahren nicht erreicht haben.

Die Beihilfen werden nur jenen landwirtschaftlichen Betriebsinhabern gewährt, deren Betrieb spätestens zwei Jahre nach der Niederlassung einen Arbeitsanfall erreicht, der mindestens einer AKE entspricht.

Art. 17 - Bei den vorgesehenen Beihilfen handelt es sich um:

1° die für im Rahmen einer Niederlassung notwendige Investitionen gewährte Zinssubvention; die Zinssubvention beträgt maximal 5 %; der zu Lasten des Beihilfeempfängers verbleibende Zinssatz darf in keinem Fall unter 3 % liegen; ggf. wird die Zinssubvention daher verringert.

2° die öffentliche Bürgschaft.

Der kapitalisierte Wert der Beihilfen darf 30.000 ECU nicht überschreiten.

Bei den berücksichtigten Investitionen im Rahmen der Niederlassung handelt es sich um:

- die Übernahme oder den Ankauf von Vieh oder Ausrüstungen;
- die Übernahme der Lagerbestände zu einem Höchstbetrag von 500.000 BEF je Betrieb;
- die Entschädigung für den Nacheffekt der Düngung zu einem Höchstbetrag von 10.000 BEF j/Ha;
- die Entschädigung für Vorschüsse auf bestehende Kulturen zu einem Höchstbetrag von 30.000 BEF j/Ha;

Die Dauer der Zinssubvention sowie der Bürgschaft ist der Anlage zu entnehmen.

Abschnitt 2. — Zusätzlich zu den durch den EAGFL kofinanzierten Beihilfen gewährte regionale Beihilfen

Art. 18 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der die in Artikel 17 angeführten gemeinschaftlichen Beihilfen erhält, kann in den Genuß der folgenden zusätzlichen regionalen Beihilfen gelangen:

1° eine Kapitalprämie von 240.000 BEF;

2° die Zinssubvention für den Anteil des bezuschußbaren Darlehens, der den festgelegten Betrag übersteigt bis zu einem Höchstbetrag von 12.500.000 BEF, unabhängig davon, ob die Niederlassung in einem oder mehreren Schritten vorgesehen ist; die Zinssubvention beträgt maximal 5 %; der zu Lasten des Beihilfeempfängers verbleibende Zinssatz darf in keinem Fall unter 3 % liegen; ggf. wird die Zinssubvention daher verringert;

3° die öffentliche Bürgschaft.

Der Minister legt fest, in welchen Fällen und in welchem Maße die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann.

Der Wert dieser zusätzlichen regionalen Beihilfen ist auf insgesamt 35% des bezuschußten Investitionsbetrags begrenzt;

Die Dauer der Zinssubvention sowie der Bürgschaft ist der Anlage zu entnehmen.

Art. 19 - Werden dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber die in Artikel 17 und 18 angeführten Beihilfen nicht gewährt, nur weil er beim Einreichen des Antrags das Alter von vierzig Jahren bereits erreicht hat, kann er in den Genuß folgender Beihilfen gelangen:

1° die Zinssubvention: sie beträgt maximal 5% des Darlehens zur Deckung der bei der Niederlassung anfallenden Kosten bis zu einem Betrag von 6.500.000 BEF. Sie beträgt maximal 3% des Betrags des Darlehens zwischen 6.500.000 BEF und 12.500.000 BEF, unabhängig davon, ob die Niederlassung in einem oder mehreren Schritten vorgesehen ist. Der zu Lasten des Beihilfeempfängers verbleibende Zinssatz darf in keinem Fall unter 3 % liegen; ggf. wird die Zinssubvention daher verringert.

2° die öffentliche Bürgschaft.

Der Wert dieser regionalen Beihilfen ist auf insgesamt 35% des bezuschußten Investitionsbetrags begrenzt.

Die berücksichtigten Investitionen im Rahmen der Niederlassung sind jene, die in Artikel 17, letzter Absatz angeführt werden. Der Minister legt fest, in welchen Fällen und in welchem Maße die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann.

Die Dauer der Zinssubvention sowie der Bürgschaft ist der Anlage zu entnehmen.

Art. 20 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der in den Genuß der Beihilfen gemäß Artikel 17, 18 oder 19 gelangen möchte, reicht bei einer der anerkannten Kreditanstalten einen Antrag auf ein Darlehen ein.

Die Verwaltung legt gemeinsam mit dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber den Haushalt fest. Dieser Haushalt muß beweisen, daß der Betrieb nach der geplanten Maßnahme wirtschaftlich arbeiten wird, d.h. daß das regionale Mindesteinkommen des Niederlassungsjahres erreicht wird.

Dieses Einkommen wird jährlich durch den Minister für jedes landwirtschaftliche Gebiet festgelegt und entspricht höchstens dem Referenzeinkommen.

KAPITEL V

Regionale Beihilfen für den Ankauf, die Renovierung und die Instandsetzung von bestehenden Betriebsgebäuden

Art. 21 - Der hauptberuflich tätige landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der die in Artikel 2 festgelegte ausreichende berufliche Qualifikation aufweist, kann in den Genuß der nachfolgenden regionalen Beihilfen gelangen:

1° die Zinssubvention: sie beträgt maximal 5 %; der zu Lasten des Beihilfeempfängers verbleibende jährliche Zinssatz darf in keinem Fall unter 3 % liegen; sie wird gewährt für einen Höchstbetrag von 90.000 ECU je AKE und 180.000 ECU je Betrieb für einen Zeitraum von jeweils sechs Jahren für den Ankauf von bestehenden Betriebsgebäuden.

Diese Beihilfe kann ebenfalls für Renovierungs- und Instandsetzungsarbeiten gewährt werden, die für die Weiterführung der Berufstätigkeit unerlässlich sind. Als Renovierung gilt die Anpassung von bestehenden Gebäuden an die heutigen technischen Bedingungen unter Beachtung der geltenden städtebaulichen Vorschriften. Als Instandsetzung gilt die Renovierung ohne strukturelle Veränderung der bestehenden Gebäude zwecks Sanierung nach erlittenen Schäden.

2° die öffentliche Bürgschaft.

Die gewährten Beihilfen sind nicht kumulierbar mit anderen Prämien, Zuschüssen oder Entschädigungen. Der Wert dieser Beihilfen ist auf insgesamt 25% des bezuschußbaren Investitionsbetrags für Immobilien begrenzt.

Die Dauer der Zinssubvention sowie der Bürgschaft ist der Anlage zu entnehmen. Der Minister legt fest, in welchen Fällen und in welchem Maße die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann.

Art. 22 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der in den Genuß der im vorliegenden Kapitel angeführten Beihilfen gelangen möchte, reicht bei einer der anerkannten Kreditanstalten einen Antrag auf ein Darlehen ein.

Die Verwaltung führt gemeinsam mit dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber die Beschreibung des Betriebs nach Abschluß der geplanten Investitionen durch; diese müssen vom wirtschaftlichen Standpunkt her gerechtfertigt sein und dürfen nicht zu einer Produktionserweiterung im Betrieb führen.

KAPITEL VI

*Regionale Beihilfen für Investitionen im Bereich des Tierschutzes und für die Bekämpfung ansteckender Krankheiten**Abschnitt 1. — Tierschutz*

Art. 23 - Unter Investition im Bereich des Tierschutzes sind die Investitionen für die Unterbringung des Viehs, die Belüftung oder die Isolierung der für dieses Vieh vorgesehenen Gebäude zu verstehen.

Art. 24 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der die in Artikel 2 festgelegte ausreichende berufliche Qualifikation aufweist, kann in den Genuß der nachfolgenden regionalen Beihilfen gelangen:

1. die Zinssubvention: sie beträgt maximal 5%; der zu Lasten des Beihilfeempfängers verbleibende jährliche Zinssatz darf in keinem Fall unter 3 % liegen; sie wird gewährt für einen Höchstbetrag von 60.000 ECU je Betrieb für Maßnahmen zugunsten der Beachtung der Gemeinschaftsnormen für den Tierschutz oder aber, in Ermangelung solcher Normen, der entsprechenden föderalen Normen bis zum Erlaß von Gemeinschaftsnormen;

2. die öffentliche Bürgschaft.

Die Dauer der Zinssubvention sowie der Bürgschaft ist der Anlage zu entnehmen.

Der Wert dieser Beihilfen ist auf insgesamt 35 % des bezuschußbaren Investitionsbetrags für Immobilien und 20 % für bewegliche Güter begrenzt;

Abschnitt 2. — Bekämpfung ansteckender Krankheiten des Viehs

Art. 25 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der die in Artikel 2 festgelegte ausreichende berufliche Qualifikation aufweist, kann in den Genuß der im nachfolgenden Artikel angeführten Beihilfen gelangen, unter der Bedingung, daß es sich um den Ankauf von Vieh zur Erneuerung des Bestands aus folgenden Gründen handelt:

1° im Anschluß an das stamping out des Viehbestandes im Rahmen der Bekämpfung der Brucellose des Rindes;

2° im Anschluß an eine Säuberung von mindestens 30% des Rindviehbestands wegen Rindertuberkulose;

3° im Anschluß an Maßnahmen zur Ausrottung der Maul- und Klauenseuche, der enzootischen Rinderleukose, der spongiformen Rinderenzephalopathie, der Maul- und Klauenseuche des Schweins, der Schweinepest, der Aujeszky'schen Krankheit und der Geflügelpest.

Art. 26 - Bei diesen Beihilfen handelt es sich um:

1) die Zinssubvention: sie beträgt maximal 5%; der zu Lasten des Beihilfeempfängers verbleibende Zinssatz darf bei dem ersten Auftreten der Krankheit im Betrieb des Antragstellers in keinem Fall unter 3 % liegen; in allen anderen Fällen beträgt der zu Lasten des Antragstellers verbleibende Zinssatz 5 %; der Höchstbetrag des beihilfefähigen Darlehens wird auf 30 % der Gesamtkosten für die Erneuerung des Viehbestands festgelegt, und zwar bis zu maximal 90.000 ECU je AKE und 180.000 ECU je Betrieb.

2) die öffentliche Bürgschaft.

Die Dauer der Zinssubvention sowie der Bürgschaft ist der Anlage zu entnehmen.

Art. 27 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der in den Genuß der im vorliegenden Kapitel angeführten Beihilfen gelangen möchte, reicht bei einer der durch den Minister anerkannten Kreditanstalten einen Antrag auf ein Darlehen ein.

Für die in Abschnitt 1 des vorliegenden Kapitels angeführten Beihilfen führt die Verwaltung gemeinsam mit dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber die Beschreibung der Lage des Betriebs nach Abschluß der geplanten Investitionen durch; diese müssen vom wirtschaftlichen Standpunkt her gerechtfertigt sein und dürfen nicht zu einer Produktionserweiterung im Betrieb führen.

Für die in Abschnitt 2 des vorliegenden Kapitels angeführten Beihilfen sind dem Antrag folgende Schriftstücke beizufügen:

- eine Abschrift der Schlachtanordnung;

- eine Bescheinigung des zuständigen Veterinärinspektors des Ministeriums des Mittelstandes und der Landwirtschaft, die außer der vollständigen Identität und Anschrift folgende Informationen beinhaltet:

* die Anzahl der Tiere vor dem Schlachten, die Anzahl geschlachteter Tiere sowie das Datum der Schlachtungen.

* der auf die vom Minister des Mittelstandes und der Landwirtschaft gewährten Entschädigungen angewandte Ermäßigungsbeiwert.

* sein Gutachten zu den verordnungsmäßigen Aspekten einer möglichen Erneuerung des Viehbestands.

Der Minister legt fest, in welchen Fällen und in welchem Maße die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann.

Der Wert dieser Beihilfen ist auf 20 % des bezuschußbaren Investitionsbetrags begrenzt.

Die Dauer der Zinssubvention sowie der Bürgschaft ist der Anlage zu entnehmen.

KAPITEL VII. — Regionale Beihilfen für Investitionen zum Schutz und zur Verbesserung der Umwelt

Art. 28 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der die in Artikel 2 festgelegte ausreichende berufliche Qualifikation aufweist, kann für die nachstehenden Investitionen zum Schutz und zur Verbesserung der Umwelt in den Genuß von spezifischen Beihilfen gelangen:

- der Bau von Behandlungsanlagen oder Lagerbecken für Gülle oder Jauche und Dungstätten, einschließlich des Abpumpens und Mischen von Gülle sowie des Abdeckens der Becken;

- der Bau von Auffangsystemen der Sickersäfte;

- der Bau von Anlagen zum Auffangen und zur Behandlung der Abwässer;

- der Bau von Fahrtilos aus festen Baustoffen, wenn sie Erdsilos ersetzen und gemäß den geltenden umwelttechnischen Normen gebaut werden;

- das Anbringen von Systemen zur Filterung der Belüftungsluft der Gebäude zur Unterbringung der Tiere sowie von Systemen zur Belüftung mit Mischluft;
- der Ankauf von Geräten für die mechanische Unkrautbekämpfung (chemiefrei) oder jegliche Maßnahme, die dazu beiträgt die Umweltqualität zu schützen;
- der Ankauf von Geräten zur Reinigung der Sprühgeräte und der Verpackungen von Pestiziden, sowie Investitionen zur Verbesserung der Wirksamkeit der Sprühvorgänge und der Ankauf von Sprühgeräten, die mit den vorgenannten Möglichkeiten ausgerüstet sind;
- Investitionen auf dem Gebiet der Beobachtungs- und Warnsysteme im Rahmen des integrierten Pflanzenschutzes.

Art. 29 - Bei den für die vorangehend definierten Investitionen gewährten Beihilfen handelt es sich um:

1. die Zinssubvention: sie beträgt maximal 5 %; der zu Lasten des Beihilfeempfängers verbleibende Zinssatz darf in keinem Fall unter 3 % liegen; sie wird gewährt für einen Höchstbetrag von 90.000 ECU je AKE und 180.000 ECU je Betrieb, jeweils für einen Zeitraum von sechs aufeinanderfolgenden Jahren;

2. die öffentliche Bürgschaft.

Die Dauer der Zinssubvention sowie der Bürgschaft ist der Anlage zu entnehmen.

Der Minister legt fest, in welchen Fällen und in welchem Maße die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann.

Der Wert dieser Beihilfen ist auf insgesamt 35% des bezuschußbaren Investitionsbetrags für Immobilien und 20 % für bewegliche Güter begrenzt.

Art. 30 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der in den Genuß der im vorliegenden Kapitel angeführten Beihilfen gelangen möchte, reicht bei einer der anerkannten Kreditanstalten einen Antrag auf ein Darlehen ein.

Die geplante Investition muß vom wirtschaftlichen Standpunkt her gerechtfertigt sein und darf nicht zu einer Produktionserweiterung im Betrieb führen.

Die Verwaltung führt gemeinsam mit dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber die Beschreibung der Lage des Betriebs nach Abschluß der geplanten Investitionen durch.

Art. 31 - Wendet der landwirtschaftliche Betriebsinhaber sich nicht an anerkannte Kreditanstalten und finanziert er die in Artikel 28 angeführten Operationen über einen Betrag von mindestens 100.000 BEF über Eigenmittel, kann er eine Beihilfe in Form einer Kapitalprämie beantragen. Diese Prämie beläuft sich auf maximal 300.000 BEF und ist begrenzt auf 20 % der gerechtfertigten Investition (ohne MwSt.) für bewegliche Güter und 35 % für Immobilien. Der Antrag auf diese Prämie ist spätestens 2 Jahre nach Beginn der Arbeiten einzureichen.

KAPITEL VIII. — Regionale Beihilfen für Investitionen im Bereich der Hygiene der Lebensmittel HACCP-Normen

Art. 32 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der die in Artikel 2 festgelegte ausreichende berufliche Qualifikation aufweist, kann für Investitionen zur Verbesserung der Hygiene der Lebensmittel in den Genuß von spezifischen Beihilfen gelangen.

Es handelt sich hierbei um Investitionen, die durchzuführen sind, damit der landwirtschaftliche Betrieb die gemeinschaftlichen Normen im Rahmen der handwerklichen Produktion innerhalb des Betriebs erfüllt, insbesondere im Rahmen der Anwendung der Richtlinie 93/43/EWG.

Art. 33 - Bei den für die vorangehend definierten Investitionen gewährten Beihilfen handelt es sich um:

1. die Zinssubvention: sie beträgt 5 %; der zu Lasten des Beihilfeempfängers verbleibende Zinssatz darf in keinem Fall unter 3 % liegen; sie wird gewährt für einen Höchstbetrag von 50.000 ECU je AKE und 100.000 ECU je Betrieb, jeweils für einen Zeitraum von sechs aufeinanderfolgenden Jahren;

2. die öffentliche Bürgschaft.

Der Wert dieser Beihilfen ist auf 26,25 % des bezuschußbaren Investitionsbetrags für Immobilien und 15 % für bewegliche Güter begrenzt.

Die Dauer der Zinssubvention sowie der Bürgschaft ist der Anlage zu entnehmen.

Art. 34 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der in den Genuß der im vorliegenden Kapitel angeführten Beihilfen gelangen möchte, reicht bei einer der anerkannten Kreditanstalten einen Antrag auf ein Darlehen ein.

Die geplante Investition muß vom wirtschaftlichen Standpunkt her gerechtfertigt sein und darf nicht zu einer Produktionserweiterung im Betrieb führen. Die Verwaltung führt gemeinsam mit dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber die Beschreibung der Lage des Betriebs nach Abschluß der geplanten Investitionen durch.

Art. 35 - Wendet der landwirtschaftliche Betriebsinhaber sich nicht an anerkannte Kreditanstalten und finanziert er die in Artikel 32 angeführten Operationen über einen Betrag von mindestens 100.000 BEF über Eigenmittel, kann er eine Beihilfe in Form einer Kapitalprämie beantragen. Diese Prämie beläuft sich auf maximal 200.000 BEF und ist begrenzt auf 15 % der gerechtfertigten Investition (ohne MwSt.) für bewegliche Güter und 25 % für Immobilien. Der Antrag auf diese Prämie ist spätestens 2 Jahre nach Beginn der Arbeiten einzureichen.

KAPITEL IX. — Regionale Maßnahmen zugunsten von Betrieben in finanziellen Schwierigkeiten

Art. 36 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der den Beweis erbringt, daß er sich aufgrund höherer Gewalt in finanziellen Schwierigkeiten befindet, kann in den Genuß folgender regionaler Beihilfen gelangen:

1° eine Verlängerung der Zinssubvention und der Bürgschaft für ein oder mehrere Darlehen, für die er bereits Beihilfen bezieht oder eine Kapitalprämie, rückzahlungs-pflichtig oder nicht;

2° eine Zinssubvention und eine Bürgschaft für einen Überbrückungskredit;

Der Minister bestimmt im Einverständnis mit dem Minister des Haushalts die Anwendungsbestimmungen für diese Beihilfen, die Dauer der Zinssubvention und der Bürgschaft sowie die zu berücksichtigenden Mindest- und Höchstbeträge der Investition. Er legt ebenfalls fest, in welchen Fällen und in welchem Maße die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann.

KAPITEL X. — *Regionale Beihilfen zugunsten von Gerätenutzungsgenossenschaften*

Art. 37 - Die Gerätenutzungsgenossenschaften können für folgende Investitionen in den Genuß spezifischer Beihilfen gelangen:

- Materialinvestitionen, entweder für bestimmte Betriebstätigkeiten, oder für den Transport, das Schleppen, den innerbetrieblichen Transport oder die Lagerung.

- Immobilieninvestitionen, unter der Bedingung, daß es sich um Gebäude handelt, die zur Unterbringung der Geräte der Gerätenutzungsgenossenschaft dienen, und daß sie sich auf einem Grundstück befinden, das Eigentum der Genossenschaft ist oder für das diese über ein Nutzungsrecht verfügt, über eine Dauer, die mindestens der Dauer der öffentlichen Bürgschaft entspricht.

Die in der Verordnung (EWG) 2328/91, abgeändert und kodifiziert durch die Verordnung (EWG) 950/97, angeführten sektorenbezogenen Grenzen sind anwendbar.

Die kollektive Nutzung muß jederzeit überprüfbar sein. Die berücksichtigten Investitionen sowie der zu deren Finanzierung eingereichte Antrag auf ein Darlehen müssen einen Mindestbetrag von 250.000 BEF je Landwirt, einen Höchstbetrag von 180.000 ECU je der Gerätenutzungsgenossenschaft angeschlossener Landwirt und einen Höchstbetrag von 720.000 ECU je Gerätenutzungsgenossenschaft betreffen, jeweils für einen Zeitraum von sechs aufeinanderfolgenden Jahren;

Art. 38 - Bei den Beihilfen handelt es sich um:

1. die Zinssubvention; sie beträgt maximal 5 %; der zu Lasten des Beihilfeempfängers verbleibende Zinssatz darf in keinem Fall unter 3 % liegen; ggf. wird die Zinssubvention daher verringert.

2. die öffentliche Bürgschaft.

Die Dauer der Zinssubvention sowie der Bürgschaft ist der Anlage zu entnehmen.

Der Wert dieser Beihilfen ist auf 26,25 % des bezuschußbaren Investitionsbetrags für Immobilien und 15 % für alle übrigen Investitionen begrenzt.

Art. 39 - Die Gerätenutzungsgenossenschaft, die in den Genuß der angeführten Beihilfen gelangen möchte, reicht bei einer der anerkannten Kreditanstalten einen Antrag auf ein Darlehen ein. Die Verwaltung holt bei der genannten Genossenschaft alle notwendigen Informationen ein und erstellt eine Akte, durch die die Wirtschaftlichkeit der Investition bewiesen wird.

KAPITEL XI. — *Beihilfen zugunsten von Verarbeitungs- und Vermarktungsgenossenschaften*

Art. 40 - Die Verarbeitungs- und Vermarktungsgenossenschaften können für Investitionen zur Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks in den Genuß spezifischer Beihilfen gelangen. Diese Beihilfen betreffen sowohl bewegliche als unbewegliche Güter. Die kollektive Nutzung muß jederzeit überprüfbar sein.

Die gerechtfertigten Investitionen sowie der zu deren Finanzierung eingereichte Antrag auf ein Darlehen müssen einen Mindestbetrag von 250.000 BEF und einen Höchstbetrag von 360.000 ECU je der Verarbeitungs- und Vermarktungsgenossenschaft angeschlossener Landwirt betreffen, jeweils für einen Zeitraum von sechs aufeinanderfolgenden Jahren;

Die berücksichtigten Investitionen müssen mindestens eines der nachfolgenden Kriterien erfüllen:

a) sie müssen zur Ausrichtung der Erzeugung entsprechend der voraussichtlichen Marktentwicklung beitragen oder zur Schaffung neuer Absatzmöglichkeiten für landwirtschaftliche Erzeugnisse führen, insbesondere durch die Förderung der Produktion und Vermarktung neuartiger oder hochwertiger Erzeugnisse, einschließlich der Erzeugnisse des biologischen Landbaus;

b) sie müssen geeignet sein, die Interventionsmodalitäten der gemeinsamen Marktorganisationen dadurch zu entlasten, daß sie dem langfristigen Strukturverbesserungsbedarf entsprechen;

c) sie müssen in Gebieten getätigt werden, in denen die Anpassung an die wirtschaftlichen Folgen der Entwicklung auf den Agrarmärkten besonders schwierig ist, oder für diese Gebiete von Nutzen sein;

d) sie müssen zur Verbesserung oder Rationalisierung der Vermarktungswege oder des Verarbeitungsprozesses bei landwirtschaftlichen Erzeugnissen beitragen;

e) sie müssen zur Verbesserung der Qualität, der Aufmachung und Verpackung der Erzeugnisse oder zur besseren Nutzung der Nebenerzeugnisse, insbesondere durch Abfallverwertung, beitragen;

f) sie müssen zur Anpassung der betroffenen Sektoren an die im Zuge der Reform der gemeinschaftlichen Agrarpolitik entstehenden neuen Gegebenheiten beitragen;

g) sie müssen die Einführung neuer, umweltverträglicher Technologien erleichtern;

h) sie müssen der Verbesserung und Überwachung der Qualität und der hygienischen Verhältnisse dienen.

Sie müssen des weiteren die in der Verordnung 94/173/EWG der Kommission vom 22. März 1994 festgelegten Auswahlkriterien erfüllen.

Art. 41 - Bei den Beihilfen handelt es sich um:

1. die Zinssubvention; sie beträgt maximal 5%; der zu Lasten des Beihilfeempfängers verbleibende Zinssatz darf in keinem Fall unter 3 % liegen; ggf. wird die Zinssubvention daher verringert.

2. die öffentliche Bürgschaft.

Die Dauer der Zinssubvention sowie der Bürgschaft ist der Anlage zu entnehmen.

Art. 42 - Die Verarbeitungs- und Vermarktungsgenossenschaft, die in den Genuß der angeführten Beihilfen gelangen möchte, reicht bei einer der durch den Minister anerkannten Kreditanstalten einen Antrag auf ein Darlehen ein. Sie fügt ihrem Antrag die Jahresabschlüsse der letzten drei Jahre bei oder ggf. die Jahresaussichten.

Die Verwaltung holt bei der genannten Genossenschaft alle notwendigen Informationen ein und erstellt eine Akte, durch die die Wirtschaftlichkeit der Investition bewiesen wird.

KAPITEL XII. — *Startbeihilfen zugunsten von Betriebszusammenschlüssen*

Art. 43 - § 1 - Eine Startbeihilfe wird den anerkannten Betriebszusammenschlüssen gewährt, die nachstehende Ziele verfolgen:

- die gegenseitige Hilfe der Betriebe, die in den Genuß der in den Kapiteln III bis VII genannten Beihilfen gelangen können, einschließlich bei der Anwendung neuer Technologien und Maßnahmen zum Schutz und zur Verbesserung der Umwelt sowie der Erhaltung des Lebensraums;

- die Einführung alternativer landwirtschaftlicher Methoden;
- eine rationellere gemeinsame Nutzung landwirtschaftlicher Produktionsmittel;
- eine gemeinsame Betriebsführung.

Diese Startbeihilfe zielt darauf ab, während der ersten fünf Tätigkeitsjahre nach der Gründung der vorerwähnten Zusammenschlüsse zur Deckung der Betriebskosten beizutragen.

§2. Die Verbände von Betriebszusammenschlüssen können unter den gleichen Bedingungen wie die Betriebszusammenschlüsse in den Genuß einer Startbeihilfe gelangen.

Wird einem Verband jedoch eine Startbeihilfe gewährt, darf dies nicht zur Folge haben, daß ein Betriebszusammenschluß die in § 1 angeführte Hilfe mehr als einmal erhält.

Art. 44 - Um eine Beihilfe zu beziehen, muß der Betriebszusammenschluß oder der Verband unter seinen Mitgliedern wenigstens drei landwirtschaftliche Betriebsinhaber zählen und darf nicht vor dem 6. Jahr aufgelöst werden. Außerdem muß er folgendermaßen gegründet worden sein:

1. als Verarbeitungs- und Vermarktungsgenossenschaft;
2. als Gerätenutzungsgenossenschaft;
3. als Landwirtschaftliche Vereinigung, die eine Rechtspersönlichkeit gewählt hat;
4. als Agrargesellschaft, die einen gemeinsamen Betriebszweck verfolgt.

Art. 45 - Der Betriebszusammenschluß oder der Verband hat den Beweis zu erbringen, daß die Kooperation vom sozialen und wirtschaftlichen Standpunkt gerechtfertigt ist.

Art. 46 - Gleichzeitig mit dem Antrag übermittelt der Betriebszusammenschluß oder der Verband von Betriebszusammenschlüssen seine Satzungen sowie eine Vorkalkulation der Ausgaben und Einnahmen ggf. unter Anführung von Belegen.

Art. 47 - Die Startbeihilfe dient dazu, zur Deckung der Betriebskosten beizutragen.

Als Betriebskosten gelten jene, die bei Betriebstätigkeiten entstehen, die aufgrund ihrer Art ne Wertsteigerung für die Betriebe der betreffenden Landwirte darstellen, einschließlich der Kosten für die Verwaltung der Arbeitskräfte und der durch den Gesellschaftszweck notwendigen Ausrüstungen.

Die jährlich gewährte Startbeihilfe darf den Gesamtbetrag der für das erste Tätigkeitsjahr effektiv gerechtfertigten Betriebskosten nicht übersteigen; diese Beihilfe ist zudem auf 50% des Gesamthaushalts des Betriebszusammenschlusses oder des Verbandes von Betriebszusammenschlüssen begrenzt.

Die jährlich von den Mitglieder des Betriebszusammenschlusses oder der Verbände von Betriebszusammenschlüssen entrichteten Beiträge müssen mindestens 25% der Startbeihilfe entsprechen, und dies während mindestens 3 Jahren.

Die Startbeihilfe beträgt 22.500 ECU je Betriebszusammenschluß oder Verband von Betriebszusammenschlüssen; diese Beihilfe wird im Laufe des ersten Jahres zu 50% ausbezahlt und jeweils zu 25% am Ende der beiden folgenden Jahre.

TITEL II. — **SPEZIFISCHE BEIHILFEN FÜR BENACHTEILIGTE GEBIETE**KAPITEL XIII. — *Sonderprämien für die Investition und die Niederlassung in benachteiligten Gebieten*

Art. 48 - Die Sonderprämien für die Investition und die Niederlassung in benachteiligten Gebieten sind jenen Betriebsinhabern vorbehalten, deren Betrieb mindestens 40% der genutzten landwirtschaftlichen Fläche in den benachteiligten Gebieten gemäß Artikel 1, 14 des vorliegenden Erlasses aufweist.

Art. 49 - Die Beihilfeempfänger der in Kapitel III des vorliegenden Erlasses angeführten Beihilfen können eine Prämie beziehen, die 2/5 der als Zinssubvention gezahlten Beihilfe entspricht, die jedoch auf 10 % der bezuschußten Investition begrenzt ist.

Die Tatsache, daß der Beihilfeempfänger sowohl die Prämie als auch die Zinssubvention bezieht darf nicht zur Folge haben, daß der zu seinen Lasten verbleibende Zinssatz auf weniger als 2 % verringert wird.

Art. 50 - Die landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die in den Genuß der in Artikel 18 des vorliegenden Erlasses angeführten Beihilfen gelangen, erhalten im Vergleich zu der regionalen Prämie einen Mehrbetrag von 40.000 BEF.

Der Wert dieser zusätzlich gewährten regionalen Beihilfen ist auf insgesamt 35 % des bezuschußbaren Investitionsbetrags begrenzt.

KAPITEL XIV. — *Ausgleichszulagen*

Art. 51 - Jenen landwirtschaftlichen Betriebsinhabern, deren Betrieb mindestens 40 % der landwirtschaftlichen Nutzfläche in den benachteiligten Gebieten aufweist, wird eine jährliche Ausgleichszulage gewährt.

Art. 52 - Damit diese Zulage gewährt werden kann, sind folgende Bedingungen zu erfüllen:

1. der landwirtschaftliche Betriebsinhaber muß einen Antrag einreichen;
2. die in den benachteiligten Gebieten gelegene landwirtschaftliche Nutzfläche muß mindestens drei Hektar umfassen;

3. der Antragsteller oder, im Falle einer juristischen Person, die Verwalter oder Geschäftsführer dürfen vor dem 1. Januar des Jahres, das auf das Antragsjahr folgt, das Alter von 65 Jahren nicht erreicht haben oder eine Altersrente im Rahmen einer Ruhestands- oder Vorruhestandsregelung beziehen;

4. der Antragsteller muß sich verpflichten, die landwirtschaftliche Erwerbstätigkeit ab der Zahlung der ersten Ausgleichszulage noch mindestens fünf Jahre auszuüben. Der Betriebsinhaber kann von dieser Verpflichtung befreit werden, wenn er selbst oder, im Falle einer juristischen Person, die Verwalter oder Geschäftsführer eine Altersrente im Rahmen einer Ruhestands- oder Vorruhestandsregelung beziehen. Er wird ebenfalls von dieser Verpflichtung befreit, wenn er die landwirtschaftliche Erwerbstätigkeit einstellt und die weitere Bewirtschaftung der betreffenden Flächen gewährleistet ist; ebenso ist er im Falle höherer Gewalt befreit.

Mißachtet der Beihilfeempfänger seine Verpflichtungen, ohne von ihnen befreit zu sein, hat er alle bezogenen Zulagen rückzuerstatten;

5. der Betrieb des Antragstellers darf im Laufe des Antragsjahres nicht Gegenstand von Maßnahmen zum Vermarktungsverbot gemäß Artikel 55*bis* des Königlichen Erlasses vom 6. Dezember 1978 über die Bekämpfung der Rinderbrucellose sein;

Art. 53 - Der Betrag der Zulage wird berechnet, indem die Anzahl Großvieheinheiten (GVE) mit 3.500 BEF multipliziert wird. Die Ausgleichszulage darf jedoch 4.900 BEF je Hektar Futteranbaufläche des Betriebs und 70.000 BEF je Antragsteller nicht überschreiten.

Befindet sich die Fläche des Betriebs nur teilweise in einem benachteiligten Gebiet, wird der Gesamtbetrag der Zulage erreicht, indem der gemäß den Bestimmungen des vorerwähnten Absatzes berechnete Betrag mit einem Koeffizienten multipliziert wird, der dem Verhältnis zwischen der in einem benachteiligten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Nutzfläche und der gesamten landwirtschaftlichen Nutzfläche entspricht.

Art. 54 - Die Anzahl Großvieheinheiten wird berechnet, indem die Anzahl auf dem Antragsformular angegebenen Rinder, Zugpferde, Schafe und Ziegen mit folgenden Koeffizienten multipliziert wird:

- Rinder von 6 Monaten bis 2 Jahren: **0,6**
- Milchkühe (bis zu maximal 20), sonstige Rinder von mehr als 2 Jahren, Zugpferde von mehr als 6 Monaten **1**
- Schafe und Ziegen von mehr als 1 Jahr **0,15**

Art. 55 - Der Antragsteller muß seinen Antrag zwischen dem 15. Mai und dem 1. Juli bei der Gemeindeverwaltung seines Wohnsitzes oder seines Gesellschaftssitzes einreichen. Die Gemeindeverwaltung beglaubigt die Angaben zu der Identität des Antragstellers.

Art. 56 - Die Gemeindeverwaltung übermittelt der Verwaltung alle von den landwirtschaftlichen Betriebsinhabern ihrer Gemeinde eingereichten Anträge in einem Schreiben vor dem 15. Juli.

KAPITEL XV. — Beihilfen für Futterverbände

Abschnitt 1. — Definition

Art. 57 - Der Minister erkennt die Futterverbände an, wenn sie entweder in einer der in Artikel 40 des vorliegenden Erlasses angeführten Formen, oder in Form eines nicht rechtsfähigen Vereins, dessen Mitglieder aufgrund einer Konvention solidarisch haften, gegründet wurden.

Diese Verbände müssen hauptsächlich die Futtermittelproduktion sowie die Herrichtung und die Ausstattung gemeinsam genutzter Weideflächen zum Zweck haben. Sie müssen des weiteren folgende Bedingungen erfüllen:

- a) mindestens drei landwirtschaftliche Betriebsinhaber als Mitglied zählen und eine Nutzfläche bewirtschaften, die zu mindestens 40% in den benachteiligten Gebieten gelegen ist; die durch den Verband bewirtschaftete Nutzfläche muß mindestens drei Hektar je Mitglied umfassen;
- b) die landwirtschaftliche Erwerbstätigkeit muß mindestens fünf Jahre ausgeübt werden;
- c) die Mitglieder eines nicht rechtsfähigen Vereins müssen sich an der Finanzierung der Materialkäufe beteiligen im Verhältnis zu den Futterbauflächen, die zu ihrem Betrieb gehören und auf denen das betreffende Material eingesetzt werden wird;
- d) eine Betriebsbuchhaltung gemäß Artikel 4 führen.

Abschnitt 2. — Investitionsbeihilfen

Art. 58 - Folgende Investitionen kommen für die vorliegende Beihilfe in Frage:

1. Einzelkornsähmaschine für Mais und andere Futterkulturen;
2. Düngerstreuer, Güllefass, Miststreuer, Ausrüstung für die Kompostierung;
3. Pflanzenschutzmittelspritze;
4. Mäher-Aufbereiter und sonstige Erntemaschinen für jegliche Grünkulturen zwecks Einsilieren oder Heuen;
5. Ladewagen mit Selbstladevorrichtung;
6. Ausrüstung für das Beladen und Abladen, das Einfahren und das Einsilieren von Rohfutter sowie für dessen Verteilung;
7. Grünfüttertrockner;
8. Ausrüstung für die Vorbereitung von Futterkulturen und die Weideneueinsaat; Steinsammler und -brecher;
9. Ausrüstung für das gemeinsame Anlegen von Zäunen und Wasserstellen;
10. Ausrüstung für den Unterhalt der Hecken.

Art. 59 - Die Beihilfe wird in Form einer Kapitalprämie gewährt, die 25 % des Ankaufspreises (ausschließlich MwSt.) der Ausrüstung entspricht. Diese Beihilfe wird nur dann gewährt, wenn der Ankaufspreis für die im Rahmen des Verbandes getätigten Materialinvestitionen mindestens 100.000 BEF (ausschließlich MwSt.) beträgt.

Der Betrag der Beihilfe ist auf 150.000 ECU für eine kollektive Investition, 750 ECU je Hektar aufgewertetes Weideland und 7.300 ECU je bewässerter Hektar begrenzt.

Art. 60 - Die Anträge auf Anerkennung und Gewährung einer Beihilfe werden an die Verwaltung gerichtet.

Diese Anträge müssen eine Regelung zur gemeinsamen Nutzung der Ausrüstungen, für die eine Beihilfe beantragt wird, umfassen.

Art. 61 - Die Beihilfe wird gezahlt:

- im Falle eines Verbands mit Rechtspersönlichkeit an die diesbezüglich bevollmächtigten Verwalter oder Geschäftsführer;

- im Falle eines nicht rechtsfähigen Vereins direkt an die Mitglieder, im Verhältnis zu dem Anteil, den sie in der Finanzierung der Ausrüstungen, für die eine Beihilfe beantragt wird, übernehmen.

Art. 62 - 1. Der Verband verliert seine Anerkennung ab dem Tag, an dem aufgrund des Austritts eines oder mehrerer Mitglieder die Zahl von 3 Mitgliedern nicht mehr erreicht wird oder wenn er die in Artikel 57 angeführten Bedingungen nicht mehr erfüllt.

2. Scheidet jedoch eines von drei Mitgliedern aus höherer Gewalt aus, oder beendet der Betreffende die landwirtschaftliche Erwerbstätigkeit unter den durch eine gemeinschaftliche Vorruhestandsregelung vorgesehenen Bedingungen gemäß der Verordnung EWG/2079/92 oder aber beendet der Betreffende die landwirtschaftliche Erwerbstätigkeit und sein Nachfolger tritt dem Verband bei, bleibt die Anerkennung bestehen.

Art. 63 - Wenn der Verlust der Anerkennung innerhalb der ersten fünf Jahre der landwirtschaftlichen Betriebstätigkeit des Verbands eintritt, werden alle Mitglieder des aufgelösten Verbandes aufgefordert, die bezogenen finanziellen Beihilfen zu erstatten.

Die Rückzahlung wird proportional zu den Jahren, die bis zum Vollenden der ersten fünf Betriebsjahre des Verbands verbleiben, berechnet. Beim Anschluß des Mitglieds oder der Mitglieder eines aufgelösten Verbands, die nicht gegen die genannten Auflagen verstoßen haben, an einen anderen anerkannten Verband, wird von ihnen keine Rückzahlung gefordert.

Art. 64 - Unabhängig von der Existenzdauer des Verbands ist der Landwirt, der diesen verläßt oder seine Pflichten als Mitglied vernachlässigt, verpflichtet, die bezogenen finanziellen Beihilfen rückzuerstatten, außer - wie bereits erwähnt - bei höherer Gewalt oder wenn er durch eine Drittperson ersetzt wird, die die Pflichten des ausscheidenden Mitglieds übernimmt und dessen gewährte Mittel bezieht.

Abschnitt 3. — Betriebsbeihilfe

Art. 65 - Den Futterverbänden wird pauschal eine Startbeihilfe gewährt, um die durch die Einführung einer Betriebsbuchführung entstehenden Verwaltungskosten zu decken.

Diese Beihilfe wird während fünf Jahren gezahlt an die natürlichen oder juristischen Personen, die anerkannt wurden, um eine Betriebsbuchführung zu halten. Der Jahresbetrag beläuft sich auf 50.000 BEF (indexgebunden) pro Verband von 3 landwirtschaftlichen Betriebsinhabern; er wird um 6.000 BEF (indexgebunden) pro Jahr und zusätzliches Mitglied bis zu maximal 5 Mitgliedern erhöht.

Der indexierte Betrag wird auf der Grundlage des Indexes der Verbraucherpreise berechnet.

Diese Beihilfe darf nicht mit der in Artikel 43 vorgesehenen Beihilfe kumuliert werden.

TITEL III. — ALLGEMEINE UND ABSCHLIESSENDE BESTIMMUNGEN

Art. 66 - Für die Kapitel III bis VIII müssen sowohl die gerechtfertigte Mindestinvestition als auch der Betrag des Darlehens mindestens 250.000 BEF betragen; der gleiche Mindestbetrag ist anwendbar für die Berücksichtigung der Änderungsanträge, die zu einer Anhebung der gewährten Beihilfen führen.

Für die genannten Kapitel wird keine Beihilfe gewährt, wenn der landwirtschaftliche Betrieb mehr als 12 AKE zählt.

Werden die Beihilfen durch den EAGFL kofinanziert und wird für Investitionen von mehr als 1,5 Millionen ECU eine Bürgschaft gewährt, notifiziert die Region ihren Beschluß der Kommission der Europäischen Union.

Art. 67 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der in den Genuß der Beihilfen des vorliegenden Erlasses gelangen möchte, verpflichtet sich, für die in den Kapiteln III bis VIII des vorliegenden Erlasses angeführten Investitionen keine sonstigen Beihilfen zu beantragen oder beantragt zu haben, sei es in Form einer Zinssubvention, eines Zuschusses oder einer Prämie, die dazu führen würden, daß die durch die Verordnung EWG/2328/91, geändert und kodifiziert durch die Verordnung EWG/950/97 festgelegten Höchstbeträge für Beihilfen überschritten würden.

Die Anträge auf Beihilfen für die Organisation von Tourismus auf dem Bauernhof werden nur von der Verwaltung geprüft, wenn der Antragsteller den Beweis seiner Anerkennung durch das Generalkommissariat für Tourismus erbracht hat und eine Abschrift des Beschlusses bezüglich der durch diese Einrichtung gewährten Beihilfen übermittelt hat.

Art. 68 - Den eingereichten Anträgen wird bis zur Erschöpfung der genehmigten Verpflichtungen stattgegeben.

Wenn der Umfang der Verpflichtungen, die notwendig sind, um den in Absatz 1 des vorliegenden Artikels genannten Anträgen über einen Zeitraum von zwölf Monaten stattzugeben, jedoch die vorgeannten genehmigten Verpflichtungen übersteigt, wird die Zinssubvention, die Gegenstand des vorliegenden Erlasses ist, im Verhältnis zu den Verpflichtungen, die unerlässlich sind, um den Anträgen stattzugeben, vermindert.

Die Verminderung wird prioritär auf die regionalen Hilfen angewandt und betrifft den bezuschußten Anteil des Darlehens. Sie ist ebenfalls bei der Berechnung der Zinssubvention-Äquivalenz der Kapitalprämie anwendbar.

In dieser Annahme verabschiedet der Minister im Einverständnis mit dem Minister des Haushalts für das betreffende Jahr die Berechnungsmethode der vorerwähnten Verminderung.

Art. 69 - Die Anträge gelten als effektiv eingereicht ab dem Datum der Empfangsbestätigung der Verwaltung, auf der vermerkt wird, daß die Akte vollständig ist. Der Minister legt pro Investitionsart die Bedingungen fest, die zu erfüllen sind, damit eine Akte als vollständig gilt.

Art. 70 - Unbeschadet besonderer Umstände, die im Einzelfall zu berücksichtigen sind, kann der Minister folgende Fälle höherer Gewalt anerkennen:

- a) Todesfall des Betriebsinhabers;
- b) länger andauernde Berufsunfähigkeit des Betriebsinhabers;
- c) Enteignung eines wesentlichen Teils der vom Betriebsinhaber landwirtschaftlich genutzten Flächen des Betriebs, falls diese Enteignung am Tag der Einreichung des Antrags nicht vorhersehbar war;
- d) schwere Naturkatastrophe, die die landwirtschaftliche Nutzfläche des Betriebs erheblich in Mitleidenschaft zieht;
- e) zufällige Zerstörung der für die Zucht bestimmten Betriebsgebäude;
- f) Seuchenfall, die den gesamten Viehbestand oder einen Teil des Viehbestands des Betriebsinhabers betrifft.

Art. 71 - Übergangsmaßnahmen für die Anwendung des vorliegenden Erlasses:

1° die bis zu diesem Tag in Anwendung des vorerwähnten Gesetzes vom 15. Februar 1961 und des Königlichen Erlasses vom 25. Oktober 1990 anerkannten Kreditanstalten bleiben anerkannt;

2° die bis zu diesem Tag in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 21. März 1986 über die Gewährung von Subventionen zur Förderung der Haltung einer Buchführung in landwirtschaftlichen und gartenbaulichen Betrieben und der Förderung der Entwicklung von Betriebsverbänden für die Führung einer Betriebsbuchhaltung anerkannten natürlichen und juristischen Personen bleiben anerkannt;

Art. 72 - Für die Wallonische Region hebt der vorliegende Erlaß auf:

- die Königlichen Erlasse vom 25. Oktober 1990, 19. August 1991 und 19. August 1992 über die Unterstützungen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft;
- den Königlichen Erlaß vom 6. Dezember 1990 über die Beihilfen für Investitionen und die Niederlassung in der Landwirtschaft in benachteiligten Gebieten;
- die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 1994, 29. September 1994 und 17. November 1994 über die Unterstützungen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft;
- den Ministerialerlaß vom 4. September 1990 zur Gewährung einer jährlichen Ausgleichszulage an die Landwirte der benachteiligten Gebiete, zwecks Ausgleichung der ständigen natürlichen Nachteile;
- den Ministerialerlaß vom 12. Oktober 1990 zur Gewährung einer Beihilfe für Kollektivinvestitionen für die Futtermittelproduktion in benachteiligten Gebieten.

Art. 73 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Das erste Haushaltsjahr, auf das der vorliegende Erlaß Anwendung findet, beginnt am 1. Juli des Jahres nach dem Jahr des Inkrafttretens. Folglich wird der für das Einreichen der Anträge des Vorjahres vorgesehene Zeitraum am 30. Juni beendet.

Art. 74 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

ANLAGE

Investition	Dauer Zins- sub- vention (max)	Dauer Bürgschaft (max)	Bedingungen
Kap. III : Beihilfen für Investitionen in landwirtschaftlichen Betrieben Aussiedlung von Betriebsgebäuden	18	10	Bau oder Ankauf
Bau oder Verbesserung von Gebäuden, einschließlich ihrer Ausrüstungen.	15	10 oder 15 (1)	
Bodenverbesserungsarbeiten	18	10	
Ankauf von Ausrüstungen	7	10	
Ankauf von Vieh	5	10	
Ankauf von durch den Antragsteller vor dem Ankauf nicht genutzten Gebäuden	15	10 oder 15 (1)	Tatsächliche Nutzung
Anpflanzungen	15	10	Apfelbäume, Birnbäume, Pfirsichbäume : ausschließlich Neuanpflanzung von gero- deten Flächen
Spätere Übernahme eines Betriebs	9	10	Übernahme von Lebendvieh oder Ausrüstungen bei der gleichzeitigen Übernahme von Ländereien.
Touristische, pädagogische und handwerkliche Tätigkeiten	15	10	Ausschließlich Investitionen für Immobilien
Herstellung und Direktverkauf der Erzeugnisse des Bauernhofs - Ausrüstungen - Investitionen für Immobilien	7 15	10 10	
Kap. IV : Beihilfen für die Niederlassung der landwirtschaftlichen Betriebsinhaber Erstniederlassung in einem bestehenden Betrieb (innerhalb des Jahres eingereichter Antrag) - durch den EAGFL kofinanzierter Betrag - Beteiligung der Region	15* 10*	15** 15**	- Übernahme von Ländereien, Vieh, Ausrüstungen, Ernten, Lagerbeständen, auf der Grundlage eines realen Inventars. - Ankauf von Gebäuden, in Höhe des Saldos des durch den EAGFL kofinanzierten Betrags.
Kap. V : Regionale Beihilfen für den Ankauf, die Renovierung und die Instandset- zung von bestehenden Betriebsgebäuden Ankauf von durch den Antragsteller genutzten Gebäuden Renovierungs- und Instandsetzungsarbeiten	9 9	10 oder 15 (1) 10	
Kap. VI : Regionale Beihilfen für Investitionen im Bereich des Tierschutzes und für die Bekämpfung ansteckender Krankheiten Investitionen für Immobilien im Sinne des Tierschutzes	9	10	
Brucellose des Rindes	9***	10	mindestens 3% zu Lasten mindestens 5% zu Lasten

Investition	Dauer Zins- vention (max)	Dauer Bürgschaft (max)	Bedingungen
Rindertuberkulose und andere Krankheiten	5	10	
Kap VII : Regionale Beihilfen für Investitionen zum Schutz und zur Verbesserung der Umwelt Investitionen für Immobilien Ausrüstungen	9 7	10 10	
Kap VIII : Regionale Beihilfen für Investitionen im Bereich der Hygiene der Lebensmittel Investitionen für Immobilien Ausrüstungen	9 5	10 10	
Kap. X : Regionale Beihilfen zugunsten von Gerätenuutzungs-genossenschaften Ausrüstungen	7	10	
Gebäude	10	10	Ankäufe oder Bau
Kap. XI: Beihilfen zugunsten von Verarbeitungs- und Vermarktungsgenosschaften Ausrüstungen	7	10	
Gebäude	10	10	Ankäufe oder Bau

(1) Handelt es sich um eine Erstmiederlassung wird die Dauer der Bürgschaft auf 15 Jahre festgelegt.

* maximal 10 oder 15 Jahre, einschließlich ggf. ein Jahr aufgeschobene Tilgung.

** maximal 15 Jahre plus ggf. maximal ein Jahr aufgeschobene Tilgung.

*** maximal 9 Jahre, einschließlich ggf. zwei Jahre aufgeschobene Tilgung.

Namur, den 17. Juli 1997. Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft als Anlage beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 2479

[C — 97/27535]

17 JULI 1997. — Besluit van de Waalse Regering betreffende steun aan de landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1984 over de beroepsvorming van personen die in de landbouw werken;

Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 29 februari 1988 betreffende de beroepsopleiding van de personen die in de landbouw werkzaam zijn;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1951 houdende grensbepaling van de landbouwstreken van het Rijk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 juli 1952, 8 maart 1968 en 15 februari 1974;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 februari 1961 houdende algemeen reglement van het Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 januari 1979, 5 augustus 1982 en 3 januari 1984;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 september 1994 tot wijziging van de koninklijke besluiten van 25 oktober 1990, 19 augustus 1991, 19 augustus 1992 en het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 1994 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 1994 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw;

Gelet op Richtlijn 75/268/EEG van de Raad van 28 april 1975 betreffende de landbouw in bergstreken en in sommige probleemgebieden;

Gelet op Richtlijn 75/269/EEG van de Raad van 28 april 1975 betreffende de communautaire lijst van agrarische probleemgebieden in de zin van Richtlijn 75/268/EEG (België);

Gelet op Richtlijn 80/666/EEG van de Raad van 24 juni 1980 tot wijziging van Richtlijn 75/268/EEG betreffende de landbouw in bergstreken en in sommige probleemgebieden;

Gelet op Verordening EEG/866/90 van de Raad van 29 maart 1990 inzake de verbetering van de verwerking en de afzet van landbouwprodukten;

Gelet op Verordening EEG/2328/91 van de Raad van 15 juli 1991 betreffende de verbetering van de doeltreffendheid van de landbouwstructuur;

Gelet op Verordening EEG/3887/92 van de Commissie van 23 december 1992 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op Verordening EEG/870/93 van de Commissie van 14 april 1993 tot wijziging van Verordening EEG/2328/91 van de Raad ten aanzien van de aanpassing van sommige in Ecu vastgestelde bedragen ten gevolge van de wijziging van de toe te passen omrekeningskoersen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Verordening EEG/3669/93 van de Raad van 22 december 1993 tot wijziging van de Verordeningen EEG/2328/91, 866/90, 1360/78, 1035/72 en 449/69 voor een snellere aanpassing van de produktie-, verwerkings- en afzetstructuren in het kader van de hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Beschikking 94/173/EEG van de Commissie van 22 maart 1994 tot vaststelling van de selectiecriteria voor investeringen ter verbetering van de voorwaarden inzake verwerking en afzet van land- en bosbouwprodukten en tot intrekking van Beschikking 90/342/EEG.

Gelet op Verordening EEG/2631/94 van de Commissie van 28 oktober 1994 tot wijziging van Verordening EEG/2328/91 van de Raad ten aanzien van de aanpassing van sommige in Ecu vastgestelde bedragen ten gevolge van de wijziging van de toe te passen omrekeningskoersen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Verordening EEG/2843/94 van 21 november 1994 tot wijziging van de Verordeningen EEG/2328/91 en EEG/866/90 voor een snellere aanpassing van de produktie-, verwerkings- en afzetstructuren in het kader van de hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Verordening EEG/950/97 van de Raad van 20 mei 1997 betreffende de verbetering van de doeltreffendheid van de landbouwstructuur;

Gelet op Verordening EEG/951/97 van de Raad van 20 mei 1997 inzake de verbetering van de verwerking en de afzet van landbouwprodukten;

Gelet op het akkoordprotocol tussen de Gewesten en het Federale Ministerie van Landbouw betreffende de geregionaliseerde landbouwaangelegenheden, overeenkomstig de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de huidige steunregeling voor investeringen en installatie in de landbouw zo spoedig mogelijk moet worden aangepast, rekening houdend met de structurele wijzigingen van de bedrijven en hun lasten;

Overwegende dat onmiddellijk maatregelen moeten worden genomen om de Waalse politieke keuzen ten uitvoer te brengen in antwoord op de landbouwcrisis;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. de Minister : de Minister van de Waalse Regering die met landbouw belast is.
2. het Bestuur : de Algemene directie Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.
3. Landbouwer : de natuurlijke persoon of rechtspersoon die een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf uitbaat en die activiteit als hoofdberoep of deeltijds uitoefent, zoals bepaald in punt 6; de bedrijfszetel van de personen die steun genieten, moet gelegen zijn in het Waalse Gewest; wanneer de steun voor onroerende investeringen bestemd is, volstaat het dat het goed in het Waalse Gewest gelegen is om ervoor in aanmerking te komen.
4. De landbouw wordt als hoofdberoep uitgeoefend als de natuurlijke persoon die verantwoordelijk is voor het beheer van een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf, 50 % of meer van zijn totale inkomen uit die activiteit verkrijgt en als de aan de werkzaamheden buiten het bedrijf bestede arbeidstijd minder dan de helft van zijn totale arbeidstijd uitmaakt.
5. De rechtspersoon als landbouwer : de rechtspersoon wiens statuten de exploitatie van een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf als doel hebben alsook de afzet van de op het bedrijf voortgebrachte produkten, en die bovendien voldoet aan één van de volgende voorwaarden :
 - 1° opgericht zijn in één van de vormen die bedoeld worden in het Wetboek van Koophandel, boek I, titel IX, sectie 2, artikel 2, en de volgende voorwaarden vervullen :
 - a) de aandelen of deelbewijzen moeten op naam zijn;
 - b) de bestuurders of zaakvoerders moeten houder zijn van minstens 50 % van de aandelen of deelbewijzen van de vennootschap;
 - c) de bestuurders of zaakvoerders moeten onder de vennoten aangewezen worden;
 - d) de bestuurders of zaakvoerders van de vennootschap moeten meer dan 50% van hun tijd besteden aan landbouwwerkzaamheden binnen de vennootschap en meer dan 50% van hun globale inkomen uit die activiteit halen;
 - 2° opgericht zijn in de vorm van een Landbouwvennootschap, zoals bedoeld in de wet van 12 juli 1979.
6. De deeltijdse activiteit betreft landbouwers die ten minste 50% van hun totale inkomen verkrijgen uit activiteiten op het gebied van landbouw, bosbouw, toerisme, pedagogie en ambachtsnijverheid of uit door de overheid gesubsidieerde activiteiten voor landschapsinstandhouding, die op hun bedrijf worden verricht, zonder dat het inkomen dat rechtstreeks uit de landbouwactiviteit op het bedrijf wordt verkregen, minder dan 25 % van het totale inkomen van het bedrijfshoofd bedraagt en de aan activiteiten buiten het bedrijf bestede arbeidstijd meer dan de helft van de totale arbeidstijd van het bedrijfshoofd uitmaakt.
7. Coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschap : de coöperatieve vereniging die opgericht is overeenkomstig het Wetboek van koophandel, boek I, titel IX, sectie I, artikel 2 en die aan de volgende vereisten voldoet :
 - a) haar doel moet voornamelijk gericht zijn op landbouw, tuinbouw of veeteelt en op de verbetering en de rationalisatie van de behandeling, de verwerking of de afzet van landbouwprodukten;
 - b) de meerderheid van haar leden moet het beroep van landbouwer, tuinbouwer of veehouder uitoefenen;
 - c) de statuten moeten bepalen dat elke vennoot op de algemene vergaderingen over minstens één stem beschikt en dat het aantal stemmen waarover een vennoot beschikt, beperkt wordt tot hoogstens één vijfde van de stemmen die aan de vertegenwoordigde aandelen gekoppeld zijn;
 - d) het jaarlijkse dividend mag niet hoger zijn dan het percentage dat door de Nationale raad voor de coöperatie vastgesteld is.
8. De "coöperatieve vereniging voor het gebruik van landbouwmateriaal" ("CVGL") : coöperatieve vereniging die opgericht is overeenkomstig het Wetboek van koophandel, boek I, titel IX, sectie I, artikel 2, en waarvan het maatschappelijk doel binnen het bedrijf van haar leden, hoofdzakelijk gericht moet zijn op landbouw, tuinbouw of veeteelt en meer bepaald op het gemeenschappelijk gebruik van landbouwmateriaal dat noodzakelijk is voor de uitvoering van haar doelstellingen; ze moet bovendien voldoen aan de in punt 7 opgesomde voorwaarden b) tot d).
9. Investerings : verrichtingen die gericht zijn op de verwerving, bouw, vestiging, vergroting, vernieuwing of verbetering van duurzame goederen ten gunste van de natuurlijke of rechtspersonen die de hieronder omschreven steun genieten, zoals grond, gebouwen en verbeteringen, uitrustingen, installaties, machines, gereedschap, materiaal en vee, alsook groeiende teelten en navetten.
10. Overheidsgarantie : de garantie van het Waalse Gewest die gekoppeld kan worden aan de terugbetaling in kapitaal, interesten en accessoria voor leningen die toegekend worden aan de onder de punten 3 tot 8 van dit artikel bedoelde natuurlijke en rechtspersonen, met het oog op de onder punt 9 bedoelde verrichtingen, op voorwaarde dat ze toegekend worden door een erkende openbare of privé-kredietinstelling. De overheidsgarantie vult de door de kredietaanvrager gestelde zekerheden aan en mag niet meer dan 75% van het toegestane krediet dekken. De betaling van de rentesubsidie wordt opgeschort zodra een beroep wordt gedaan op de garantie.
11. Volwaardige arbeidskracht (VAK) : 1800 arbeidsuren die jaarlijks door een landbouwer gepresteerd worden.
12. Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw, afgekort "EOGFL" : het door de EEG ingestelde Fonds dat instaat voor de medefinanciering van de in de hoofdstukken III A, XII tot XV, van dit besluit bedoelde steunregelingen, overeenkomstig artikel 5, § 2, punt b) en artikel 11 van Verordening EEG/2052/88.
13. Landbouwvereniging : vereniging die gericht is op de bevordering van informatie en vulgarisatie ten einde in haar omgeving te zorgen voor de technische, economische en sociale vooruitgang van de landbouwbedrijven en voor het welzijn van de landelijke bevolking.
14. De probleemgebieden zijn :
 - a) de volgende agrarische gebieden, in hun geheel beschouwd : de Hoge Ardennen, de Famenne, de Venen, de Ardennen, de Jurassische regio;

- b) het gedeelte van het Luikse weidegebied dat bestaat uit :
- de gemeenten Aywaille, Ferrières, Jalhay, Lierneux, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Theux, Trois-Ponts, Vielsalm;
 - de volgende grondgebieden :
 - * het grondgebied van de gemeente Verviers dat vóór 1 januari 1977 de gemeenten Polleur en Theux toebehoorde;
 - * het grondgebied van de gemeente Esneux dat vóór 1 januari 1977 de gemeente Dolembreux toebehoorde;
 - * het grondgebied dat ten zuiden van de Vesdre en van de gemeenten Baelen, Eupen en Raeren gelegen is;
 - * voor de gemeente Comblain-au-Pont, het gedeelte van de gemeente dat tussen de Ourthe en de Amblève gelegen is en het agrarische gebied van het gewestplan dat de sectie Poulseur toebehoort;
 - * voor de gemeente Esneux, de agrarische gebieden van het gewestplan Luik op de rechteroever van de Ourthe, die de secties Esneux en Tilff toebehoren;
 - * voor de gemeente Chaudfontaine, de agrarische gebieden van het gewestplan Luik die de secties Beaufays en Chaudfontaine toebehoren;
 - * voor de gemeente Trooz, de agrarische gebieden van het ontwerp van het gewestplan Luik die de secties Trooz, Forêt, Nessonvaux en Fraipont toebehoren;
 - * voor de gemeente Olne, het agrarische gebied van het ontwerp van het gewestplan Luik ten zuiden van een lijn die van het westen naar het oosten gevormd wordt door de beek "Saint-Hadelin", vervolgens de weg naar Olne via de "six chemins", en vanaf Olne de weg naar de intersectie van de gemeenten Xhendelesse en Soiron;
 - * voor de gemeente Pepinster, de agrarische gebieden van het gewestplan Verviers die de secties Soiron, Wegnez en Pepinster toebehoren;
 - * voor de gemeente Verviers, de agrarische gebieden van het gewestplan Verviers die de secties Lambermont, Ensival, Heusy, Stembert en Petit-Rechain toebehoren;
 - * voor de gemeente Dison, de agrarische gebieden van het gewestplan Verviers die de secties Dison en Andrimont toebehoren;
 - * voor de gemeente Limbourg, de agrarische gebieden van het gewestplan Verviers die de secties Limbourg, Goé en Bilstain ten zuiden van de weg naar Villers toebehoren;
 - * voor de gemeente Baelen, de agrarische gebieden van het gewestplan Verviers bevattende het gedeelte van de secties Baelen en Membach ten zuiden van de weg Eupen-Limbourg en ten noorden daarvan, het agrarische gebied dat afgebakend is door de weg die de wijk "Au Calvaire" met Baelen (Houtem, Les Forges en Medal) verbindt.

HOOFDSTUK II. — *Beroepskwalificatie en vakbekwaamheid*

Art. 2. De landbouwer getuigt van voldoende beroepskwalificatie als hij aan één van de volgende voorwaarden voldoet :

- houder zijn van een diploma of een door een Staatsjury gehomologeerd of uitgereikt getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, of van het kwalificatiegetuigschrift van het 6de jaar van het secundair onderwijs bij een landbouw-, tuinbouw- of aanverwante afdeling;
- houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs, van het korte of lange type bij een landbouw-, tuinbouw- of aanverwante afdeling;
- houder zijn van een diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, afdeling land- en tuinbouw;
- houder zijn van een diploma van landbouwkundig ingenieur of van ingenieur voor de scheikunde en de landbouwindustrieën; van ingenieur voor de scheikunde en de bionijverheden of van doctor in de diergeneeskunde;
- houder zijn van een titel die gelijkstaat met één van de bovenvermelde diploma's of getuigschriften;
- getuigen van minstens twee jaar praktijkervaring met :
 - ofwel een diploma of een door de Staatsjury gehomologeerd of uitgereikt getuigschrift van het hoger secundair onderwijs;
 - ofwel een diploma van het hoger onderwijs van het korte of lange type of andere diploma's van het universitair onderwijs dan de bovenvermelde, alsook diploma's en bekwaamheidsgetuigschriften die uitgereikt worden na minstens 4 jaar secundair onderwijs bij een landbouw-, tuinbouw- of aanverwante afdeling;
 - ofwel een titel die gelijkstaat met één van deze getuigschriften;
- getuigen van minstens 3 jaar praktijkervaring, en houder zijn van een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding;
- getuigen van minstens 5 jaar praktijkervaring.

Art. 3. De minimale beroepsbekwaamheid voor eerste vestiging is bewezen als de landbouwer aan één van de volgende voorwaarden voldoet :

- houder zijn van een diploma of een door de Staatsjury gehomologeerd of uitgereikt getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, alsook het bekwaamheidsgetuigschrift van het 6de jaar van het secundair onderwijs bij een landbouw-, tuinbouw- of aanverwante afdeling, het diploma van het hoger landbouwonderwijs van het korte of lange type, het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, afdeling land- en tuinbouw, en het diploma van landbouwkundig ingenieur of van ingenieur voor de scheikunde en de landbouwindustrieën of van ingenieur voor de scheikunde en de bionijverheden of van doctor in de diergeneeskunde, of een titel die gelijkstaat met één van deze diploma's of getuigschriften;
- getuigen van minstens 2 jaar praktijkervaring en houder zijn van een ander diploma van het hoger onderwijs van het korte of lange type of een ander diploma van het universitair onderwijs dan de bovenvermelde diploma's, of van een titel die gelijkstaat met één van deze diploma's of getuigschriften;
- getuigen van minstens 2 jaar praktijkervaring, en houder zijn :
 - ofwel van een ander diploma of een ander door een Staatsjury gehomologeerd of uitgereikt getuigschrift van het hoger secundair onderwijs dan de bovenvermelde diploma's of getuigschriften;
 - ofwel van een bekwaamheidsgetuigschrift dat uitgereikt wordt na minstens 4 jaar secundair onderwijs bij een landbouw-, tuinbouw- of aanverwante afdeling;

- ofwel een titel die gelijkstaat met één van de bovenvermelde diploma's of getuigschriften;
en een postschoolse landbouwopleiding van het type B hebben gevolgd of in het bezit zijn van het door de Duitstalige Gemeenschap uitgereikte opleidingsgetuigschrift voor landbouwers;
- getuigen van minstens 3 jaar praktijkervaring en houder zijn van één van de volgende getuigschriften :
 - getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B;
 - getuigschrift na minstens 150 uur beroepsopleiding;
 - het door de Duitse Gemeenschap uitgereikte getuigschrift voor landbouwersopleiding.

Art. 4. Om in aanmerking te komen voor één van de steunregelingen die bedoeld worden in de hoofdstukken III tot VIII van dit besluit, moet de landbouwer een bedrijfseconomische boekhouding voeren onder toezicht van een erkende natuurlijke of rechtspersoon.

Deze boekhouding omvat :

- de opstelling van een jaarlijkse begin- en eindinventaris;
- de systematische en regelmatige registratie van de verschillende goederen- en geldstromen betreffende het bedrijf in de loop van het boekjaar.

Ze leidt tot de jaarlijkse opstelling van :

- een beschrijving van de algemene bedrijfskenmerken, met name van de gebruikte produktiefactoren;
- een gedetailleerde balans (activa en passiva) en een gedetailleerde exploitatierekening (kosten en opbrengsten);
- de nodige gegevens ter beoordeling van de doeltreffendheid van de bedrijfsvoering in haar geheel, alsmede ter beoordeling van de rentabiliteit van de belangrijkste bedrijfsonderdelen.

HOOFDSTUK III. — *Steun voor investeringen in landbouwbedrijven*

Sectie 1. — Steunregelingen met de medefinanciering van het EOGFL

Art. 5. Dit soort steun kan verleend worden aan de landbouwer die van voldoende vakbekwaamheid getuigt, zoals bedoeld in artikel 2, en wiens arbeidsinkomen per VAK vóór de investering niet hoger is dan 120 % van het in artikel 9 bedoelde referentie-inkomen.

De landbouwer dient een plan in voor de verbetering van zijn bedrijf. In dit plan moet worden aangetoond dat de investeringen in het licht van de toestand en opzet van het bedrijf gerechtvaardigd zijn en dat de uitvoering van dit plan tot een duurzame verbetering van deze toestand zal leiden.

Wanneer het arbeidsinkomen per VAK dat aan de basis van het plan ligt, echter lager is dan 85 % van het referentie-inkomen, kan de landbouwer een verbeteringsplan indienen dat voorziet in een verhoging van ten minste 10 % van zijn inkomen, op voorwaarde dat daardoor 75 % van het referentie-inkomen voor minstens één VAK wordt bereikt.

De landbouwer wiens inkomen per VAK lager is dan het referentie-inkomen, kan eveneens een plan tot handhaving van zijn inkomensniveau indienen, voor zover de toestand van het bedrijf de geplande investeringen rechtvaardigt en de uitvoering van het plan nodig is voor de handhaving van het arbeidsinkomen per VAK.

Over een periode van 6 jaar kan, binnen de perken van de in artikel 10 bedoelde leningen, voor ten hoogste 3 verbeteringsplannen steun worden verleend.

Art. 6. De landbouwers van wie de aanvragen aanvaard worden en de verbeteringsplannen goedgekeurd, komen in aanmerking voor de volgende steunregelingen :

1. de rentesubsidie voor investeringen die nodig zijn voor de uitvoering van de verbeteringsplannen, met uitzondering evenwel van de uitgaven voor de aankoop van grond of van levende varkens, levend pluimvee alsmede slachtkalveren; wat de aankoop van levend vee betreft, kan alleen de eerste aanschaf uit hoofde van het verbeteringsplan in aanmerking komen;

2. de overheidsgarantie.

Deze steun mag niet hoger zijn dan 35 % van de subsidiabele investering voor onroerend goed en 20 % voor de overige investeringen.

Art. 7. De in artikel 6 bedoelde steun kan betrekking hebben op investeringen die gericht zijn op :

a) de verbetering van de kwaliteit en omschakeling van de produktie op basis van de eisen van de markt, in voorkomend geval met het oog op de aanpassing aan de communautaire kwaliteitsnormen;

b) de diversificatie van de bedrijfsactiviteiten, met name door toeristische, pedagogische en ambachtelijke activiteiten, en de produktie en de verkoop op het bedrijf van eigen produkten;

c) de aanpassing van het bedrijf om de produktiekosten te drukken en energie te besparen;

d) de verbetering van de levens- en arbeidsomstandigheden;

e) de verbetering van de hygiëne in de veehouderijen, de naleving van de communautaire normen inzake het welzijn van de dieren of, bij gebreke daarvan, van de federale normen in afwachting van de communautaire normen;

f) de bescherming en verbetering van het milieu.

Art. 8. § 1. Melksector

De in artikel 6 bedoelde steun mag niet worden verleend voor investeringen in de sector van de melkproductie die leiden tot overschrijding van de referentiehoeveelheid die overeenkomstig de voor de sector melk en zuivelproducten geldende extraheffingsregeling is vastgesteld, behalve wanneer vooraf een extra referentiehoeveelheid is toegestaan op grond van artikel 4, lid 1, onder c), van Verordening (EEG) nr. 857/84 van de Raad van 31 maart 1984 houdende algemene bepalingen voor de toepassing van de in artikel 5 quater van Verordening (EEG) nr. 804/68 bedoelde heffing in de sector melk en zuivelproducten, laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 1630/91, of via overdracht is verkregen overeenkomstig artikel 7, lid 1, van dezelfde verordening.

In dit geval wordt de steun slechts toegekend indien de investering niet tot gevolg heeft dat het aantal melkkoeien tot meer dan 50 per VAK en tot meer dan 80 per bedrijf stijgt of, indien het bedrijf over meer dan 1,6 VAK beschikt, niet tot gevolg heeft dat het aantal melkkoeien met meer dan 15 % stijgt.

§ 2. Varkenssector

Er mag geen steun worden toegekend voor de in artikel 1, 9, van dit besluit bedoelde investeringen die een stijging van het aantal varkensplaatsen tot gevolg hebben. Voor de berekening van het aantal plaatsen komt een fokzeug overeen met 6,5 mestvarkens.

Wanneer een verbeteringsplan in investeringen in de varkenshouderij voorziet, wordt de in het vorige lid bedoelde steun voor deze investering slechts toegekend indien na uitvoering van het plan ten minste het equivalent van 35% van het door de varkens verbruikte voeder op het bedrijf kan worden geproduceerd.

§ 3. Rundvleessector

De in artikel 6 bedoelde steun voor investeringen in de rundvleessector, met uitzondering van maatregelen ter bescherming van het milieu, de verbetering van de hygiëne in de veehouderijen en het welzijn van de dieren als er geen capaciteitsverhoging is, wordt slechts toegekend aan veehouderijen met, in het laatste jaar van het plan, niet meer dan 3, 2,5 en 2 grootvee-eenheden (GVE) per hectare voor de voeding van die runderen bestemde totale oppervlakte voedergewassen in het kader van de plannen die in 1994, 1995 en 1996 of later eindigen. De beperkingen tot 2 en 2,5 GVE per hectare zijn alleen van toepassing op de vanaf 1 januari 1994 ingediende aanvragen. Elke stier, koe, of ander rund van meer dan 2 jaar is gelijk aan 1 GVE en elk rund van 6 maanden tot 2 jaar aan 0,6 GVE.

§ 4. Sector eieren en pluimvee

De sector eieren en pluimvee komt niet in aanmerking voor de in artikel 6 bedoelde steun, met uitzondering van de steun voor de bescherming van het milieu, de verbetering van de hygiëne van de teelt en het welzijn van de dieren als er geen capaciteitsverhoging is.

Art. 9. Het referentie-inkomen mag niet hoger zijn dan het gemiddelde brutoloon van de niet agrarische werknemers. Het in aanmerking te nemen referentie-inkomen wordt jaarlijks door de Minister vastgesteld.

Art. 10. De rentesubsidie heeft betrekking op het geheel van de gerechtvaardigde leningen, behalve op het gedeelte boven 90.000 Ecu per VAK en 180.000 Ecu per bedrijf. De rentesubsidie bedraagt 5 %; de rente die ten laste blijft van de begunstigde mag in geen geval lager zijn dan 3 %; te dien einde worden de rentesubsidies zo nodig verminderd.

De looptijd van de rentesubsidie en van de garantie wordt hierbij vermeld. De Minister stelt de gevallen en de mate vast waarin de steun geheel of gedeeltelijk kan worden toegekend in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening op voorwaarde dat die steun niet hoger is dan de maximumbijdrage die toegestaan is bij Verordening (EEG) 2328/91, zoals gewijzigd en gecodificeerd bij Verordening (EEG) 950/97.

Art. 11. De landbouwer die in aanmerking wenst te komen voor communautaire steun moet een leningaanvraag bij een erkende kredietinstelling indienen.

Het Bestuur zorgt, samen met de landbouwer, voor :

- een beschrijving van de begintoestand van het bedrijf en van zijn toestand bij de voltooiing van het verbeteringsplan, opgesteld op basis van een begroting;
- een lijst van de maatregelen, met name van de investeringen, die uitgevoerd moeten worden om de beoogde resultaten te behalen.

Art. 12. Wanneer het verbeteringsplan betrekking heeft op een samenwerkingsverband, en wanneer minstens 2/3 van de bij het betrokken samenwerkingsverband aangesloten bedrijfshoofden voldoen aan de bepalingen van de artikelen 1 (3. tot 6.) en 2 van dit besluit, kunnen de in artikel 10 bedoelde maxima verhoogd worden.

De samenwerkingsverbanden moeten een door alle betrokken partijen gesloten samenwerkingscontract overleggen. De partijen zijn hoofdelijk verbonden. Dit contract bepaalt ook de wijzen van samenwerking, alsook de betrokken speculaties; de aangesloten bedrijven moeten financieel en technisch betrokken zijn bij de speculaties die het voorwerp zijn van het samenwerkingsverband; de duur van het samenwerkingsverband moet ten minste gelijk zijn aan de duur van de subsidie en mag niet korter zijn dan 6 jaar.

Het maximum aantal vee-eenheden of de in de artikelen 8 en 10 bedoelde bedragen kunnen vermenigvuldigd worden met het aantal bedrijven van het samenwerkingsverband. Het maximum aantal koeien mag echter niet hoger zijn dan 200; de rentesubsidie mag niet slaan op het gedeelte van het bedrag dat vier maal hoger is dan de in artikel 10 bedoelde bedragen, met inbegrip van de bedragen waarmee rekening wordt gehouden voor de steun aan de bedrijven van het samenwerkingsverband.

Art. 13. Als de landbouwer geen beroep doet op de erkende kredietinstellingen en de in artikel 7 vermelde verrichtingen met eigen kapitaal financiert, met inachtneming van de sectoriële bepalingen van artikel 8 en binnen de grenzen van de in artikel 10 vastgestelde bedragen, wordt de steun verleend in de vorm van een kapitaalpremie; deze premie is gelijkwaardig aan de totale steun in rentesubsidie, die berekend wordt op de in artikel 10 bedoelde wijze; de premie wordt ten belope van de door bewijsstukken gerechtvaardigde bedragen uitbetaald, het eerste jaar tegen 50 % en de volgende twee jaar tegen 25 %.

Het Bestuur en de landbouwer :

- maken een beschrijving van de begintoestand van het bedrijf en van zijn toestand bij de voltooiing van het verbeteringsplan, opgesteld op basis van een begroting;

- maken een lijst op van de maatregelen, met name van de investeringen, die uitgevoerd moeten worden om de beoogde resultaten te bereiken;
- gaan na of de aanwending van eigen kapitaal het financiële evenwicht van het landbouwbedrijf niet in gevaar brengt.

Sectie 2. — Gewestelijke steun die de door het EOGFL medegefinancierde steun aanvult

Art. 14. De landbouwer die communautaire steun geniet, kan bijkomende gewestelijke steun voor investeringen verkrijgen, met uitzondering van de in de artikelen 12 en 13 bedoelde landbouwers.

Die steun wordt alleen verleend voor het lening gedeelte dat 90.000 Ecu per VAK en 180.000 Ecu per bedrijf te boven gaat. Daarbij mag het gesubsidieerde totaalbedrag niet hoger zijn dan 360.000 Ecu per VAK en 720.000 Ecu per bedrijf, rekening houdend met de overeenkomstig de artikelen 5 tot 11 gesubsidieerde bedragen.

Die steun wordt slechts verleend wanneer de betrokken investering bestemd is voor de oprichting van bedrijfsgebouwen, de verplaatsing ten algemene nutte van bedrijfsgebouwen, na een wettelijke of een door milieuvorschriften gerechtvaardigde opzegging, voor grondverbeteringswerkzaamheden of voor de bescherming en verbetering van het milieu. Die steun omvat de in artikel 6 bedoelde maatregelen en wordt verleend onder de in de artikelen 5 tot 11 gestelde voorwaarden.

De rentesubsidie bedraagt maximum 5% en de rente die ten laste van de begunstigde blijft, mag in geen geval lager zijn dan 3%; de rentesubsidie wordt zo nodig verminderd.

De looptijd van de rentesubsidie en de garantie wordt hierbij vermeld.

HOOFDSTUK IV. — Vestigingssteun aan de landbouwers

Sectie 1. — Steunregelingen met de medefinanciering van het EOGFL

Art. 15. De landbouwers die het bewijs kunnen leveren van voldoende vakbekwaamheid voor eerste vestiging, zoals bepaald in artikel 3, en die de in hoofdstuk III, sectie 1, bedoelde steun voor investeringen genieten, komen in aanmerking voor een premie die gelijk is aan één vierde van het steunvolume bedoeld in artikel 6, eerste lid, als ze bij de indiening van hun dossier de leeftijd van 40 jaar niet hebben bereikt.

De natuurlijke personen moeten sedert hoogstens vijf jaar bekend staan als "zelfstandige" bij het Bestuur der directe belastingen van het Ministerie van Financiën.

Wat de rechtspersonen betreft, moeten één of meer zaakvoerders of bestuurders, op het ogenblik van de indiening van de aanvraag, ten hoogste vijf jaar bekend staan als "zelfstandige" bij het Bestuur der directe belastingen van het Ministerie van Financiën; de premie wordt berekend naar verhouding van het aandeel in het maatschappelijk kapitaal van de zaakvoerders en bestuurders die aan deze voorwaarde voldoen.

Art. 16. De in artikel 17 bedoelde steun is bestemd voor de vestiging van de landbouwer die zich als bedrijfshoofd op een landbouwbedrijf vestigt of, na zijn vestiging als deeltijds landbouwer, de landbouw als hoofdberoep begint te beoefenen.

Er wordt van uitgegaan dat een natuurlijke persoon zich als bedrijfshoofd vestigt als het sociale statuut voor zelfstandige bedrijfshoofden op hem van toepassing is.

Een rechtspersoon moet binnen een termijn van hoogstens 2 jaar na zijn vestiging het bewijs leveren van voldoende vakbekwaamheid voor eerste vestiging, zoals bepaald in artikel 3. Bij de indiening van het dossier mag hij de leeftijd van 40 jaar niet bereikt hebben.

Voor rechtspersonen moet deze voorwaarde uit hoofde van een bestuurder of een zaakvoerder vervuld worden. De rechtspersoon moet het bewijs leveren dat zijn bestuurders of zaakvoerders bij zijn oprichting voldoende vakbekwaamheid voor eerste vestiging bezaten. Bij de indiening van het dossier mogen de bestuurders of zaakvoerders de leeftijd van 40 jaar niet bereikt hebben.

De steun wordt alleen toegekend aan landbouwers van wie het bedrijf maximum 2 jaar na de vestiging werk biedt aan ten minste één VAK.

Art. 17. De bedoelde steun omvat :

1. de rentesubsidie voor investeringen die noodzakelijk zijn voor de vestiging; de subsidie bedraagt hoogstens 5%; de rente die ten laste komt van de begunstigde, mag in geen geval minder dan 3% bedragen; te dien einde wordt de rentesubsidie zo nodig verminderd;

2. de overheidsgarantie.

De gekapitaliseerde waarde van de steun mag niet hoger zijn dan 30.000 Ecu.

Als vestigingsinvesteringen worden beschouwd :

- de overname of de aankoop van levend vee en materiaal;
- de overname van voorraden tot maximum 500.000 BEF per bedrijf;
- de vergoeding van navetten tot maximum 10.000 BEF/ha;
- de vergoeding van voorschotten op bestaande teelten tot maximum 30.000 BEF/ha.

De looptijd van de rentesubsidie en de garantie wordt hierbij vermeld.

Sectie 2. — Gewestelijke steun die de door het EOGFL medegefinancierde steun aanvult

Art. 18. De landbouwer die de in artikel 17 bedoelde communautaire steun geniet, kan in aanmerking komen voor aanvullende gewestelijke steun, met name :

1. een kapitaalpremie van 240.000 BEF;

2. de rentesubsidie op het subsidiabele gedeelte van de lening dat het vastgestelde bedrag overschrijdt en hoogstens 12.500.000 BEF bedraagt; de subsidie bedraagt maximum 5 % en de rente die ten laste komt van de begunstigde, mag in geen geval minder dan 3 % bedragen; te dien einde wordt de rentesubsidie zo nodig verminderd;

3. de overheidsgarantie.

De Minister stelt de gevallen en de mate vast waarin de steun geheel of gedeeltelijk toegekend kan worden in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening. Die aanvullende gewestelijke steun mag niet meer bedragen dan 35 % van de gesubsidieerde investering. De looptijd van de rentesubsidie en de garantie wordt in bijlage vermeld.

Art. 19. De landbouwer die de in de artikelen 17 en 18 bedoelde steun niet geniet, alleen omdat hij bij de indiening van zijn aanvraag ouder is dan 40 jaar, komt in aanmerking voor :

1. de rentesubsidie : ze mag niet hoger zijn dan 5 % van het leningbedrag dat de aan de vestiging gebonden lasten moet dekken, d.i. maximum 6.500.000 BEF. Zij bedraagt maximum 3 % van het leningbedrag dat tussen 6.500.000 BEF en 12.500.000 BEF ligt, ongeacht of de vestiging in één of meer fasen gepland is. De rente die ten laste komt van de begunstigde, mag in geen geval lager zijn dan 3 %; te dien einde wordt de rentesubsidie zo nodig verminderd;

2. de overheidsgarantie.

De gewestelijke steun mag niet meer bedragen dan 35 % van de gesubsidieerde investering. De vestigingsinvesteringen die in aanmerking worden genomen, zijn degene bedoeld in artikel 17, laatste lid. De Minister stelt de gevallen en de mate vast waarin de steun geheel of gedeeltelijk toegekend kan worden in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening. De looptijd van de rentesubsidie en de garantie wordt hierbij vermeld.

Art. 20. De landbouwer die de in de artikelen 17, 18 of 19 bedoelde steun wenst te genieten, moet een leningaanvraag bij een erkende kredietinstelling indienen.

Het Bestuur maakt het budget samen met de landbouwer op. Daaruit moet blijken dat het bedrijf na de geplande verrichting rendabel zal zijn, m.a.w. dat het geregionaliseerde drempelinkomen van het vestigingsjaar bereikt zal zijn. Deze drempel wordt jaarlijks per landbouwstreek door de Minister vastgesteld en mag niet hoger zijn dan het referentie-inkomen.

HOOFDSTUK V. — *Gewestelijke steun voor de aankoop, de renovatie en het herstel van bestaande bedrijfsgebouwen*

Art. 21. De hoofdberoepslandbouwer die het bewijs levert van voldoende vakbekwaamheid, zoals bedoeld in artikel 2, komt in aanmerking voor de volgende gewestelijke steun :

1. de rentesubsidie : ze bedraagt hoogstens 5 %; de rente die ten laste blijft van de begunstigde mag in geen geval lager zijn dan 3 % per jaar; de rentesubsidie voor de aankoop van bestaande bedrijfsgebouwen op het bedrijf zelf mag niet meer bedragen dan 90.000 ecu/VAK en 180.000 Ecu/bedrijf voor een periode van zes jaar.

Die steun kan ook bestemd zijn voor renovatie- en herstelwerkzaamheden die noodzakelijk zijn voor de voortzetting van de beroepsactiviteiten. Onder renovatie wordt verstaan de aanpassing van de bestaande gebouwen aan de huidige normen van technisch beheer, met inachtneming van de urbanistische voorschriften. Onder herstel wordt verstaan de vernieuwing, zonder structurele wijziging, van de bestaande gebouwen met het oog op hun rehabilitatie na aangerichte schade;

2. de overheidsgarantie.

Die steun mag niet gecumuleerd worden met andere premies, subsidies of vergoedingen. De waarde van die steun mag niet hoger zijn dan 25 % van de subsidiabele investering in onroerend goed. De looptijd van de rentesubsidie en de garantie wordt hierbij vermeld. De Minister stelt de gevallen en de mate vast waarin de steun geheel of gedeeltelijk toegekend mag worden in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening.

Art. 22. De landbouwer die de in dit hoofdstuk bedoelde steun wenst te genieten, moet een leningaanvraag bij een erkende kredietinstelling indienen.

Het Bestuur gaat met de landbouwer over tot een beschrijving van de toestand van het bedrijf na uitvoering van de geplande investeringen; die moeten economisch verantwoord zijn en mogen niet leiden tot een verhoging van de bedrijfsproductie.

HOOFDSTUK VI

Gewestelijke steun voor investeringen betreffende het welzijn van de dieren en de strijd tegen besmettelijke ziekten

Sectie 1. — Welzijn van de dieren

Art. 23. De investeringen voor het welzijn van de dieren zijn gericht op hun onderbrengen, alsook op de ventilatie of isolatie van de gebouwen die voor hen bestemd zijn.

Art. 24. De landbouwer die het bewijs levert van voldoende vakbekwaamheid, zoals bedoeld in artikel 2, komt in aanmerking voor gewestelijke steun, met name :

1. een rentesubsidie : ze bedraagt hoogstens 5 %; de rente die ten laste blijft van de begunstigde mag in geen geval lager zijn dan 3 % per jaar; de subsidie mag hoogstens 60.000 Ecu per bedrijf bedragen voor verrichtingen waarbij rekening wordt gehouden met de communautaire normen inzake het welzijn van de dieren of, bij gebreke daarvan, met de federale normen in afwachting van de communautaire normen;

2. de overheidsgarantie.

De looptijd van de rentesubsidie en de garantie wordt hierbij vermeld.

De waarde van die steun mag hoogstens 35 % van de subsidiabele investering in onroerend goed bedragen en 20 % van de investering in roerend goed.

Sectie 2. — Strijd tegen besmettelijke veeziekten

Art. 25. De landbouwer die het bewijs levert van voldoende vakbekwaamheid, zoals bedoeld in artikel 2, kan de in artikel 26 bedoelde steun in één van de onderstaande gevallen genieten, voor zover die steun bestemd is voor de aankoop van vee met het oog op een herbevolking :

- 1° na de stamping out van de veestapel in het kader van de strijd tegen de runderbrucellose;
- 2° of na uitzuivering van minstens 30 % van de veestapel wegens rundertuberculose;
- 3° of na uitroeiing van het mond- en klauwzeer, de enzoötische runderleucose, de bovine spongiforme encefalopathie, het mond- en klauwzeer van het varken, de varkenspest, de ziekte van Aujeszky en de vogelpest.

Art. 26. Die steun bestaat uit :

1) de rentesubsidie; ze bedraagt hoogstens 5 %; de rente die ten laste blijft van de begunstigde mag niet lager zijn dan 3 % bij het eerste ziektegeval in het bedrijf van de aanvrager; de rente die ten laste blijft van de begunstigde bedraagt 5 % in de andere gevallen; het maximumbedrag van de lening waarop de steun betrekking heeft, wordt vastgesteld op 30 % van de totale kost van de herbevolking en mag niet hoger zijn dan 90.000 Ecu per VAK en 180.000 Ecu per bedrijf;

2) de overheidsgarantie

De looptijd van de rentesubsidie en de garantie wordt in hierbij vermeld.

Art. 27. De landbouwer die de in dit hoofdstuk bedoelde steun wenst te genieten, moet een leningaanvraag bij een door de Minister erkende kredietinstelling indienen.

Voor de in sectie 1 bedoelde steun gaat het Bestuur met de landbouwer over tot een beschrijving van de toestand van het bedrijf na uitvoering van de geplande investeringen; die moeten economisch verantwoord zijn en mogen niet leiden tot een verhoging van de bedrijfsproductie.

Voor de in sectie 2 bedoelde steun moeten de volgende stukken bij de aanvraag gevoegd worden :

- een afschrift van het slachtbevel;
- een door de bevoegde diergeneeskundige inspecteur van het Ministerie van Middenstand en Landbouw opgemaakt attest waarin naast de identiteit en het volledige adres de volgende gegevens voorkomen :
 - * het aantal dieren vóór het slachten, het aantal geslachte dieren, alsook de slachtdatum;
 - * de rafactiecoëfficiënt die toegepast wordt op de door de Minister van Middenstand en Landbouw toegekende vergoedingen;
 - * zijn advies betreffende de reglementaire aspecten van een eventuele herbevolking van de veestapel.

De Minister stelt de gevallen en de mate vast waarin de steun geheel of gedeeltelijk toegekend mag worden in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening. De waarde van die subsidie mag niet hoger zijn dan 20 % van de subsidiabele investering. De looptijd van de rentesubsidie en de garantie wordt hierbij vermeld.

HOOFDSTUK VII. — *Gewestelijke steun voor investeringen betreffende de bescherming en de verbetering van het milieu*

Art. 28. De landbouwer die het bewijs levert van voldoende vakbekwaamheid, kan specifieke steun genieten voor investeringen die gericht zijn op de bescherming en de verbetering van het milieu, met name voor :

- de installatie van een verwerkingsapparatuur of van opslagtanks voor mest of gier en voor de aanleg van mestbewaarpplaatsen, met inbegrip van het pompen en mengen van mest en de bescherming van die tanks;
- de installatie van een silagesapafvoersysteem;
- de installatie van een systeem voor afvalwaterafvoer of-zuivering;
- het oprichten van sleussilo's in hard materiaal op voorwaarde dat ze grondkuilen vervangen en overeenkomstig de geldende milieunormen gebouwd worden;
- de installatie van systemen voor de filtrering van de ventilatielucht in de dierengebouwen, alsook hun ventilatiesystemen met gemengde lucht;
- de aankoop van niet-chemische onkruidbestrijdingstoestellen of eender welk toestel dat bijdraagt tot milieubescherming;
- de aankoop van reinigingsmiddelen voor pesticideverstuivers en -verpakkingen, investeringen voor efficiëntere verstuivingen alsook de aankoop van verstuivers met bovenbedoelde middelen;
- investeringen voor waarnemings- en waarschuwingssystemen in het kader van de geïntegreerde bestrijding.

Art. 29. De steun voor bovenbedoelde investeringen bestaat uit :

1. de rentesubsidie : ze bedraagt hoogstens 5%; de rente die ten laste blijft van de begunstigde mag in geen geval lager zijn dan 3 % per jaar; de rentesubsidie mag niet meer bedragen dan 90.000 ecu/VAK en 180.000 Ecu/bedrijf per periode van zes opeenvolgende jaren;

2. de overheidsgarantie.

De looptijd van de rentesubsidie en de garantie wordt hierbij vermeld.

De Minister stelt de gevallen en de mate vast waarin de steun geheel of gedeeltelijk toegekend mag worden in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening.

De waarde van die subsidie mag niet hoger zijn dan 35 % van de subsidiabele investering in onroerend goed en dan 20 % van de investering in roerend goed.

Art. 30. De landbouwer die de in dit hoofdstuk bedoelde steun wenst te genieten, moet een leningaanvraag bij een erkende kredietinstelling indienen.

De geplande investering moet economisch verantwoord zijn en mag niet leiden tot een verhoging van de bedrijfsproductie.

Het Bestuur gaat met de landbouwer over tot een beschrijving van de toestand van het bedrijf na uitvoering van de geplande investeringen.

Art. 31. De landbouwer die geen beroep doet op erkende kredietinstellingen en de in artikel 28 vermelde verrichtingen tot minstens 100.000 BEF met eigen kapitaal financiert, komt in aanmerking voor steun in de vorm van een kapitaalpremie. Deze premie, die hoogstens 300.000 BEF mag bedragen, wordt vastgesteld op 20 % van de verantwoorde investering, BTW niet inbegrepen, voor roerende goederen en op 35 % voor onroerende goederen. Ze moet uiterlijk binnen 2 jaar na het begin van de werkzaamheden aangevraagd worden.

HOOFDSTUK VIII. — *Gewestelijke steun voor investeringen betreffende de hygiëne van levensmiddelen - HACCP-normen*

Art. 32. De landbouwer die het bewijs levert van voldoende vakbekwaamheid, zoals bedoeld in artikel 2, kan specifieke steun genieten voor investeringen ter verbetering van de hygiëne van levensmiddelen.

Het gaat om investeringen die noodzakelijk zijn om het landbouwbedrijf in overeenstemming te brengen met de communautaire normen i.v.m. de ambachtelijke productie op het bedrijf zelf, met name in het kader van de toepassing van Verordening 43/93 EEG.

Art. 33. De steun voor voormelde investeringen bestaat uit :

1. de rentesubsidie : ze bedraagt hoogstens 5 %; de rente die ten laste blijft van de begunstigde mag in geen geval lager zijn dan 3 % per jaar; die rentesubsidie mag niet meer bedragen dan 50.000 ecu/VAK en 100.000 Ecu/bedrijf per periode van zes opeenvolgende jaren;

2. de overheidsgarantie.

De waarde van die subsidie mag niet hoger zijn dan 26,25 % van de subsidiabele investering voor onroerende goederen en dan 15 % van de investering voor roerende goederen.

De looptijd van de rentesubsidie en de garantie wordt hierbij vermeld.

Art. 34. De landbouwer die de in dit hoofdstuk bedoelde steun wenst te genieten, moet een leningaanvraag bij een erkende kredietinstelling indienen.

De geplande investering moet economisch verantwoord zijn en mag niet leiden tot een verhoging van de bedrijfsproductie.

Het Bestuur gaat met de landbouwer over tot een beschrijving van de toestand van het bedrijf na uitvoering van de geplande investeringen.

Art. 35. De landbouwer die geen beroep doet op de erkende kredietinstellingen en de in artikel 32 bedoelde verrichtingen tot minstens 100.000 BEF met eigen kapitaal financiert, kan steun in de vorm van een kapitaalpremie genieten. Deze premie, die hoogstens 200.000 BEF mag bedragen, wordt vastgesteld op 15 % van de verantwoorde investering, BTW niet inbegrepen, voor roerende goederen en op 25 % voor onroerende goederen. Ze moet uiterlijk binnen 2 jaar na het begin van de werkzaamheden aangevraagd worden.

HOOFDSTUK IX. — *Gewestelijke maatregelen ten gunste van bedrijven met financiële problemen*

Art. 36. De landbouwer die kan bewijzen dat zijn financiële problemen aan overmacht te wijten zijn, kan gewestelijke steun genieten, met name :

1° een verlenging van de rentesubsidie en van de garantie voor één of meer leningen waarvoor de steun reeds wordt verleend, of een invorderbare of niet terugvorderbare kapitaalpremie;

2° een rentesubsidie en de garantie op een overbruggingskrediet.

De Minister, in overeenstemming met de Minister van Begroting, bepaalt de toepassingsvoorwaarden voor die steun, de looptijd van de rentesubsidie en de garantie, alsook de in aanmerking te nemen minimum- en maximumbedragen van de investeringen. Hij stelt de gevallen en de mate vast waarin de steun geheel of gedeeltelijk in de vorm van uitgestelde aflossingen kan worden toegekend.

HOOFDSTUK X. — *Gewestelijke steun aan de CVGL's (coöperatieve verenigingen voor gebruik van landbouwwerktuigen)*

Art. 37. De CVGL's kunnen specifieke steun genieten voor investeringen :

- in materiaal, hetzij i.v.m. bijzondere speculaties, hetzij noodzakelijk voor het vervoer, de tractie, de behandeling of de opslag;

- in onroerende goederen, op voorwaarde dat het gaat om opslagplaatsen voor het materiaal van de CVGL die opgericht zijn op haar grond of op een grond waarvan ze het genot heeft voor een duur die minstens gelijk is aan die van de overheidsgarantie.

De sectoriële beperkingen die bevat zijn in Verordening (EEG) 2328/91, zoals gewijzigd en gecodificeerd bij Verordening (EEG) 950/97, zijn van toepassing. Het collectieve gebruik moet elk ogenblik bewezen kunnen worden. De in aanmerking genomen investeringen moeten, evenals de desbetreffende kredietaanvraag, betrekking hebben op minstens 250.000 BEF per landbouwer, hoogstens 180.000 Ecu per landbouwer die lid is van de CVGL en hoogstens 720.000 Ecu per CVGL en per periode van zes opeenvolgende jaren.

Art. 38. Die steun bestaat uit :

1. de rentesubsidie : ze bedraagt hoogstens 5 %; de rente die ten laste blijft van de begunstigde mag niet lager zijn dan 3 %; te dien einde wordt de subsidie zo nodig verminderd;

2. de overheidsgarantie.

De looptijd van de rentesubsidie en de garantie wordt in hierbij vermeld.

De waarde van die steun mag niet hoger zijn dan 26,25 % van de investering voor onroerende goederen en dan 15 % voor de andere investeringen.

Art. 39. De CVGL die de bedoelde steun wenst te genieten, moet een leningaanvraag bij een erkende kredietinstelling indienen. Het Bestuur zal de nodige inlichtingen bij deze maatschappij inwinnen en een dossier opmaken waarbij de rendabiliteit van de investering wordt aangetoond.

HOOFDSTUK XI. — *Steun aan de coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschappen*

Art. 40. De coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschappen kunnen specifieke steun genieten voor investeringen die gericht zijn op de verwezenlijking van hun maatschappelijke doel. Die steun heeft zowel betrekking op roerende als op onroerende goederen. Het collectieve gebruik moet elk ogenblik bewezen kunnen worden.

De verantwoorde investering en de desbetreffende kredietaanvraag moeten, voor een periode van 6 opeenvolgende jaren, betrekking hebben op een minimumbedrag van 250.000 BF en een maximumbedrag van 360.000 Ecu per landbouwer die lid is van de coöperatieve vennootschap.

De in aanmerking genomen investeringen moeten voldoen aan minstens één van de volgende criteria :

a) bijdragen tot de oriëntatie van de produktie volgens de voorspelbare evolutie van de markten of nieuwe afzetmogelijkheden voor de landbouwproduktie bevorderen, door een vlottere voortbrenging en afzet van nieuwe produkten of kwaliteitsprodukten, met inbegrip van de biologische landbouwprodukten;

b) de tussenkomstmechanismen van de gemeenschappelijke marktorganisaties helpen ontlasten door in te spelen op een behoefte aan betere structuren op lange termijn;

c) bestemd zijn voor regio's die zich bijzonder moeilijk aanpassen aan de economische gevolgen van de marktevolutie, of aan die regio's ten goede komen;

d) bijdragen tot de verbetering of de rationalisatie van de afzetkanalen of van het verwerkingsproces van de landbouwprodukten;

e) bijdragen tot de verbetering van de kwaliteit, de presentatie en de verpakking van de produkten of tot een beter gebruik van de bijprodukten, met name door afvalrecyclage;

f) bijdragen tot de aanpassing van de sectoren die het hoofd moeten bieden aan nieuwe situaties ten gevolge van de hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

g) de aanwending van nieuwe technologieën voor milieubescherming bevorderen;

h) bijdragen tot de verbetering van de kwaliteit en de sanitaire voorwaarden, en tot een betere controle erop.

Bovendien moeten ze voldoen aan de keuzecriteria die vastgesteld zijn in de Beslissing 94/173/EEG van de Commissie van 22 maart 1994.

Art. 41. De steun bestaat uit :

1. de rentesubsidie : ze bedraagt hoogstens 5 %; de rente die ten laste blijft van de begunstigde moet minstens 3 % bedragen; te dien einde wordt de subsidie zo nodig verminderd;

2. de overheidsgarantie.

De looptijd van de rentesubsidie en de garantie wordt hierbij vermeld.

Art. 42. De coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschap die in aanmerking wenst te komen voor de bedoelde steun moet een leningaanvraag bij een erkende kredietinstelling indienen. Bij deze aanvraag moeten de drie laatste jaarrekeningen worden gevoegd of, in voorkomend geval, de jaarvooruitzichten. Het Bestuur zal bij deze maatschappij de nodige inlichtingen inwinnen en een dossier aanleggen waarbij de rendabiliteit van de investering wordt aangetoond.

HOOFDSTUK XII. — *Startpremie voor groeperingen*

Art. 43. § 1. Er wordt een startpremie verleend aan erkende groeperingen die tot doel hebben :

- de wederzijdse bijstand in het geval van bedrijven die in aanmerking kunnen komen voor de in de hoofdstukken III tot VII bedoelde steun, met inbegrip van de aanwending van nieuwe technologieën en methoden voor milieubescherming en - verbetering en voor de instandhouding van het landschap;

- de invoering van alternatieve landbouwmethoden;

- een rationeler gemeenschappelijk gebruik van de landbouwproduktiemiddelen;

- gezamenlijke exploitatie.

Deze startpremie moet de beheerskosten helpen dekken tijdens de eerste vijf jaar na de oprichting van bovenvermelde groeperingen.

§ 2. De federaties van groeperingen kunnen de startpremie genieten onder dezelfde voorwaarden als de groeperingen. De toekenning van een startpremie aan een federatie mag evenwel niet tot gevolg hebben dat een groepering meer dan één keer de in § 1 bedoelde steun geniet.

Art. 44. Om steun te kunnen genieten moet de groepering of federatie minstens drie aangesloten landbouwers tellen. Ze mag niet vóór het zesde jaar ontbonden worden en moet opgericht zijn in één van de volgende vormen :

1. een coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschap;

2. een CVGL;

3. een landbouwvereniging die voor de rechtspersoonlijkheid heeft gekozen;

4. een landbouwvennootschap die gezamenlijke exploitatie als doel heeft.

Art. 45. De groepering of federatie van groeperingen moet bewijzen dat de samenwerking sociaal of economisch verantwoord is.

Art. 46. Op het ogenblik van de aanvraag legt de groepering haar statuten voor, alsook een overzicht van de verwachte - en eventueel gerechtvaardigde - uitgaven en ontvangsten.

Art. 47. De startpremie moet de beheerskosten helpen dekken. Onder beheerskosten wordt verstaan de kosten die verbonden zijn aan verrichtingen die van nature geen toegevoegde waarde geven aan de bedrijven van de betrokken landbouwers, met inbegrip van de kosten die inherent zijn aan het beheer van de arbeidskrachten en van het materiaal dat door het maatschappelijke doel vereist wordt.

De startpremie mag jaarlijks niet hoger zijn dan het totaalbedrag van de werkelijk gerechtvaardigde beheerskosten van het eerste activiteitsjaar; zij mag niet meer bedragen dan 50 % van het totale budget van de groepering of van de federatie van groeperingen.

De door de leden van de groepering of van de federatie van groeperingen betaalde jaarlijkse bijdragen moeten gedurende ten minste 3 jaar minstens gelijk zijn aan 25 % van de startpremie.

De startpremie bedraagt 22.500 Ecu per groepering of federatie van groeperingen; die premie wordt het eerste jaar tegen 50 % uitbetaald en tegen 25 % aan het einde van elk van de twee volgende jaren.

TITEL II. — Specifieke steun voor probleemgebieden

HOOFDSTUK XIII. — Specifieke premies voor investeringen en vestiging in probleemgebieden

Art. 48. De specifieke premies voor investeringen en vestiging in probleemgebieden zijn bestemd voor de begunstigden van wie het bedrijf minstens 40% van de landbouwoppervlakte bezet die gebruikt wordt in de in artikel 1, 14, van dit besluit bedoelde probleemgebieden.

Art. 49. De begunstigden van de in Hoofdstuk III van dit besluit bedoelde steun kunnen een premie verkrijgen die gelijk is aan 2/5 van de als rentesubsidie verleende steun, op voorwaarde dat de premie niet hoger is dan 10 % van de gesubsidieerde investering.

Als de begunstigde tegelijkertijd de premie en de rentesubsidie geniet, mag de rente die te zijner laste is daardoor niet onder 2 % gebracht worden.

Art. 50. De landbouwers die de in artikel 18 van dit besluit bedoelde steun genieten, krijgen een supplement van 40.000 BEF in vergelijking met de gewestelijke premie. De totale waarde van de bijkomende gewestelijke steun mag niet hoger zijn dan 35 % van de gesubsidieerde investering.

HOOFDSTUK XIV. — Compenserende vergoedingen

Art. 51. Er wordt een compenserende vergoeding verleend aan de landbouwers van wie het bedrijf minstens 40 % van de in de probleemgebieden gebruikte landbouwoppervlakte bezet.

Art. 52. De vergoeding wordt toegekend onder de volgende voorwaarden :

1. de landbouwer moet een aanvraag indienen;
2. de gebruikte landbouwoppervlakte die in de probleemgebieden gelegen is, moet minstens 3 ha bedragen;
3. de aanvrager of, in het geval van een rechtspersoon, de bestuurders of zaakvoerders mogen de leeftijd van 65 jaar niet bereikt hebben, noch pensioen of vervroegd pensioen genieten vóór 1 januari van het jaar na dat van de aanvraag;
4. de aanvrager moet zich ertoe verbinden de landbouwactiviteit voort te zetten gedurende vijf jaar na de eerste betaling van een compenserende vergoeding. De landbouwer kan van deze verbintenis worden ontslagen indien hij of, in het geval van een rechtspersoon de bestuurders of zaakvoerders, een pensioen of vervroegd pensioen geniet; hij wordt van deze verbintenis ontslagen indien hij ophoudt met zijn landbouwactiviteit en verdere exploitatie van de betrokken oppervlakten gewaarborgd is, en in geval van overmacht. De begunstigde die zijn verbintenis niet nakomt zonder daarvan ontslagen te zijn, moet alle ontvangen vergoedingen terugbetalen;
5. het bedrijf van de aanvrager mag in de loop van het jaar van de aanvraag niet het voorwerp zijn van de verbodsmaatregelen betreffende de verhandeling, zoals bedoeld in artikel 55 bis van het koninklijk besluit van 6 december 1978 betreffende de bestrijding van de runderbrucellose.

Art. 53. Het bedrag van de vergoeding wordt berekend door 3500 BEF te vermenigvuldigen met het aantal grootvee-eenheden (GVE). De verleende vergoeding mag echter niet meer bedragen dan 4900 BEF per hectare voederoppervlakte en 70.000 BEF per aanvrager.

Wanneer het bedrijf niet geheel in probleemgebieden gelegen is, wordt het totaalbedrag van de vergoeding verkregen door het overeenkomstig de bepalingen van het vorige lid berekende bedrag te vermenigvuldigen met een coëfficiënt die gelijk is aan de verhouding tussen de gebruikte landbouwoppervlakte die in de probleemgebieden gelegen is en de gebruikte totale landbouwoppervlakte.

Art. 54. Het aantal grootvee-eenheden wordt berekend door het op het aanvraagformulier aangegeven aantal runderen, landbouwpaarden, schapen en geiten te vermenigvuldigen met de volgende coëfficiënten :

- runderen van 6 maanden tot 2 jaar : 0,6
- melkkoeien, tot maximum 20, andere runderen van 2 jaar en meer, landbouwpaarden van meer dan 6 maanden : 1
- schapen en geiten van 1 jaar en meer : 0,15

Art. 55. De aanvrager moet zijn aanvraag tussen 15 mei en 1 juli indienen bij het gemeentebestuur van zijn woonplaats of van zijn maatschappelijke zetel, waar zijn personalia voor echt worden verklaard.

Art. 56. Het gemeentebestuur stuurt de door de landbouwers van de gemeente ingediende steunaanvragen in één zending vóór 15 juli aan het Bestuur.

HOOFDSTUK XV. — Steun aan de voedergroeperingen

Sectie 1. — Definitie

Art. 57. De Minister erkent de voedergroeperingen als ze opgericht zijn in één van de in artikel 40 van dit besluit bedoelde vormen, of in de vorm van een feitelijke vereniging met een overeenkomst waarbij de leden hoofdelijk aansprakelijk zijn.

Deze groeperingen moeten voornamelijk voederproductie als doel hebben, alsook de ordening en de uitrusting van gezamenlijk geëxploiteerde weilanden, en moeten bovendien voldoen aan de volgende voorwaarden :

- a) minstens drie aangesloten landbouwers tellen en ten minste 40 % van de in de probleemgebieden gebruikte oppervlakte exploiteren; de groepering moet minstens 3 ha oppervlakte per lid gebruiken;
- b) een activiteitsduur van minstens 5 jaar waarborgen;
- c) de leden van een groepering zonder rechtspersoonlijkheid moeten de materiaalaankoop medefinancieren naar evenredigheid van de voedergrasoppervlakte die deel uitmaakt van hun bedrijf en met het verworven materiaal verwerkt moet worden;
- d) een beheersboekhouding voeren, zoals bepaald in artikel 4.

Sectie 2. — Steun voor investeringen

Art. 58. De volgende investeringen komen in aanmerking voor deze steun :

1. precisie-zaaimachine voor maïs en andere voedergewassen;
2. meststrooimachine, mesttank, mestspreider, composteringsmateriaal;
3. verstuiver van gewasbeschermingsmiddelen;
4. maaier-kneuzer en andere machines bestemd om alle voedergewassen te oogsten met het oog op het ensileren of het hooien;
5. opraapwagens voor voeder;
6. laad- en losmachines voor het laden, afladen, inkuilen en ensileren van ruw voeder alsook voor de verdeling daarvan;
7. kunstmatige hooidroger;
8. materiaal voor het onderhoud van voedergewassen en het opnieuw inzaaien van weilanden; steenverzamelhark of -breekwals;
9. materiaal voor de gezamenlijke installatie van omheiningen en drinkplaatsen;
10. materiaal voor het onderhoud van hagen.

Art. 59. De steun bestaat uit een kapitaalpremie die gelijk is aan 25 % van de aankoopprijs, BTW niet inbegrepen. Die steun wordt alleen verleend als de aankoopprijs van het materiaal dat geïnvesteerd wordt in het kader van de groepering, minstens 100.000 BEF bedraagt, BTW niet inbegrepen. De waarde van de steun mag hoogstens 150.000 Ecu per gezamenlijke investering bedragen, 750 Ecu per hectare verbeterd weiland en 7.300 Ecu per bevoelde hectare.

Art. 60. De erkennings- en steunaanvragen moeten aan het Bestuur gezonden worden. Ze moeten een regeling bevatten voor het gezamenlijke gebruik van het materiaal dat het voorwerp is van de aanvraag.

Art. 61. De steun wordt uitbetaald :

- in het geval van een groepering met rechtspersoonlijkheid, aan de daartoe gemachtigde bestuurders of zaakvoerders;

- in het geval van een groepering zonder rechtspersoonlijkheid, rechtstreeks aan de leden, naar evenredigheid van hun bijdrage in de financiering van het materiaal dat het voorwerp is van de steun.

Art. 62. 1. De groepering wordt niet meer erkend als ze minder dan 3 leden telt wegens ontstentenis van één of meer van hen, of als ze niet meer voldoet aan de in artikel 57 bedoelde verenigingsvoorwaarden.

2. Er is echter geen erkenningsverlies als de ontstentenis van één van de drie overblijvende leden te wijten is aan overmacht, of als de betrokkene de landbouwactiviteit stopzet onder de voorwaarden die bepaald zijn bij het communautaire stelsel van vervroegd pensioen, zoals bedoeld in Verordening EEG/2079/92, of als de betrokkene de landbouwactiviteit stopzet en de overnemer lid wordt van de groepering.

Art. 63. Als de groepering haar erkenning verliest in de loop van haar 5 activiteitsjaren, moeten alle leden de verleende financiële steun terugbetalen.

Het terug te betalen bedrag wordt berekend naar evenredigheid van het aantal jaren die nog moeten lopen vooraleer de groepering de termijn van vijf jaar bereikt. Er is echter geen terugbetaling in geval van aansluiting van het/de overblijvende en wel verschijnende lid/leden van de ontbonden groepering bij een andere erkende groepering.

Art. 64. Ongeacht de duur van de groepering, wordt de landbouwer die er uit treedt of die zich aan zijn verplichtingen van lid onttrekt, verplicht de verleende financiële steun terug te betalen, behalve in bovenbedoeld geval van overmacht of bij vervanging door een derde die de verplichtingen van het niet verschijnende lid overneemt en zijn voordelen geniet.

Sectie 3 — Steun voor de werking

Art. 65. De voedergroeperingen genieten een forfaitaire startpremie om de beheerskosten te dekken die het voeren van hun boekhouding met zich meebrengt.

Die premie wordt tijdens 5 jaar uitbetaald aan de erkende natuurlijke personen of rechtspersonen om hen in staat te stellen hun beheersboekhouding te voeren. De jaarlijkse premie bedraagt 50.000 BEF per groepering van 3 landbouwers; ze wordt geïndexeerd en verhoogd met een geïndexeerd bedrag van 6.000 BEF per jaar en per bijkomend lid tot maximum 5 leden.

De indexatie wordt berekend overeenkomstig het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Die steun mag niet gecumuleerd worden met die bedoeld in artikel 43.

TITEL III. — Algemene bepalingen en slotbepalingen

Art. 66. Op grond van de hoofdstukken III tot VIII moet de gerechtvaardigde minimale investering, evenals de lening, minstens 250.000 BEF bedragen; dat minimumbedrag is van toepassing om de herzieningsaanvragen in aanmerking te nemen die een verhoging van de verleende steun tot gevolg hebben.

Op grond van dezelfde hoofdstukken wordt geen steun verleend aan een landbouwbedrijf met meer dan 12 VAK.

Als de steunregelingen medegefinancierd worden door het EOGFL en als de garantie verleend wordt voor investeringen van meer dan 1,5 miljoen Ecu, brengt het Gewest de Commissie van de Europese Unie in kennis van zijn beslissing.

Art. 67. De landbouwer die de in dit besluit bedoelde steun wenst te genieten, moet zich ertoe verbinden voor de in de hoofdstukken III tot VIII van dit besluit bedoelde investeringen geen andere steun in de vorm van gelijk welke rentesubsidie, subsidie of premie aan te vragen of aangevraagd te hebben, waardoor het niveau van de steun die is vastgesteld bij Verordening EEG/2328/91, zoals gewijzigd en gecodificeerd bij Verordening EEG/950/97, overschreden wordt. De steunaanvragen inzake toerisme op de boerderij zullen door het Bestuur pas onderzocht worden als de aanvrager het bewijs levert van zijn erkenning door het Algemeen Commissariaat voor Toerisme en een afschrift bezorgt van de beslissing waarbij de door het commissariaat georganiseerde steun wordt verleend.

Art. 68. De ingediende aanvragen worden ingewilligd zolang de beschikbare machtiging tot vastlegging strekt. Wanneer het aantal vastleggingen die nodig zijn om de in het eerste lid van dit artikel bedoelde aanvragen in te willigen gedurende een periode van twaalf maanden, de voormelde machtiging tot vastlegging echter overschrijdt, zal de in dit besluit bedoelde rentesubsidie beperkt worden naar verhouding van het aantal vastleggingen die noodzakelijk zijn om deze aanvragen in te willigen.

De vermindering wordt eerst toegepast op de gewestelijke steun; zij heeft betrekking op het gesubsidieerde kredietgedeelte. Zij is ook van toepassing op de berekening van de kapitaalpremie als rentesubsidie. In dit geval stelt de Minister de berekeningswijze van bovengenoemde vermindering voor het betrokken jaar vast in overeenstemming met de Minister van Begroting.

Art. 69. Het dossier is daadwerkelijk ingediend op de datum van het door het Bestuur opgestelde bericht van ontvangst waarin staat dat het dossier volledig is. De Minister stelt per type investering de voorwaarden vast waaronder een dossier als volledig wordt beschouwd.

Art. 70. Onverminderd concrete omstandigheden waarmee voor individuele gevallen rekening moet worden gehouden, erkent de Minister de volgende gevallen van overmacht :

- a) het overlijden van de landbouwer;
- b) de langdurige arbeidsongeschiktheid van de landbouwer;
- c) de onteigening van een belangrijk gedeelte van de door de landbouwer beheerde landbouwoppervlakte als die onteigening niet te voorzien was op de dag van de indiening van de aanvraag;
- d) een ernstige natuurramp die de landbouwoppervlakte van het bedrijf aanzienlijke schade toegebracht heeft;
- e) de toevallige vernietiging van de voor veeteelt bestemde bedrijfsgebouwen;
- f) een epizoötie waardoor het geheel of een gedeelte van de veestapel van de landbouwer wordt getroffen.

Art. 71. Als overgangsmaatregelen voor de toepassing van dit besluit :

1. blijven erkend, de kredietinstellingen die thans erkend zijn overeenkomstig bovengenoemde wet van 15 februari 1961 en het koninklijk besluit van 25 oktober 1990;

2. worden erkend, de natuurlijke personen en rechtspersonen die thans erkend zijn voor het voeren van beheersboekhoudingen, overeenkomstig het koninklijk besluit van 21 maart 1986 betreffende de toekenning van subsidies om het houden van land- of tuinbouwbedrijfseconomische boekhoudingen aan te moedigen en de ontwikkeling van bedrijfsleidingsgroepen te bevorderen.

Art. 72. Wat het Waalse Gewest betreft, worden bij dit besluit opgeheven :

- de koninklijke besluiten van 25 oktober 1990, 19 augustus 1991 en 19 augustus 1992 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw;
- het koninklijk besluit van 6 december 1990 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw in de benadeelde gebieden;
- de besluiten van de Waalse Regering van 23 juni 1994, 29 september en 17 november 1994 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw;
- het ministerieel besluit van 4 september 1990 tot toekenning van een jaarlijkse compenserende vergoeding voor de permanente belemmeringen aan de landbouwers van de probleemstreken;
- het ministerieel besluit van 12 oktober 1990 tot toekenning van een steun aan de gezamenlijke investeringen voor groenvoederproductie in de probleemgebieden.

Art. 73. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De eerste begrotingsperiode voor de toepassing van dit besluit begint op 1 juli van het jaar na dat van de inwerkingtreding; bijgevolg wordt de periode voor het indienen van de dossiers van het vorige jaar op 30 juni afgesloten.

Art. 74. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, op 17 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

BIJLAGE

Investering	Looptijd Rente-subsidie (max)	Looptijd Garantie (max)	Voorwaarden
Hoofdst. III. Steun voor investeringen in landbouwbedrijven Verplaatsing van bedrijfsgebouwen	18	10	Oprichting of aankoop
Oprichting of verbetering van gebouwen, met inbegrip van hun uitrusting	15	10 ou 15 (1)	
Grondverbeteringswerkzaamheden	18	10	
Aankoop van materiaal	7	10	
Aankoop van dieren	5	10	
Aankoop van gebouwen die vóór de aankoop niet bezet waren door de aanvrager	15	10 ou 15 (1)	Werkelijke bezetting
Bepplantingen	15	10	Appelbomen, perebomen, perzikkbomen : uitsluitend herbeplanting van gerooide oppervlakten
Latere bedrijfsovername	9	10	Overname van levend vee of materiaal bij gelijktijdige overname van stukken grond
Toeristische, pedagogische en ambachtelijke activiteiten	15	10	Uitsluitend investeringen in onroerend goed
Productie en verkoop op het bedrijf van eigen produkten - materiaal - investeringen in onroerend goed	7 15	10 10	
Hoofdst. IV. Vestigingssteun aan de landbouwers Eerste vestiging op een bestaand bedrijf (aanvraag die in de loop van het jaar werd ingediend) - bedrag dat door het EOGFL medegefinancierd wordt - gewestelijke tegemoetkoming	15* 10*	15** 15**	- Overname van stukken grond, vee, materiaal, oogsten, voorraden, op grond van een werkelijke inventaris - Aankoop van gebouwen ten belope van het saldo van het bedrag dat door het EOGFL medegefinancierd wordt
Hoofdst. V. Gewestelijke steun voor de aankoop, de renovatie en het herstel van bestaande bedrijfsgebouwen Aankoop van door de aanvrager bezette gebouwen Renovatie- of herstelwerkzaamheden	9 9	10 ou 15 (1) 10	
Hoofdst. VI Gewestelijke steun voor investeringen betreffende het welzijn van de dieren en de strijd tegen besmettelijke ziekten Investerings in onroerend goed voor het welzijn van de dieren	9	10	
Runderbruceslose	9***	10	met minimum 3% ten laste met minimum 5% ten laste

Investering	Looptijd Rente-subsidie (max)	Looptijd Garantie (max)	Voorwaarden
Rundertuberculose en andere ziekten	5	10	
Hoofdst. VII Gewestelijke steun voor investeringen betreffende de bescherming en de verbetering van het milieu Investerings in onroerend goed Materiaal	9 7	10 10	
Hoofdst. VIII Gewestelijke steun voor investeringen betreffende de hygiëne van levensmiddelen Investerings in onroerend goed Materiaal	9 5	10 10	
Hoofdst. X Gewestelijke steun aan de CVGL's Materiaal	7	10	
Onroerende goederen	10	10	Aankoop of oprichting
Hoofdst. XI Gewestelijke steun aan de coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschappen Materiaal	7	10	
Onroerende goederen	10	10	Aankoop of oprichting

(1) Bij de eerste vestiging wordt de looptijd van de garantie op 15 jaar gebracht.

* maximum 10 of 15 jaar met eventueel 1 jaar uitgestelde aflossingen

**15 jaar plus eventueel maximum 1 jaar uitgestelde aflossingen

***maximum 9 jaar met eventueel 2 jaar uitgestelde aflossingen

Namen, 17 juli 1997.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, Kmo's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN